

NATIONS



UNIES

**RAPPORT DU COMITE
DU SUD - OUEST AFRICAIN
A
L'ASSEMBLEE GENERALE**

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT No 14 (A/2666)

NEW-YORK, 1954

9.13
cop. 3

NATIONS UNIES

**RAPPORT DU COMITE
DU SUD - OUEST AFRICAIN
A**

L'ASSEMBLEE GENERALE



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : NEUVIEME SESSION
SUPPLEMENT No 14 (A/2666)

New-York, 1954

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
I. Généralités	1
II. Négociations avec l'Union Sud-Africaine.....	1
III. Adoption d'un règlement pour le Comité du Sud-Ouest Africain.....	2
IV. Projet de procédure pour l'Assemblée générale.....	3
V. Rapport annuel de l'Union Sud-Africaine.....	3
VI. Examen des renseignements et de la documentation relatifs au Sud-Ouest Africain et rapport à l'Assemblée générale sur la situation du Territoire..	3
VII. Pétitions relatives au Territoire du Sud-Ouest Africain.....	4
A. Communications émanant de sources extérieures au Territoire du Sud-Ouest Africain	4
B. Communications émanant du Territoire du Sud-Ouest Africain.....	5

A N N E X E S

<i>Annexes</i>	
I. Correspondance échangée avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine..	6
II. Règlement provisoire concernant l'examen, par le Comité du Sud-Ouest Africain, des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain	9
III. Rapport du Groupe de travail du Comité du Sud-Ouest Africain sur la procédure d'examen des rapports et pétitions par l'Assemblée générale..	12
IV. Projet de procédure proposé par le Comité du Sud-Ouest Africain pour l'examen par l'Assemblée générale des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain.....	13
V. Rapport et observations du Comité du Sud-Ouest Africain sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain.....	14
I. Généralités	14
II. Situation politique	15
III. Situation économique.....	21
IV. Situation sociale	24
V. Enseignement	30
VI. Conclusion	32
VI. Pétition émanant de Mlle Margery F. Perham.....	32
Projet de résolution relatif à la pétition.....	33
VII. Communications émanant du révérend Michael Scott et de l'évêque de Chichester (Angleterre)	34
VIII. Pétition émanant de MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk.....	41

I. — GENERALITES

1. A sa 460^{ème} séance plénière, le 28 novembre 1953, l'Assemblée générale a adopté, à propos de la question du Sud-Ouest Africain, la résolution 749 A (VIII) par laquelle elle a créé, "en attendant qu'un accord intervienne entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union Sud-Africaine, un Comité du Sud-Ouest Africain composé de sept membres".

Au paragraphe 12 de cette résolution, l'Assemblée a chargé le Comité :

"a) D'examiner, dans le cadre du questionnaire adopté par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations en 1926, les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain ;

"b) D'examiner, en se conformant, dans toute la mesure du possible, à la procédure de l'ancien régime des mandats, les rapports et les pétitions qui viendraient à être soumis au Comité ou au Secrétaire général ;

"c) De communiquer à l'Assemblée générale un rapport sur la situation du Territoire en tenant compte dans toute la mesure du possible de la portée des rapports de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations ;

"d) D'élaborer et de soumettre à l'Assemblée générale une procédure d'examen de ces rapports et de ces pétitions qui se [rapprocherait] autant que possible de la procédure suivie en la matière par l'Assemblée, le Conseil et la Commission permanente des mandats de la Société des Nations."

Au paragraphe 13 de la résolution, l'Assemblée a habilité le Comité à poursuivre les négociations avec l'Union Sud-Africaine en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain, et, au paragraphe 14, elle l'a invité à présenter des rapports sur ses travaux à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires.

2. A sa 467^{ème} séance plénière, le 3 décembre 1953, sur la recommandation de la Quatrième Commission, l'Assemblée générale a nommé le Brésil, le Mexique, la Norvège, le Pakistan, la Syrie, la Thaïlande et l'Uruguay membres du Comité du Sud-Ouest Africain.

3. Par lettres en date du 21 décembre 1953, le Secrétaire général a invité les gouvernements intéressés à désigner leurs représentants au Comité. Les représentants dont les noms suivent ont été désignés :

Brésil: M. Hugo Gouthier (représentant), M. Sérgio Armando Frazão (suppléant) ;

Mexique: M. Luciano Joubanc Rivas (représentant) ;

Norvège: M. Hans Engen (représentant), M. Erik Dons (suppléant) ;

Pakistan: M. Viqar Ahmed Hamdani (représentant) ;

Syrie: M. Rafik Asha, M. Najmudine Rifai (représentants) ;

Thaïlande: M. Thanat Khoman (représentant) ;

Uruguay: M. Enrique Rodríguez Fabregat (représentant).

4. A sa 1^{ère} séance, le 20 janvier 1954, le Comité a élu Président M. Thanat Khoman (Thaïlande), et Vice-Président M. Hugo Gouthier (Brésil). A sa 19^{ème} séance, le 27 mai 1954, M. Luciano Joubanc Rivas (Mexique) a été élu Rapporteur.

5. Le Comité du Sud-Ouest Africain a tenu trente-six séances, du 20 janvier au 25 juin 1954. Le Comité a décidé que, pour l'examen de certaines questions, notamment tout ce qui touchait à ses négociations avec l'Union Sud-Africaine, sa tâche serait facilitée s'il se réunissait en séance privée. Il a tenu six séances privées, c'étaient les 2^{ème} (première partie), 16^{ème}, 17^{ème}, 21^{ème}, 31^{ème} et 34^{ème} séances, tenues respectivement les 21 janvier, 1^{er} avril, 3 juin, 17 juin et 22 juin 1954. A sa 36^{ème} et dernière séance, le Comité a décidé de publier les comptes rendus analytiques de ces séances.

6. A sa 13^{ème} séance, le 11 février 1954, le Comité a nommé un Groupe de travail chargé d'étudier la question de la procédure que l'Assemblée générale devrait suivre pour examiner les rapports et pétitions qui lui seraient communiqués par le Comité.

7. A sa 36^{ème} séance, le 25 juin 1954, le Comité a adopté son rapport à l'Assemblée générale.

8. Le représentant de l'Uruguay a déclaré que, puisqu'il n'était pas en mesure d'appuyer certaines des mentions du rapport, ainsi que cela était d'ailleurs indiqué dans les comptes rendus analytiques des débats du Comité, il réservait la position de la délégation uruguayenne à l'égard du rapport.

II. — NEGOCIATIONS AVEC L'UNION SUD-AFICAINE

9. Conformément au paragraphe 13 de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, le Comité, au cours de la partie de sa 2^{ème} séance qu'il a tenue en privé le 21 janvier 1954, a demandé à son Président de faire savoir au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine qu'il avait été officiellement constitué et qu'il était prêt à poursuivre les négociations en vue de donner pleine-

ment effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain. Le Comité a donc prié le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de désigner un représentant chargé de conférer avec lui, espérant vivement que de nouvelles négociations permettraient d'obtenir des résultats satisfaisants et positifs. En conséquence, le 21 janvier 1954,

le Président a envoyé au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine la lettre dont le texte est reproduit à l'annexe I, *a*.

10. Par une lettre en date du 25 mars 1954, le représentant permanent de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies a transmis la réponse du Ministre des affaires extérieures de l'Union (annexe I, *c*). Dans cette lettre, le Ministre rappelait la position prise par le Gouvernement de l'Union à l'égard des négociations qu'avait entreprises le Comité spécial du Sud-Ouest Africain¹. Il rappelait que le Comité spécial avait été avisé, par une lettre en date du 4 septembre 1953, de l'attitude du Gouvernement de l'Union à l'égard du Sud-Ouest Africain, et qui était la suivante :

"*a*) Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine soutient que le mandat relatif au Sud-Ouest africain est caduc et que, s'il continue à administrer le Territoire dans l'esprit de la mission qu'il avait acceptée à l'origine, le Gouvernement de l'Union n'a pas d'autres responsabilités internationales du fait de la liquidation de la Société des Nations. Toutefois, pour trouver une solution qui permette à l'Organisation des Nations Unies de ne plus se préoccuper de cette question, le Gouvernement de l'Union est disposé à négocier un accord avec les trois Puissances alliées et associées qui subsistent, à savoir les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni.

"*b*) Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ne devrait en aucune façon assumer à l'égard du Sud-Ouest Africain des obligations plus étendues que celles qui lui incombent en vertu du Mandat."

La lettre faisait observer que, malgré de longues discussions, il n'avait pas été possible de parvenir à un accord. Le Comité spécial avait jugé inacceptables les propositions du Gouvernement de l'Union "parce qu'à son avis elles n'offraient pas de moyens propres à donner effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et parce qu'elles n'étaient pas conciliables avec le principe du contrôle exercé par l'Organisation

¹ Pour le rapport du Comité spécial, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Annexes*, point 36 de l'ordre du jour, document A/2475.

III. — ADOPTION D'UN REGLEMENT POUR LE COMITE DU SUD-OUEST AFRICAIN

15. Au cours de ses douze premières séances, du 20 janvier au 9 février 1954, le Comité a élaboré, conformément au paragraphe 12, *b*, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, un règlement provisoire pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain. A sa 13ème séance, le 11 février 1954, le Comité a adopté ce règlement provisoire dont le texte est reproduit à l'annexe II du présent rapport.

16. Pour l'élaboration de son règlement provisoire, le Comité a suivi d'aussi près que possible le règlement intérieur de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations. Dans les articles XXII à XXIX, le Comité a fixé certaines procédures pouvant être appliquées en lieu et place de celles qu'il avait arrêtées dans les articles précédents et qu'il jugeait nécessaires pour

des Nations Unies sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain". D'autre part, il était indiqué dans la lettre que le Gouvernement de l'Union ne pouvait examiner des propositions qui ne tenaient pas compte des considérations essentielles qu'il avait indiquées.

11. Pour ce qui est du Comité actuel, le Gouvernement de l'Union déclarait, au paragraphe 5 de sa réponse: "Etant donné que le mandat de votre Comité semble être plus rigide encore que celui du Comité spécial, le Gouvernement de l'Union doute que de nouvelles négociations menées dans le cadre du mandat de votre Comité permettent d'espérer aboutir à des résultats positifs."

12. Le 1er avril 1954, à ses 16ème et 17ème séances (privées), le Comité a examiné la lettre du représentant permanent de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il a répondu au représentant permanent par une lettre en date du 1er avril 1954 (annexe I, *d*). Le Comité a déclaré qu'il regrettait de ne pouvoir interpréter la réponse du Gouvernement de l'Union et le fait que celui-ci n'avait pas désigné un représentant chargé de conférer avec lui autrement que comme un refus de coopérer pour le moment à la reprise des négociations. A cet égard, le Comité a estimé que la position de l'Union, telle qu'elle était exposée au paragraphe *a* de la lettre du 4 septembre 1953, était incompatible non seulement avec l'avis consultatif donné par la Cour, mais aussi avec la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale. Toutefois, le Comité a fait savoir au Gouvernement de l'Union qu'il demeurerait prêt, conformément à son mandat, tel qu'il était défini dans cette résolution, à poursuivre les négociations relatives à la question du Sud-Ouest Africain si le Gouvernement de l'Union était disposé à négocier en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

13. Par une lettre du 2 avril 1954 (annexe I, *e*), le représentant permanent a accusé réception de cette lettre et fait savoir au Comité qu'il en communiquait le texte au Gouvernement de l'Union.

14. Au 25 juin 1954, date de l'adoption du présent rapport, le Comité n'avait aucune réponse du Gouvernement de l'Union à sa lettre du 1er avril.

pouvoir s'acquitter des tâches que lui confère la résolution 749 A (VIII) au cas où le Gouvernement de l'Union refuserait de communiquer des rapports annuels et des pétitions concernant le Sud-Ouest Africain.

17. Pour se conformer à une décision prise par le Comité à sa 12ème séance, le 9 février, le Président, par une lettre du 11 février (annexe I, *b*), a communiqué au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine le texte du règlement provisoire et lui a fait savoir que le Comité était prêt à examiner les observations que le Gouvernement de l'Union pourrait avoir à formuler au sujet dudit règlement provisoire.

18. Au 25 juin 1954, date de l'adoption du présent rapport, le Comité n'avait reçu aucune réponse du Gouvernement de l'Union à sa lettre du 11 février.

IV. — PROJET DE PROCEDURE POUR L'ASSEMBLEE GENERALE

19. A sa 13^{ème} séance, le 11 février 1954, le Comité a constitué un Groupe de travail composé de représentants du Mexique, de la Norvège et du Pakistan, chargé d'étudier, conformément au paragraphe 12, *d*, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, la question de la procédure que devrait suivre l'Assemblée générale pour examiner les rapports et les pétitions.

20. Le Groupe de travail s'est réuni sept fois en séance privée, les 3, 9, 11, 18, 23 et 26 mars et le 1^{er} avril 1954. Le Comité a examiné le rapport du Groupe de travail (annexe III) à ses 34^{ème} (privée) et 35^{ème} séances, les 22 et 23 juin 1954.

21. A sa 35^{ème} séance, le 23 juin, le Comité a adopté deux projets de résolution dont le texte est reproduit à l'annexe IV.

22. Les délégations du Brésil, du Mexique, du Pakistan et de la Syrie ont déclaré, au sujet du paragraphe 6 du rapport du Groupe de travail, que, selon elles, l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice autorisait à appliquer en ce qui concerne l'examen des rapports et des pétitions relatifs au Sud-Ouest Africain la procédure prévue au paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte; elles ont toutefois appuyé les résolutions dont le texte est reproduit à l'annexe IV afin que la question de la procédure de vote ne puisse donner lieu à aucune contestation fondée sur des motifs de droit. Le représentant de la Norvège a rappelé, à cet égard, la réserve qu'avait faite sa délégation au sujet du paragraphe 6 du rapport du Groupe de travail.

V. — RAPPORT ANNUEL DE L'UNION SUD-AFICAINE

23. Au paragraphe 7 de sa résolution 749 A (VIII), l'Assemblée générale priait instamment l'Union Sud-Africaine "de recommencer à envoyer des rapports sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain". Sur l'invitation du Comité, le Président a, par une lettre en date du 21 janvier 1954 (annexe I, *a*), attiré l'attention du Gouvernement de l'Union sur le paragraphe en question et déclaré que, puisque par le paragraphe 12, *b*, de la même résolution, l'Assemblée générale avait demandé au Comité d'examiner les rapports en se conformant, dans toute la mesure du possible, à la procédure de l'ancien régime des mandats, le Comité espérait que le Gouvernement de l'Union jugerait possible de coopérer sur ce point. Soucieux de se conformer dans toute la mesure du possible à la procédure du régime des mandats, le Comité a invité le Gouvernement de l'Union à recommencer à communiquer des rapports annuels et, en particulier, à communiquer avant le 20 mai 1954, un rapport pour l'année 1953 qui contiendrait des renseignements relatifs à la période qui s'était écoulée depuis que le Gouvernement de l'Union avait présenté à l'Organisation des Nations Unies son dernier rapport sur l'administration du Sud-Ouest Africain. Le Comité a demandé au Gouvernement de l'Union d'envoyer cent exemplaires de ce rapport au Secrétaire général et un exemplaire à chacun des membres du Comité. Le Président indiquait dans la lettre que si le Gouvernement de l'Union estimait que la date du 20 mai 1954 était trop rapprochée, le Comité serait prêt à examiner toute autre proposition que le Gouvernement de l'Union pourrait faire.

24. La réponse du Gouvernement de l'Union a été donnée dans une lettre en date du 25 mars 1954 (annexe I, *c*). Dans cette lettre, le Gouvernement de l'Union faisait observer qu'il ne s'était jamais reconnu obligé de soumettre des rapports à aucun organe inter-

national depuis la liquidation de la Société des Nations. Il réaffirmait la position qu'il avait adoptée lorsqu'il avait transmis à l'Organisation des Nations Unies le rapport sur l'administration du Sud-Ouest Africain pour 1946. Lorsque le Gouvernement de l'Union avait offert d'envoyer à l'Organisation des Nations Unies des rapports sur l'administration du Territoire, il avait bien précisé qu'il fournirait ces rapports bénévolement à des fins d'information seulement et étant expressément entendu que l'Organisation des Nations Unies n'avait aucun pouvoir de surveillance sur le Sud-Ouest Africain. Le Gouvernement de l'Union affirmait que le rapport qu'il avait présenté en 1946 avait permis de se servir "du Conseil de tutelle et de la Commission de tutelle pour se livrer à des critiques injustifiées contre l'administration du Gouvernement de l'Union". En outre, le fait même qu'un rapport avait été présenté avait donné à certains membres des Nations Unies l'impression que le Conseil de tutelle était compétent pour faire des recommandations sur des questions touchant à l'administration intérieure du Sud-Ouest Africain. Enfin, le Gouvernement de l'Union rappelait dans cette lettre qu'il avait appelé l'attention du Secrétaire général sur cette fâcheuse situation par une lettre en date du 11 juillet 1949 et qu'il lui avait fait savoir que, pour ne pas compromettre la bonne marche de l'administration, il avait décidé de cesser de présenter des rapports.

25. Le Comité a examiné la lettre à ses 16^{ème} et 17^{ème} séances (privées) le 1^{er} avril 1954. Il lui a semblé évident qu'il ne pouvait aspirer à recevoir du Gouvernement de l'Union des rapports sur l'administration du Sud-Ouest Africain. A sa dix-septième séance, il a donc décidé d'appliquer la seconde procédure arrêtée dans son règlement provisoire pour l'examen des rapports et d'en aviser le Gouvernement de l'Union (annexe I, *d*).

VI. — EXAMEN DES RENSEIGNEMENTS ET DE LA DOCUMENTATION RELATIFS AU SUD-OUEST AFRICAIN ET RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LA SITUATION DU TERRITOIRE

26. Le Comité ayant décidé (voir par. 25) d'appliquer la seconde procédure prévue pour les rapports, son Président par intérim a fait savoir au Gouvernement

de l'Union Sud-Africaine par une lettre du 12 mai 1954 (annexe I, *f*) que le Comité serait en mesure, le 26 mai, d'examiner les renseignements et la documentation dis-

ponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain et l'a invité à désigner un représentant dûment autorisé pour assister aux séances du Comité.

27. Dans une lettre du 22 mai 1954 (annexe I, g), le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a rappelé sa lettre du 25 mars 1954 (voir annexe I, c) et fait savoir au Comité qu'il n'avait rien à ajouter au paragraphe 6 de cette lettre, dans lequel il avait exposé son point de vue sur la question des rapports.

28. Le Comité a examiné cette réponse à sa 18ème séance, le 26 mai. Les membres du Comité ont regretté que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine se soit refusé à désigner un représentant dûment autorisé pour assister à ses séances, comme il le lui avait demandé.

29. De sa 18ème à sa 33ème séance, soit du 26 mai au 21 juin 1954, ainsi qu'à sa 36ème séance le 25 juin 1954, le Comité a examiné les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain en vue de préparer son rapport à l'Assemblée générale sur la situation du Territoire, conformément aux alinéas a et c du paragraphe 12 de la résolution 749 A (VIII). Il était saisi des documents qu'avait préparés le Secrétaire général conformément à l'article XXII du règlement provisoire (A/AC.73/L.3 et Add.1 à 3).

30. A sa 18ème séance, le 26 mai 1954, le Comité a demandé au Secrétaire général d'adresser des exemplaires de chacun de ces documents à toutes les institutions spécialisées, à titre d'information, et de les inviter à faire parvenir au Comité leurs observations éventuelles. Une lettre a été envoyée à cet effet le 10 juin, à chacune des institutions spécialisées.

31. A sa 28ème séance, le 15 juin, le Comité a décidé de demander à l'Organisation internationale du Travail, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et à l'Organisation mondiale de la santé de l'aider à préparer les parties de son rapport à l'Assemblée générale relatives aux conditions de travail, à l'éducation et à la santé. Un télégramme a été adressé le même jour à ces institutions.

VII. — PETITIONS RELATIVES AU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

38. Dans le paragraphe 12, b, de sa résolution 749 A (VIII), l'Assemblée générale a chargé le Comité d'examiner les pétitions, en se conformant, dans toute la mesure du possible, à la procédure de l'ancien régime des mandats. Dans une lettre au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine en date du 21 janvier 1954 (annexe I, a), le Comité a exprimé l'espoir que le Gouvernement de l'Union jugerait possible de coopérer avec le Comité sur ce point. Le Comité a également appelé l'attention du Gouvernement de l'Union sur le paragraphe 7 de la même résolution aux termes duquel ce gouvernement était notamment prié de transmettre à l'Organisation des Nations Unies les pétitions de particuliers ou de groupes du Territoire.

39. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a répondu au Comité par une lettre en date du 25 mars 1954 (annexe I, c), et lui a fait savoir qu'il ne s'était jamais reconnu obligé de soumettre des rapports ni de communiquer des pétitions à aucun organe international, depuis la liquidation de la Société des Nations.

40. A sa 17ème séance (privée), le 1er avril, le Comité a conclu qu'étant donné la teneur de cette déclara-

32. A la date où le présent rapport a été adopté (25 juin), le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement avaient accusé réception de la lettre du Secrétaire général.

33. L'Organisation de l'aviation civile internationale, le 17 juin, et l'Organisation météorologique mondiale, le 25 juin, ont fait savoir qu'elles n'avaient pas d'observation à formuler. De son côté, l'Organisation internationale du Travail a informé le Comité, par un télégramme en date du 24 juin, qu'elle n'était pas actuellement en mesure de présenter des observations utiles au sujet de la partie du rapport du Comité relative aux conditions de travail dans le Sud-Ouest Africain.

34. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, a fait savoir au Comité, par une lettre du 24 juin, qu'elle examinait la partie de la documentation qui avait trait à la situation de l'enseignement dans le Sud-Ouest Africain.

35. Par un télégramme du 23 juin 1954, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé qu'elle étudiait la documentation et demandé avant quelle date elle devait présenter ses observations et quand le Comité entreprendrait l'examen du rapport. A sa 36ème séance, le 25 juin, le Comité a demandé au Secrétaire général de répondre à l'OMS qu'il avait terminé pour l'instant l'examen de son rapport à l'Assemblée générale sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain et qu'il ne se réunirait plus avant le mois de septembre. Le Comité en outre fait savoir à l'OMS qu'il serait cependant heureux de recevoir ses observations et qu'il les communiquerait à l'Assemblée en même temps que son rapport.

36. Lorsqu'il a adopté son rapport à l'Assemblée générale, le 25 juin, le Comité n'avait pas encore reçu d'observations des autres institutions spécialisées. Il a donc décidé que les nouvelles observations qu'il pourrait recevoir seraient communiquées à l'Assemblée générale.

37. A sa 36ème séance, le 25 juin, le Comité a adopté son rapport à l'Assemblée générale sur la situation dans le Sud-Ouest Africain (annexe V).

ration, il ne pouvait espérer recevoir des pétitions par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union. Il a décidé, en conséquence, que le seul moyen de s'acquitter des obligations qui lui incombait aux termes de la résolution 749 A (VIII) était de suivre la seconde procédure prévue dans son règlement provisoire pour l'examen des pétitions concernant le Territoire. Par une lettre en date du 1er avril 1954, il a communiqué cette décision au Gouvernement de l'Union (annexe I, d).

A. — COMMUNICATIONS ÉMANANT DE SOURCES EXTÉRIEURES AU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

41. Avant cet échange de correspondance avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, le Comité avait reçu les communications suivantes émanant de sources extérieures au Territoire du Sud-Ouest Africain :

i) Une communication de Mlle Margery Perham, The Africa Protectorates Trust, datée du mois de novembre 1953 et adressée au Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain, avec une attestation de

M. R. W. Lewis, recteur de la cathédrale Saint-Georges à Windhoek (Sud-Ouest Africain) [annexe VI, a].

ii) Trois communications du révérend Michael Scott, adressées au Président du Comité du Sud-Ouest Africain (annexe VII, a), soit :

Une communication du 2 décembre 1953, accompagnée d'extraits d'articles de journaux et concernant le Sud-Ouest Africain et la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine;

Une communication du 17 février 1954, accompagnée de la copie d'une lettre du révérend Michael Scott au Haut-Commissaire de l'Union Sud-Africaine en date du 29 octobre 1951 ainsi que de la copie d'une lettre du Ministre de l'intérieur de l'Union Sud-Africaine au révérend Michael Scott, en date du 19 décembre 1951;

Un télégramme du 19 février 1954.

iii) Un télégramme adressé au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par l'évêque de Chichester, le 23 février 1954, et concernant le révérend Michael Scott (annexe VII, a).

42. Le Comité a examiné ces communications à ses 12ème, 14ème, 15ème, 32ème, 33ème et 36ème séances les 9, 19 et 25 février et les 18, 21 et 25 juin 1954.

43. Il a décidé de considérer comme une pétition la première de ces communications et par une lettre en date du 19 février, il en a communiqué le texte au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine conformément à l'article XII du règlement provisoire, en l'invitant à présenter dans un délai maximum de six mois toute observation qu'il jugerait utile (annexe VI, b).

44. Comme le Comité avait décidé le 1er avril 1954 de suivre la seconde procédure arrêtée dans le règlement provisoire pour l'examen des pétitions, et comme le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a pas formulé d'observation, le Comité a examiné à nouveau cette pétition à ses 32ème, 33ème et 36ème séances, les 18, 21 et 25 juin 1954, conformément à l'article XXVII de son règlement provisoire. Pour plus de détail, voir les comptes rendus de ces séances (A/AC.73/SR.12, 14, 32, 33 et 36).

45. A sa 36ème séance, le 25 juin, le Comité a examiné un projet de résolution commun du Brésil, du Mexique et du Pakistan.

46. Le représentant de la Norvège a proposé de rédiger de la façon suivante le paragraphe 3 du dispositif de ce projet de résolution: "Exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine reviendra sur la décision qu'il a prise de refuser un passeport à M. Himumuine, de façon que celui-ci puisse profiter de la bourse d'études qu'il a reçue de l'Université d'Oxford."

47. Cet amendement a été rejeté par 3 voix contre 2, avec une abstention.

48. Le projet de résolution commun du Brésil, du Mexique et du Pakistan a été adopté ensuite par 5 voix contre zéro, avec une abstention.

49. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution qui est reproduit dans l'annexe VI, c, au présent rapport.

50. Conformément à l'article XXVII de son règlement provisoire, le Comité a, le 28 juin 1954, communiqué le texte de ce projet de résolution au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine (voir annexe VI, d).

51. Au sujet des communications émanant du révérend Michael Scott, le Comité a décidé, à sa 15ème séance, le 25 février, de faire savoir au pétitionnaire que le Comité estimait qu'il excéderait les pouvoirs qui lui avaient été conférés par la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale s'il considérait cette requête comme une pétition recevable aux termes des dispositions de l'article 5 de l'Accord de mandat annexe VII, b). Pour plus de détail, voir les comptes rendus des séances où ces communications ont été examinées (A/AC.73/SR.12, 14 et 15).

52. Le Comité a tenu compte du télégramme reçu de l'évêque de Chichester lorsqu'il a examiné les communications du révérend Michael Scott.

53. Le 23 juin 1954, le Comité a reçu du révérend Michael Scott une nouvelle communication datée du 18 juin (annexe VII, c).

54. Le Comité a examiné cette communication à ses 35ème et 36ème séances, les 23 et 25 juin, et décidé de faire savoir au révérend Michael Scott qu'à son avis les questions qui étaient soulevées dans ladite communication ne relevaient pas de sa compétence (annexe VII, d).

B. — COMMUNICATIONS ÉMANANT DU TERRITOIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

55. A sa 15ème séance, le 25 février 1954, le Comité a examiné une communication non datée, reçue en 1952 de MM. Beukes, Diegaard et van Wyk et jointe en annexe au rapport que le Comité spécial du Sud-Ouest Africain avait adressé à l'Assemblée générale pour sa septième session (annexe VIII, a). Le Comité a décidé qu'il ne pouvait examiner cette communication avant d'appliquer l'alinéa b de l'article VIII du règlement provisoire. En conséquence, il a invité les pétitionnaires par une lettre en date du 1er mars à présenter à nouveau leur pétition par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine (annexe VIII, b).

56. Le Comité ayant décidé le 1er avril 1954 d'appliquer la seconde procédure arrêtée dans le règlement provisoire pour l'examen des pétitions, il a estimé à sa 36ème séance, le 25 juin, qu'il convenait d'appliquer les alinéas a et b de l'article XXVI du règlement provisoire. Comme il avait déjà invité les signataires, le 1er mars, à présenter leur pétition par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, il a demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de communiquer aux pétitionnaires le texte de l'article XXVI du règlement provisoire (annexe VIII, c) et d'adresser au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une copie de la pétition et de la lettre envoyée à ses signataires (annexe VIII, d).

57. Le Comité a décidé en outre qu'il examinerait de nouveau cette pétition par application de l'alinéa c de l'article XXVI du règlement intérieur.

ANNEXES

Annexe I

Correspondance échangée avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine¹

- a) *Lettre adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine, le 21 janvier 1954, par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

J'ai l'honneur de vous informer que le Comité du Sud-Ouest Africain, créé par la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, est maintenant officiellement constitué.

A sa 2ème séance, le 21 janvier 1954, le Comité m'a chargé de vous faire savoir que, conformément au paragraphe 13 de la résolution précitée, il est prêt à poursuivre les négociations avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain.

Le Comité prie par conséquent le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de désigner un représentant chargé de conférer avec lui et de lui faire savoir à quelle date ce représentant sera en mesure de commencer les conversations.

Le Comité, en entreprenant la tâche qui lui a été confiée par l'Assemblée générale espère vivement que de nouvelles négociations avec l'Union Sud-Africaine permettront d'obtenir des résultats satisfaisants et positifs.

Le Comité m'a également chargé d'appeler l'attention du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur le paragraphe 7 de la résolution de l'Assemblée générale dans lequel l'Assemblée prie instamment le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "de recommencer à envoyer des rapports sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain et de transmettre à l'Organisation des Nations Unies les pétitions de particuliers ou de groupes du Territoire". Comme, aux termes du paragraphe 12, b, de cette résolution, il est chargé d'examiner les rapports et les pétitions en se conformant, dans toute la mesure du possible, à la procédure de l'ancien régime des mandats, le Comité espère que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine jugera possible de collaborer sur ce point avec lui.

Pour ce qui est de l'envoi de rapports annuels, je crois devoir vous rappeler qu'aux termes de l'article 5 du règlement intérieur de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations, "la Commission devra être saisie des rapports annuels, en ce qui concerne... le Sud-Ouest Africain... avant le 20 mai" et "les Puissances mandataires seront priées d'en adresser cent exemplaires au Secrétariat de la Société, et, en même temps, un exemplaire à chaque membre de la Commission permanente des mandats, dont les noms et adresses seront communiqués, à cet effet, aux gouvernements de ces puissances".

¹ Pour la correspondance concernant les différentes pétitions, voir les annexes VI, b, et d, et VIII, d.

Soucieux de se conformer dans toute la mesure du possible à ces dispositions, le Comité du Sud-Ouest Africain m'a chargé de demander au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de recommencer à envoyer des rapports et, en particulier, de communiquer avant le 20 mai 1954, un rapport pour l'année 1953 qui devrait également contenir des renseignements relatifs à la période qui s'est écoulée depuis la date du dernier rapport que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a envoyé à l'Organisation des Nations Unies. Cent exemplaires de ce rapport devront être envoyés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et un exemplaire devra être envoyé en même temps à chacun des membres du Comité. Si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine estimait qu'il lui est difficile de respecter la date limite du 20 mai 1954, le Comité est prêt à examiner toute proposition qu'il pourrait faire à ce sujet. J'espère que le Comité pourra avoir connaissance, le 1er mars 1954, au plus tard, de toute proposition que le gouvernement pourrait souhaiter formuler de manière à pouvoir organiser ses travaux.

(Signé) Thanat KHOMAN

- b) *Lettre adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine, le 11 février 1954, par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Faisant suite à ma lettre du 21 janvier 1954, j'ai l'honneur de vous informer que le Comité du Sud-Ouest Africain, créé par la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, a adopté, à sa 13ème séance, le 11 février 1954, un "règlement provisoire concernant l'examen, par le Comité du Sud-Ouest Africain, des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain".

Le Comité m'a chargé de communiquer le texte de ce règlement provisoire au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, pour observations, et de lui faire savoir qu'il est tout prêt à examiner celles que votre gouvernement pourrait avoir à formuler au sujet dudit règlement provisoire.

(Signé) Thanat KHOMAN

- c) *Lettre adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain, le 25 mars 1954, par le représentant permanent de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies*

Me référant à votre lettre du 21 janvier, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après le texte de la réponse du Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine :

"J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre TRI.132/1/06, en date du 21 janvier 1954, par laquelle vous m'informez que le Comité du Sud-Ouest Africain, créé par la résolution 749 A (VIII) de

l'Assemblée générale des Nations Unies, a été officiellement constitué et qu'à sa 2ème séance, le 21 janvier 1954, il vous a chargé de me faire savoir que, conformément au paragraphe 13 de la résolution précitée, il était prêt à poursuivre les négociations avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain. Le Comité a prié par conséquent le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de désigner un représentant chargé de conférer avec lui.

"2. Lors des négociations avec le Comité spécial créé par la résolution 449 A (V) du 13 décembre 1951, le représentant du Gouvernement de l'Union auprès de l'Organisation des Nations Unies n'a cessé d'appeler l'attention de ce comité sur la position prise par le Gouvernement de l'Union en ce qui concerne le Sud-Ouest Africain et il a en outre exposé cette position dans une communication qu'il a adressée à ce comité. Cette position est la suivante :

"a) Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine soutient que le mandat relatif au Sud-Ouest Africain est caduc et que, s'il continue à administrer le Territoire dans l'esprit de la mission qu'il avait acceptée à l'origine, le Gouvernement de l'Union n'a pas d'autres responsabilités internationales, du fait de la liquidation de la Société des Nations. Toutefois, pour trouver une solution qui permette à l'Organisation des Nations Unies de ne plus se préoccuper de cette question, le Gouvernement de l'Union est disposé à négocier un accord avec les trois Puissances alliées et associées qui subsistent, à savoir les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni.

"b) Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ne devrait en aucune façon assumer à l'égard du Sud-Ouest Africain des obligations plus étendues que celles qui lui incombent en vertu du Mandat.

"Le Gouvernement de l'Union a toujours soutenu que les propositions faites jusqu'ici par le Comité spécial ne tiennent pas compte de ces deux éléments essentiels. Ces propositions ne permettraient pas notamment de sauvegarder la règle de l'unanimité consacrée par le Pacte de la Société des Nations et elles confèreraient à certains pays, qui sont Membres des Nations Unies mais qui n'étaient pas membres de la Société des Nations, des droits dont ils ne jouissaient pas sous le régime des mandats de la Société des Nations.

"3. Par sa résolution 449 A (V) du 13 décembre 1951, l'Assemblée générale a créé un Comité spécial chargé de conférer avec l'Union Sud-Africaine "au sujet des *mesures de procédure* nécessaires pour mettre en œuvre l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice".

"Par la résolution 651 (VII) du 20 décembre 1952, le Comité spécial a été prorogé pour reprendre les négociations avec le Gouvernement de l'Union. Le Comité a été invité à "conférer avec le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine au sujet des *moyens* de mettre en œuvre l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice".

"4. Malgré les longues discussions qui se sont déroulées entre le représentant du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Comité spécial, conformément aux recommandations susmentionnées, il n'a pas été possible de parvenir à un accord. Le Comité

a jugé inacceptables les propositions du Gouvernement de l'Union, parce qu'à son avis elles n'offraient pas des moyens propres à donner effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et ne reconnaissent pas le principe de la surveillance exercée par l'Organisation des Nations Unies sur l'administration de l'Union Sud-Africaine. D'autre part, le Gouvernement de l'Union ne peut examiner des propositions qui ne tiennent pas compte des considérations essentielles indiquées au paragraphe 2 ci-dessus.

"5. Etant donné que le mandat de votre comité semble être plus rigide encore que celui du Comité spécial, le Gouvernement de l'Union doute que de nouvelles négociations menées dans le cadre du mandat de votre Comité permettent d'espérer aboutir à des résultats positifs.

"6. Votre lettre traite également de la présentation de rapports sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain et de la transmission de pétitions émanant de particuliers ou de groupes du Territoire. Le Gouvernement de l'Union ne s'est jamais reconnu obligé de soumettre des rapports et de communiquer des pétitions à aucun organe international depuis la liquidation de la Société des Nations.

"En 1947, la délégation sud-africaine a envoyé des exemplaires du rapport qui avait été présenté au Parlement de l'Union au sujet de l'administration du Sud-Ouest Africain en 1946.

"Il a été clairement indiqué à l'époque que le Gouvernement de l'Union ne s'était à aucun moment reconnu juridiquement obligé de fournir à l'Organisation des Nations Unies des renseignements sur le Sud-Ouest Africain, mais que, pour faire preuve de bonne volonté, dans un esprit de coopération et pour être agréable, il proposait de fournir à l'Organisation des Nations Unies des rapports sur l'administration du Territoire, en précisant qu'il le ferait bénévolement, à titre d'information seulement, étant expressément entendu que l'Organisation des Nations Unies n'avait aucun pouvoir de surveillance sur le Sud-Ouest Africain.

"Toutefois, la présentation de ce rapport a permis de se servir du Conseil de tutelle et de la Commission de tutelle pour livrer des critiques injustifiées contre l'administration du Gouvernement de l'Union, non seulement dans le Sud-Ouest Africain mais dans l'Union elle-même, ce qui a eu des répercussions fâcheuses sur les bonnes relations qui existaient auparavant entre les diverses races qui sont si importantes pour la bonne marche de l'administration. En outre, le fait même qu'un rapport avait été présenté a donné à certains Membres des Nations Unies l'impression que le Conseil de tutelle était compétent pour faire des recommandations sur des questions touchant à l'administration intérieure du Sud-Ouest Africain.

"Le 11 juillet 1949, le Gouvernement de l'Union a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une lettre dans laquelle il signalait à son attention cette fâcheuse situation et lui faisait savoir que, pour ne pas compromettre la bonne marche de l'administration, il avait décidé de cesser de présenter des rapports."

(Signé) G. P. JOOSTE

d) *Lettre adressée au représentant permanent de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, le 1er avril 1954, par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

1. J'ai l'honneur, au nom du Comité du Sud-Ouest Africain, d'accuser réception de votre lettre du 25 mars 1954 par laquelle vous me transmettez la réponse du Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine à ma lettre du 21 janvier 1954.

2. Le Comité, ayant examiné cette lettre à ses 16ème et 17ème séances, le 1er avril 1954, me charge de vous faire savoir qu'il en a pris note et plus particulièrement du paragraphe 5 où il est dit que, de l'avis de votre gouvernement, le mandat du Comité semble être plus rigide encore que celui du Comité spécial et que, par conséquent, le Gouvernement de l'Union doute que de nouvelles négociations menées dans le cadre du mandat du Comité permettent d'espérer aboutir à des résultats positifs. Le Comité regrette de ne pouvoir interpréter cette réponse du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le fait qu'il n'a pas désigné un représentant chargé de conférer avec lui, autrement que comme un refus de la part du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de coopérer pour le moment avec le Comité à la reprise des négociations.

3. Le Comité m'a en outre chargé de déclarer qu'il est lié par son mandat tel qu'il est énoncé au paragraphe 13 de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée et ne peut, par conséquent, discuter de propositions qui ne visent pas à donner pleinement effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain.

4. A cet égard, le Comité tient à faire observer que la position du Gouvernement de l'Union, telle qu'elle est exposée au paragraphe 2, a, de la lettre en question est incompatible non seulement avec l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, mais aussi avec la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale. Vous vous rappelez certainement que le paragraphe 6 de cette résolution est ainsi conçu :

"Affirme que, pour donner effet à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice au sujet du Sud-Ouest Africain,

"a) Le contrôle de l'administration du Sud-Ouest Africain, sans être plus étendu que sous le régime des mandats, doit être exercé par l'Organisation des Nations Unies; un contrôle judiciaire exercé par la Cour internationale de Justice, contrôle que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine est prêt à accepter, n'est pas conforme à l'avis consultatif rendu par la Cour et accepté par l'Assemblée générale;

"b) Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine doit être responsable envers l'Organisation des Nations Unies et non, comme le propose le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, envers les trois Puissances (Etats-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni) agissant en leur nom propre."

5. Le Comité me charge cependant de vous faire savoir qu'il demeure prêt, conformément à son mandat tel qu'il est défini dans la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, à poursuivre avec l'Union Sud-Africaine les négociations relatives au Sud-Ouest Africain si le Gouvernement de l'Union est disposé à négocier en vue de donner pleinement effet à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatif à cette question.

6. L'affirmation qui figure au paragraphe 6 de votre lettre et selon laquelle le Gouvernement de l'Union ne s'est jamais reconnu obligé de soumettre des rapports et de communiquer des pétitions à aucun organe international depuis la liquidation de la Société des Nations, semble indiquer nettement que le Comité ne peut espérer en recevoir du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. En conséquence, afin de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, le Comité a décidé, à sa 17ème séance, le 1er avril 1954, d'appliquer, pour l'examen des rapports et pétitions relatifs aux territoires du Sud-Ouest Africain, la seconde procédure prévue dans le règlement provisoire dont le texte a été communiqué au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour observations par une lettre en date du 11 février 1954.

(Signé) Thanat KHOMAN

e) *"Lettre adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain, le 2 avril 1954, par le représentant permanent de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies"*

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre TRI 132/1/06 en date du 1er avril 1954, dont je transmets le texte au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

(Signé) G. P. JOOSTE

f) *Lettre adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine, le 12 mai 1954, par le Président par intérim du Comité du Sud-Ouest Africain*

Conformément à l'article XXIII du règlement provisoire du Comité du Sud-Ouest Africain dont le texte a été communiqué à votre gouvernement pour observations par une lettre en date du 11 février 1954, j'ai l'honneur de vous informer que, le 26 mai 1954, le Comité du Sud-Ouest Africain sera en mesure d'examiner les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain en vue d'établir un rapport sur la situation du Territoire. Conformément aux dispositions du même article, j'ai l'honneur de vous inviter à désigner un représentant dûment autorisé pour assister aux séances du Comité. Lorsque j'aurai reçu notification de sa nomination, j'informerai votre représentant de la nature des renseignements et de la documentation que le Comité doit examiner.

(Signé) Hugo GOUTHIER

g) *Lettre adressée au Président par intérim du Comité du Sud-Ouest Africain, le 25 mai 1954, par le chargé d'affaires de la délégation permanente de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies*

En réponse à votre lettre TRI 132/1/06 en date du 12 mai 1954, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de rappeler la réponse du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine que le représentant permanent de l'Union Sud-Africaine a communiquée au Président du Sud-Ouest Africain dans sa lettre du 25 mars 1954.

Mon gouvernement m'a chargé de vous faire savoir qu'il n'a rien à ajouter au paragraphe 6 de sa réponse qui expose sans ambiguïté l'attitude du Gouvernement de l'Union sur la question des rapports.

(Signé) M. I. BOTHA

Annexe II

Règlement provisoire concernant l'examen, par le Comité du Sud-Ouest Africain, des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain

Le Comité du Sud-Ouest Africain, conformément au paragraphe 12 de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, a décidé à sa 13ème séance, le 11 février 1954, d'adopter le règlement provisoire suivant pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain:

SECTION A

PROCÉDURE CONCERNANT LES RAPPORTS

Article premier

Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine enverra au Comité du Sud-Ouest Africain (ci-après dénommé le Comité) un rapport annuel concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain (rapport prévu au paragraphe 7 de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations).

Article II

Le rapport annuel devra parvenir au Comité avant le 20 mai de chaque année. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine enverra cent exemplaires de ce rapport au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en même temps qu'un exemplaire à chacun des membres du Comité.

Article III

Le Comité examinera le rapport sur le Sud-Ouest Africain en présence d'un représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine qui devra être prêt à fournir toutes explications ou tous renseignements complémentaires que le Comité pourra demander. Ce représentant participera en toute liberté à la discussion du rapport.

Article IV

Après cette discussion et après que le représentant de l'Union Sud-Africaine se sera retiré, le Comité décidera de la forme à donner aux observations qu'il doit présenter à l'Assemblée générale.

Article V

Les observations formulées par le Comité sur le rapport relatif au Sud-Ouest Africain seront communiquées au représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine. Ce représentant aura le droit de présenter au Comité toutes les remarques qu'il désirera faire sur ces observations.

Article VI

Le Comité transmettra à l'Assemblée générale le rapport relatif au Sud-Ouest Africain. Il joindra au rapport ses propres observations et les remarques que le représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine désirera voir ajouter. Si le Comité n'est pas unanime, il pourra présenter ses observations sous forme de rapports de majorité et de minorité.

Article VII

Lors de la publication du rapport relatif au Sud-Ouest Africain et des observations du Comité, les remarques du représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine seront également publiées si ce représentant le désire.

PROCÉDURE CONCERNANT LES PÉTITIONS

Article VIII

a) Toutes les pétitions émanant de communautés ou d'éléments de la population du Territoire du Sud-Ouest Africain seront envoyées au Comité ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine; ce dernier joindra à ces pétitions les observations qu'il jugera appropriées;

b) Toute pétition émanant d'habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain qui serait reçue par le Comité ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par une voie autre que celle du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sera retournée aux signataires, qui seront invités à la présenter à nouveau en se conformant à la procédure prescrite ci-dessus.

Article IX

a) Toute pétition concernant les habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain qui sera reçue par le Comité ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'une source autre que ces habitants sera communiquée au Président du Comité.

b) Le Président du Comité décidera quelles pétitions, par leur teneur ou l'autorité et le désintéressement de leurs auteurs, mériteraient de retenir l'attention et quelles pétitions seront considérées comme dépourvues d'intérêt.

c) Le Président devra accepter comme dignes de retenir l'attention du Comité toutes les pétitions se rapportant à l'exécution et à l'interprétation du Pacte de la Société des Nations ou du Mandat pour le Sud-Ouest Africain.

d) Toutefois, ne seront pas considérées comme recevables les pétitions ou parties de pétitions qui:

i) Contiendront des plaintes incompatibles avec les dispositions du Pacte ou du Mandat pour le Sud-Ouest Africain;

ii) Seront anonymes;

iii) Ne feront que reprendre, quant au fond, une pétition récemment communiquée au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et ne contiendront aucun nouveau renseignement important.

e) En ce qui concerne la recevabilité des pétitions comportant des outrances de langage, le Président du Comité pourra prendre, dans chaque cas, la décision qui lui semblera la plus appropriée.

f) Le Président fera un rapport au Comité sur les décisions qu'il aura prises concernant les pétitions.

Article X

Les principes suivants devront également guider le Comité dans l'appréciation de sa compétence en matière de pétition:

a) Toute pétition sera considérée comme irrecevable si elle porte devant le Comité un litige dont les tribunaux peuvent connaître ou si son auteur en appelle d'une décision rendue par ces tribunaux.

b) Si un pétitionnaire proteste contre un acte du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine contre lequel

il est sans recours devant les tribunaux, le Comité devra apprécier si cet acte est conforme ou non aux termes de l'Article 22 du Pacte et au Mandat pour le Sud-Ouest Africain.

c) Il se peut qu'à l'occasion d'un procès, le demandeur débouté puisse régulièrement porter devant le Comité la question de savoir, non si les tribunaux qui lui ont donné tort ont justement interprété la législation du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, mais si cette législation elle-même est conforme aux principes du Pacte et du Mandat pour le Sud-Ouest Africain.

d) Il se peut encore que l'absence de législation sur un point donné rende une pétition recevable si, sur ce point, les principes du Pacte et du Mandat pour le Sud-Ouest Africain appellent une réglementation juridique et si l'absence de législation de la part du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur ce point a pour conséquence de dénier au pétitionnaire le bénéfice des droits qu'il pourrait légitimement revendiquer aux termes du Pacte ou du Mandat pour le Sud-Ouest Africain.

Article XI

En ce qui concerne les pétitions soumises à l'examen du Comité, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pourra être prié :

a) D'indiquer à propos de tous les points soulevés dans ces documents s'il est d'accord avec les pétitionnaires ou s'il est d'un autre avis sur la question ; et

b) D'indiquer, le cas échéant, s'il considère qu'il a déjà examiné en détail dans le rapport annuel ou dans un autre document une pétition déterminée.

Article XII

Les pétitions envoyées au Comité et émanant de sources autres que les habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain seront communiquées au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, qui sera invité à présenter, dans un délai maximum de six mois, toute observation qu'il jugera utile.

Article XIII

Les conclusions du Comité au sujet des pétitions examinées seront soumises à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Article XIV

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies appliquera les dispositions suivantes pour accuser réception des pétitions :

a) Aucune communication ne sera adressée par le Secrétaire général aux auteurs des pétitions transmises par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine au moment de leur réception.

b) Le Secrétaire général accusera réception des pétitions émanant de sources autres que les habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain et informera les pétitionnaires que leur communication a été transmise au Président du Comité. En ce qui concerne les pétitions que le Président considérera comme dignes de retenir l'attention, aucune communication supplémentaire ne sera adressée aux pétitionnaires avant l'examen de ces pétitions par le Comité. En ce qui concerne les autres, les pétitionnaires seront informés des raisons pour lesquelles le Président a rejeté leurs pétitions.

c) En général, aucune communication ne sera adressée aux pétitionnaires avant que l'Assemblée générale des Nations Unies n'ait approuvé les conclusions du Comité concernant leurs requêtes.

d) Les résolutions que l'Assemblée générale adoptera en ce qui concerne les conclusions du Comité au sujet des pétitions seront portées à la connaissance du pétitionnaire et du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmettra directement les conclusions aux pétitionnaires et enverra, dans chaque cas, copie de sa lettre au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Le compte rendu de la réunion du Comité au cours de laquelle la pétition aura été examinée sera, d'une façon générale, également transmis au pétitionnaire à titre d'information.

e) Dans des cas particuliers, le Comité pourra recommander que les réponses soient transmises aux pétitionnaires par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

Article XV

Toutes les pétitions reçues par le Comité ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conformément à la procédure prescrite ci-dessus, ainsi que les observations du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, seront conservées et groupées jusqu'au moment où se réunira le Comité.

Article XVI

Après avoir examiné les pétitions qui lui auront été transmises, le Comité choisira celles qui, accompagnées des observations du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, seront distribuées aux Membres de l'Assemblée générale. Les comptes rendus des séances au cours desquelles les pétitions auront été examinées y seront annexés.

DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES À L'EXAMEN DES RAPPORTS ET DES PÉTITIONS

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Article XVII

L'Organisation internationale du Travail pourra déléguer un expert de son choix aux séances du Comité. Cet expert aura le droit d'assister, avec voix consultative, aux séances du Comité où seront discutées des questions relatives au régime du travail dans le Territoire du Sud-Ouest Africain. Sous réserve de l'approbation du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, le Comité pourra s'assurer le concours d'autres institutions spécialisées des Nations Unies.

PUBLICITÉ DES SÉANCES

Article XVIII

Les séances du Comité seront publiques, à moins que le Comité n'en décide autrement à la majorité de ses membres.

Article XIX

Un communiqué de presse pourra être publié à l'issue de toute séance privée. Il sera rédigé par le Secrétariat et devra recevoir l'approbation du Président du Comité.

PRÉPARATION DES SÉANCES

Article XX

Le Secrétariat tiendra le Président au courant de toutes les questions qui pourraient être soumises à l'examen du Comité et fournira, en temps utile, à tous les membres du Comité les documents nécessaires à l'étude des problèmes concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Article XXI

Le Secrétariat publiera des comptes rendus analytiques de toutes les séances publiques et rédigera les minutes des séances privées. Ces minutes seront envoyées aux membres du Comité aux fins d'approbation et de correction. Les minutes des séances auxquelles aura participé le représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine seront soumises à ce représentant aux mêmes fins. Les minutes seront distribuées, avec le rapport du Comité, pour les sessions ordinaires de l'Assemblée générale, à une date qui sera fixée par le Comité.

SECTION B

AUTRE PROCÉDURE CONCERNANT LES RAPPORTS (EN REMPLACEMENT DES ARTICLES PREMIER À V)

Article XXII

Si, à la date du 20 mai de chaque année, le Comité n'a reçu aucun rapport sur le Sud-Ouest Africain, le Comité examinera, dans le cadre du questionnaire adopté par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations en 1926, les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain et qu'il jugera nécessaires ou utiles pour l'élaboration de son rapport. Le Secrétaire général fournira ces renseignements au Comité. (Pour la première année, ces renseignements comprendront, dans la mesure du possible, les renseignements relatifs aux années qui ont suivi 1946, date à laquelle le dernier rapport du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain a été transmis à l'Organisation des Nations Unies.)

Article XXIII

Le Président du Comité informera le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de la date à laquelle le Comité sera en mesure d'examiner les renseignements et la documentation pour établir un rapport sur la situation du Territoire et, à cet effet, l'invitera à désigner un représentant dûment autorisé pour assister aux séances du Comité. Ce représentant sera informé de la nature des renseignements et de la documentation à examiner et devra être prêt à fournir toutes explications ou tous renseignements que le Comité pourra lui demander. Ce représentant participera à la discussion en toute liberté.

Article XXIV

Après cette discussion et après que le représentant de l'Union Sud-Africaine se sera retiré, le Comité rédigera son rapport et décidera de la forme à donner aux observations qu'il doit présenter à l'Assemblée générale.

Article XXV

Le rapport et les observations du Comité sur les renseignements et la documentation concernant le Sud-Ouest Africain seront communiqués au représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine. Ce représentant aura le droit de présenter au Comité toutes les

remarques qu'il désirera faire. Si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a pas désigné de représentant dûment autorisé, le rapport du Comité à l'Assemblée générale ainsi que les observations du Comité seront communiqués au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

AUTRE PROCÉDURE CONCERNANT LES PÉTITIONS (EN REMPLACEMENT DES ARTICLES VIII ET XII)

Article XXVI

Si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine refuse sa coopération en ce qui concerne la transmission de pétitions présentées par les habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain et si le Comité n'est pas en mesure de recevoir des pétitions conformément aux dispositions de l'article VIII, l'examen des pétitions sera régi par la procédure suivante :

a) Lorsque le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies recevra une pétition, il invitera les signataires à la présenter au Comité par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Il enverra en même temps aux signataires de la pétition une copie du présent article.

b) Une copie de la pétition et de la communication envoyée à ses signataires sera adressée au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

c) Si, à l'expiration d'un délai de deux mois, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a pas transmis la pétition, le Comité considérera la pétition comme ayant été régulièrement reçue.

d) Le Comité fera connaître au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine les conclusions auxquelles il sera parvenu sur la pétition.

Article XXVII

Si le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine refuse sa coopération en ce qui concerne les pétitions émanant de sources autres que celle des habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain, et le Comité n'est pas en mesure de recevoir les observations formulées par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur ces pétitions, conformément à l'article XII, ces pétitions seront immédiatement considérées comme régulièrement reçues, au sens de l'article XII. Des copies de ces pétitions seront néanmoins communiquées au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, qui sera également informé des conclusions auxquelles le Comité sera parvenu sur ces pétitions.

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES (ARTICLE REMPLAÇANT L'ARTICLE XVII)

Article XXVIII

Dans l'accomplissement de sa tâche, le Comité pourra s'assurer le concours des institutions spécialisées des Nations Unies.

SECTION C

ADDITIF SPÉCIAL

Article XXIX

Si l'un des articles précédents, ou certaines parties d'un article, se trouvent être inapplicables en raison du refus du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine de coopérer avec le Comité, le Comité appliquera ces articles dans la mesure du possible pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent aux termes de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale.

SECTION D

DISPOSITION TRANSITOIRE

Les demandes d'audition que le Comité pourrait

recevoir d'habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain ou d'autres sources seront renvoyées à l'Assemblée générale à sa neuvième session, avec les observations du Comité, pour décision sur leur recevabilité.

Annexe III

Rapport du Groupe de travail du Comité du Sud-Ouest Africain sur la procédure d'examen des rapports et pétitions par l'Assemblée générale

1. Le Groupe de travail que le Comité du Sud-Ouest Africain a créé à sa 13ème séance, le 11 février 1954, a étudié la question de la procédure d'examen des rapports et pétitions par l'Assemblée générale, en exécution des dispositions du paragraphe 12, d, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée. Pendant sept séances il a examiné la documentation qui se rapportait à la question.

2. Le Groupe de travail a étudié la contreproposition transmise par le Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain au représentant de l'Union Sud-Africaine le 11 juillet 1951, et a pris note, en particulier, des termes de l'article 6 de ce texte, dont la teneur est la suivante :

"a) L'Assemblée générale créera une Commission du Sud-Ouest Africain composée de quinze membres au maximum au nombre desquels sera représentée l'Union Sud-Africaine et qui exercera, en ce qui concerne le Territoire du Sud-Ouest Africain, les fonctions de surveillance antérieurement exercées par le Conseil de la Société des Nations à l'égard des territoires sous mandat et recevra les rapports annuels sur l'administration du Territoire.

"b) La Commission du Sud-Ouest Africain créera un comité spécial du Sud-Ouest Africain, composée de ... membres, qui sera exclusivement chargé d'assumer, pour le Territoire du Sud-Ouest Africain, les fonctions et les responsabilités de l'ancienne Commission permanente des mandats, spécialement en ce qui concerne l'examen des rapports annuels et des pétitions.

"c) La Commission du Sud-Ouest Africain fera rapport chaque année à l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'exécution de son mandat.

"d) Dans l'exercice de leurs fonctions relatives au Territoire du Sud-Ouest Africain, la Commission du Sud-Ouest Africain et le Comité spécial du Sud-Ouest Africain se conformeront, dans toute la mesure possible, à la procédure suivie par le Conseil de la Société des Nations et la Commission permanente des mandats, respectivement."

3. Le Groupe de travail a également étudié une proposition que lui avait soumise officiellement le représentant de la Norvège et qui cherchait à concilier, en ce qui concerne les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain, la procédure de vote de l'Assemblée générale des Nations Unies avec le principe de l'unanimité en vigueur au Conseil de la Société des Nations. Cette proposition était ainsi conçue :

Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain seront considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2

de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies, et devront être rédigées dans les termes ci-après :

"L'Assemblée générale,

"Dans l'exercice de ses fonctions de surveillance sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain,

"Désireuse de se conformer, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations,

"Invite le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine à faire savoir à l'Assemblée générale s'il accepte de recevoir et d'examiner les observations ci-après, formulées par l'Assemblée générale sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain : (faire figurer ici les observations)."

4. Le Groupe de travail a étudié, en particulier, les conclusions de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatives aux fonctions de surveillance de l'Assemblée générale à l'égard du Territoire du Sud-Ouest Africain, à savoir :

a) "La Cour arrive à la conclusion que l'Assemblée générale des Nations Unies est fondée en droit à exercer les fonctions de surveillance qu'exerçait précédemment la Société des Nations en ce qui concerne l'administration du Territoire, et que l'Union Sud-Africaine a l'obligation de se prêter à la surveillance de l'Assemblée générale et de lui soumettre des rapports annuels."

b) "Les pétitions doivent être transmises par ce gouvernement à l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle est fondée en droit à en connaître."

c) "Le Sud-Ouest Africain doit toujours être considéré comme un territoire tenu en vertu du Mandat du 17 décembre 1920" et "le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations"; "ces observations s'appliquent en particulier aux rapports annuels et aux pétitions."

d) "L'Union Sud-Africaine continue à être soumise aux obligations internationales énoncées à l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations et au Mandat pour le Sud-Ouest Africain, ainsi qu'à l'obligation de transmettre les pétitions des habitants de ce Territoire, les fonctions de contrôle devant être exercées par les Nations Unies auxquelles les rapports annuels et les pétitions devront être soumis, ..."

5. Le Groupe de travail a noté à cet égard que l'Union Sud-Africaine a, à maintes reprises, déclaré que l'Assemblée générale, pour mettre en œuvre l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, devait, dans ses décisions relatives au Sud-Ouest Africain, respecter

la règle de l'unanimité qui régissait aussi bien les décisions du Conseil que celles de l'Assemblée de la Société des Nations; le Groupe de travail a noté également que la thèse de l'Union Sud-Africaine se fondait sur le passage suivant de l'avis consultatif de la Cour internationale:

"Le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations."

6. Deux des membres² du Groupe de travail ont estimé, toutefois, que la Cour internationale de Justice, lorsqu'elle avait donné son avis consultatif et déclaré que les fonctions de surveillance exercées précédemment par le Conseil de la Société des Nations devaient maintenant être exercées par les Nations Unies, ne pouvait ignorer la procédure de vote instituée par la Charte des Nations Unies. Un autre membre³ du Groupe de travail était d'avis que le fait que la Cour connaissait la procédure de vote en question ne devait pas nécessairement, en droit, exercer une influence sur son avis consultatif,

² Mexique et Pakistan.

³ Norvège.

et que l'opinion précitée de la majorité pouvait être considérée comme une interprétation injustifiée.

7. Le Groupe de travail a reconnu qu'aux termes des dispositions de l'Article 5 du Pacte de la Société des Nations et de l'article IX du règlement intérieur du Conseil de la Société des Nations, les décisions du Conseil devaient être prises à l'unanimité des Membres de la Société représentés à la réunion, et que, par conséquent, les décisions du Conseil relatives au Territoire du Sud-Ouest Africain ne pouvaient être prises qu'avec l'assentiment de l'Union Sud-Africaine.

8. Mais le Groupe de travail a estimé que le mot "décisions" n'avait pas exactement le même sens dans l'Article 5 du Pacte de la Société des Nations et dans l'Article 18 de la Charte des Nations Unies, et que ce fait pouvait exercer une certaine influence sur la procédure de vote à adopter pour l'examen par l'Assemblée générale des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain.

9. Tenant compte de toutes les considérations qui précèdent, le Groupe de travail soumet au Comité, pour qu'il en poursuive l'examen, les avant-projets de résolution ci-après:

(NOTE. — Ces projets de résolution ont été adoptés sans changement par le Comité et sont reproduits à l'annexe IV.)

Annexe IV

Projet de procédure proposé par le Comité du Sud-Ouest Africain pour l'examen par l'Assemblée générale des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain

A

Le Comité du Sud-Ouest Africain,

Saisi par son Groupe de travail d'un rapport concernant la procédure à suivre par l'Assemblée générale pour l'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain,

Ayant examiné la documentation pertinente,

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter, au sujet de la procédure d'examen des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain, la résolution suivante:

"L'Assemblée générale,

"Saisie d'un rapport du Comité du Sud-Ouest Africain concernant la procédure d'examen, par l'Assemblée, des rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain,

"Tenant compte de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatif au Sud-Ouest Africain,

"Désireuse d'appliquer, autant que possible, la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations,

"1. Adopte le règlement spécial ci-après:

"Procédure concernant les rapports

"Article spécial A. — L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité du Sud-Ouest Africain le rapport concernant le Sud-Ouest Africain présenté au Comité par l'Union Sud-Africaine [ou un rapport sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain établi par le Comité conformément au para-

graphe 12, c, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale]; ce rapport est accompagné des observations du Comité et des commentaires du représentant dûment autorisé de l'Union Sud-Africaine.

"Article spécial B. — L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des observations du Comité et fonde, autant que possible, ses conclusions sur lesdites observations.

"Procédure concernant les pétitions

"Article spécial C. — L'Assemblée générale reçoit annuellement du Comité du Sud-Ouest Africain un rapport concernant les pétitions qui lui ont été présentées. Les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles les pétitions ont été examinées sont annexés audit rapport.

"Article spécial D. — L'Assemblée générale s'inspire, en règle générale, des conclusions du Comité et fonde, autant que possible, les siennes sur celles du Comité.

"Séances privées

"Article spécial E. — Par application de l'article 62 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les séances consacrées à des décisions relatives à des particuliers sont privées.

"2. Adopte, à condition que l'Union Sud-Africaine, Etat principalement intéressé, émette un vote favorable, l'article spécial F ci-après:

"Procédure de vote

"Article spécial F. — Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions touchant les rapports et les

pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain sont considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies."

B

Le Comité du Sud-Ouest Africain,

Constatant que l'article spécial F, relatif à la procédure de vote, soulève une question d'interprétation de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la question du Sud-Ouest Africain,

Est d'avis que l'Assemblée générale ne devrait adopter cet article que si l'Union Sud-Africaine, Etat Membre principalement intéressé, émet un vote favorable et, en conséquence,

Recommande à l'Assemblée générale dans le cas où l'article spécial F serait adopté par elle à la majorité requise, mais sans le vote favorable de l'Union Sud-Africaine, de demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur les questions suivantes:

"a) Compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la question du Sud-Ouest Africain et, en particulier, de l'avis de la Cour en ce qui concerne la question a, à savoir: "que

l'Union Sud-Africaine continue à être soumise aux obligations internationales énoncées à l'article 22 du Pacte de la Société des Nations et au Mandat pour le Sud-Ouest Africain ainsi qu'à l'obligation de transmettre les pétitions des habitants de ce Territoire, les fonctions de contrôle devant être exercées par les Nations Unies auxquelles les rapports annuels et les pétitions devront être soumis, et la référence à la Cour permanente de Justice internationale devant être remplacée par la référence à la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 7 du Mandat et à l'article 37 du Statut de la Cour"; l'Assemblée générale interprète-t-elle de façon exacte l'avis de la Cour internationale de Justice en adoptant à propos de la procédure de vote qu'elle doit appliquer l'article suivant:

"Les décisions de l'Assemblée générale sur les questions touchant les rapports et les pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest Africain sont considérées comme questions importantes au sens du paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte des Nations Unies?"

"b) Si cette interprétation de l'avis consultatif de la Cour n'est pas exacte, la Cour pourrait-elle dire quelle procédure de vote il conviendrait d'adopter?"

Annexe V

Rapport et observations du Comité du Sud-Ouest Africain sur la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain

1. Le Comité du Sud-Ouest Africain était chargé, aux termes du paragraphe 12, a, de la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale, d'examiner, dans le cadre du Questionnaire adopté par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations en 1926, les renseignements et la documentation disponibles au sujet du Territoire du Sud-Ouest Africain; il était en outre invité, aux termes du paragraphe 12, c, de la même résolution, à communiquer à l'Assemblée générale un rapport sur la situation du Territoire en tenant compte dans toute la mesure du possible de la portée des rapports de la Commission permanente des mandats de la Société des Nations. Le Comité a donc, de sa 18ème à sa 33ème séance, du 26 mai au 21 juin 1954, ainsi qu'à sa 36ème séance, le 25 juin 1954; étudié un document intitulé *Information and Documentation in respect of the Territory of South-West Africa*⁴, que le Secrétaire général avait proposé conformément aux dispositions de l'article XXII du règlement provisoire du Comité. Le Comité attire l'attention de l'Assemblée générale sur ce document, qui contient des renseignements aussi complets que possible pour la période qui s'est écoulée depuis l'année 1946 sur laquelle portait le dernier rapport concernant l'administration du Sud-Ouest Africain que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a adressé à l'Organisation des Nations Unies.

2. Se fondant sur ces renseignements, puisés dans des documents officiels publiés par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ou par le Territoire du Sud-Ouest Africain sous la responsabilité du Gouvernement de l'Union, et sur d'autres données pertinentes, notamment des articles de presse, le Comité a décidé d'établir, en ce qui concerne la situation dans le Territoire du Sud-Ouest Africain, le rapport suivant.

⁴ A/AC.73/L.3 et Add.1 à 3.

I. — GÉNÉRALITÉS

A. — *Le statut du Territoire en droit international*

3. En 1919, les principales Puissances alliées et associées ont décidé de confier à Sa Majesté britannique un mandat sur le Territoire du Sud-Ouest Africain qui serait exercé, en son nom, par le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud, et elles ont proposé un texte pour ce mandat. Sa Majesté britannique, agissant pour le Gouvernement de l'Union de l'Afrique du Sud et en son nom, a décidé d'accepter ce mandat et a entrepris de l'exercer pour le compte de la Société des Nations, conformément aux dispositions proposées. Le 17 décembre 1920, le Conseil de la Société des Nations a confirmé le Mandat et en a arrêté les termes.

4. Dans l'avis consultatif qu'elle a donné le 11 juillet 1950, la Cour internationale de Justice a notamment déclaré:

"... le Sud-Ouest Africain doit toujours être considéré comme un Territoire tenu en vertu du Mandat du 17 décembre 1920. Le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale [des Nations Unies] ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société des Nations."

B. — *Description du Territoire*

5. Le Territoire du Sud-Ouest Africain s'étend sur une superficie de 82.290.860 hectares (317.725 milles carrés). La région de Walvis-Bay, d'une superficie de 96.867 hectares (374 milles carrés), est administrée par l'Administration du Sud-Ouest Africain, mais n'en fait pas moins partie intégrante de la province du Cap de Bonne-Espérance.

6. On peut dire que le Territoire se compose d'une bande côtière sablonneuse qui s'élève en pente douce, d'un plateau intérieur situé à une distance de 60 à 100 milles de la côte, et d'une nouvelle bande de terre sablonneuse qui s'abaisse progressivement vers les plaines du Kalahari avec lesquelles elle se confond. L'ensemble du Territoire peut être considéré comme un pays aride. Il ne possède aucun cours d'eau permanent, en dehors des fleuves qui en constituent les frontières. Toutefois, de nombreux lits desséchés creusés dans le sable se transforment en rivières après de grosses pluies, mais il est rare qu'elles arrosent de grandes étendues, sauf en période de fortes précipitations. On distingue deux saisons, un été pluvieux, qui dure d'octobre à avril, et un hiver sec, au ciel toujours bleu, qui dure de mai à septembre. Les chutes de pluie, très incertaines dans tout le Territoire, ne constituent pas une source d'approvisionnement en eau sur laquelle on puisse compter. L'eau est surtout obtenue au moyen de trous de sonde, de puits, de réservoirs et de barrages de retenue, ainsi que de barrages souterrains au travers des lits de rivières desséchés.

7. Le Sud-Ouest Africain est essentiellement un pays de pâturages, car les faibles précipitations empêchent les habitants du Territoire de se livrer à des cultures importantes. La fourrure de caracul est le principal produit de l'industrie agricole. En outre, les ressources du Territoire en animaux de boucherie et en produits laitiers dépassent considérablement ses propres besoins. Enfin, le Sud-Ouest Africain possède des pêcheries qui se développent à un rythme rapide.

8. Les principales ressources minérales du Territoire sont les diamants et le plomb. On peut citer également le manganèse, le tungstène, le vanadium et le zinc.

C. — Population

9. Selon les données provisoires fournies par le dernier recensement (effectué en 1951), le chiffre de la population du Territoire serait d'environ 414.600, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 3 pour 100 depuis 1946. Cette population est composée comme suit : 349.110 autochtones (soit 81,78 pour 100 de la population totale), 48.588 européens, 16.881 personnes de couleur, 19 Malais du Cap et 3 Asiatiques. 200.000 des habitants dénombrés en 1951 (dont près de 150.000 non-Européens) résidaient dans une zone connue sous le nom de "zone de police" et les autres, presque tous des autochtones, vivaient en dehors de cette zone ; les chiffres dont on dispose correspondent seulement à des évaluations. La zone de police comprenait, en 1951, dix-sept districts administratifs qui avaient des chiffres de population très divers. Le plus peuplé, Windhoek, comptait 29.717 habitants. Les sept districts les plus importants avaient au total 135.303 habitants, et chacun d'eux en comptait plus de 10.000. Les chiffres de la population des trois principales régions situées en dehors de la zone de police étaient en 1951, selon des évaluations très approximatives, pour l'Ovamboland, 190.000, pour l'Okavango, 20.000 et pour le Kaokoveld, 9.000.

II. — SITUATION POLITIQUE

A. — Statut du Territoire

10. Le Comité constate que le statut du Territoire ainsi que ses rapports financiers et administratifs avec le Gouvernement de l'Union, Puissance mandataire, sont régis par l'article 2 du Mandat pour le Sud-Ouest Africain, ainsi conçu :

"Le mandataire aura pleins pouvoirs d'administration et de législation sur le territoire faisant l'objet du Mandat. Ce territoire sera administré selon la législation du mandataire comme partie intégrante de son territoire. Le mandataire est en conséquence autorisé à appliquer aux régions soumises au Mandat la législation de l'Union Sud-Africaine, sous réserve des modifications nécessitées par les conditions locales.

"Le mandataire accroîtra, par tous les moyens en son pouvoir, le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du Territoire soumis au présent Mandat."

11. Le Comité, tenant compte du fait que le paragraphe 1 de l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations déclare, notamment, que les principes qu'il énonce s'appliquent aux territoires "qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne", estime que la deuxième partie de l'article 2 du Mandat vise, avant tout, les habitants autochtones du Territoire du Sud-Ouest Africain.

12. Le Comité note que le statut du Territoire sous mandat est défini par le *Treaty of Peace and South West Africa Mandate Act* de 1919 (loi No 49 de 1919) et par le *South West Africa Constitution Act* de 1925 (loi No 42 de 1925), amendé. Aux termes de ces lois, le pouvoir d'administrer le Territoire et celui de légiférer pour le Territoire appartiennent au Parlement de l'Union et au Gouverneur général de l'Union d'une part, à l'Administrateur, au Comité exécutif et à l'Assemblée législative du Territoire d'autre part.

B. — Statut des habitants autochtones du Territoire

13. Le Comité n'a connaissance d'aucune loi ni d'aucun règlement qui définisse le statut des habitants non européens. Il constate, toutefois, qu'aux termes d'un memorandum soumis le 19 décembre 1928 à la Société des Nations, les autochtones "sont considérés comme sujets apatrides placés sous la protection de la Puissance mandataire et seraient désignés dans un passeport comme habitants indigènes du Sud-Ouest Africain placés sous la protection de l'Union Sud-Africaine...". Il est dit plus loin dans le même rapport : "Toutefois, rien n'empêche les habitants indigènes de présenter une demande de naturalisation... et, à cet égard, leur situation est exactement la même que celle des Européens de nationalité étrangère."

14. Sur ce point, le Comité appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les principes ci-après, que le Conseil de la Société des Nations a proclamés dans une résolution adoptée le 23 avril 1923 :

"1. Le statut des habitants indigènes d'un territoire sous mandat est distinct de celui des nationaux de la Puissance mandataire et ne saurait être assimilé à ce statut par aucune mesure de portée générale.

"2. Les habitants indigènes d'un territoire sous mandat n'acquièrent pas la nationalité de la Puissance mandataire par suite de la protection dont ils bénéficient.

"3. Il n'est pas contraire aux principes posés ci-dessus sous 1 et 2 que les habitants d'un territoire sous mandat puissent, par un acte individuel de leur volonté, obtenir par naturalisation la nationalité de la Puissance mandataire, conformément aux mesures qu'il serait loisible aux Puissances mandataires d'édicter à ce sujet dans leur législation.

“4. Il est à désirer que les habitants indigènes qui bénéficient de la protection d’une Puissance mandataire soient désignés, en ce qui concerne chaque mandat, par telle dénomination qui précisera clairement leur statut sous le régime du mandat.”

C. — Administration

15. L’administration du Territoire est assurée par le Gouvernement de l’Union et par l’Administrateur du Sud-Ouest Africain.

16. Le Gouvernement de l’Union se réserve les pleins pouvoirs que lui confère l’article 2 du Mandat pour administrer le Territoire comme partie intégrante de l’Union.

17. Sous cette réserve générale, le Gouvernement de l’Union délègue au Gouverneur général de l’Union les pouvoirs d’administration les plus étendus qui, dans la pratique, sont généralement exercés par l’Administrateur du Sud-Ouest Africain.

Le Gouvernement de l’Union

18. Le Comité constate que le Gouvernement de l’Union a estimé que les pouvoirs que lui confère l’article 2 du Mandat lui permettaient :

a) De fusionner avec les services de l’Union les secteurs ci-après de l’Administration du Sud-Ouest Africain : douanes et régie, chemins de fer et ports, police, défense, fonction publique, affaires extérieures, transports aériens et immigration (voir par. 36 à 45) ;

b) D’administrer la partie orientale de la région de Caprivi-Zipfel, qui appartient géographiquement au Sud-Ouest Africain, en tant que partie intégrante de l’Union.

19. Pour ce qui est de l’administration de la partie orientale de la région de Caprivi-Zipfel, le Comité se demande, si, en séparant — du point de vue administratif — une région quelconque du reste du Territoire, on peut atteindre les objectifs du régime des mandats. Le Comité estime qu’une telle mesure risque d’aller à l’encontre de la condition b des “Conditions générales à prévoir avant qu’il puisse être mis fin au régime du mandat dans un pays placé sous ce régime” que le Conseil de la Société des Nations a approuvées le 4 septembre 1931, à savoir : “être capable de maintenir son intégrité territoriale et son indépendance politique”. Le Comité est d’avis qu’en administrant séparément une partie quelconque du Territoire sous mandat, on empêche que ne se réalise cette condition importante énoncée par la Société des Nations. A ce sujet, le Comité note que le Premier Ministre de l’Union a déclaré au Parlement, le 1er juin 1951, que la raison pour laquelle la partie orientale de la région de Caprivi-Zipfel était administrée directement par l’Union était que cette région était inaccessible pour le Sud-Ouest Africain. Le Comité n’est pas certain qu’en administrant directement la région, l’Union l’ait, en fait, rendue plus accessible, car il constate que l’on ne peut s’y rendre des centres administratifs de l’Union qu’en traversant des territoires qui n’appartiennent pas à l’Union.

L’Administrateur

20. Le Comité constate que l’Administrateur du Territoire⁵, qui est nommé par le Gouverneur général de l’Union, jouit, dans l’exercice de ses pouvoirs administratifs, d’une large autonomie.

Le Comité exécutif

21. Le Comité note qu’il existe dans le Territoire un Comité exécutif composé de cinq membres : l’Administrateur-Président et quatre ressortissants de l’Union, d’origine européenne, désignés par l’Assemblée législative ; l’Administrateur, en comité exécutif, assure l’administration pour tout ce qui touche aux questions de la compétence de l’Assemblée législative.

Suppression du Conseil consultatif

22. Le Comité constate en outre que, jusqu’en 1950, il existait dans le Territoire, un Conseil consultatif composé de huit membres : l’Administrateur-Président, les autres membres du Comité exécutif et trois personnes résidant habituellement dans le Territoire que l’Administrateur désignait sous réserve de l’assentiment du Gouverneur général. Un des membres ainsi nommés était un fonctionnaire choisi essentiellement en raison de la connaissance approfondie qu’il avait pu acquérir, du fait de ses fonctions officielles ou autrement, “des besoins et désirs raisonnables des races non européennes du Territoire”. Cet organisme conseillait l’Administrateur pour l’administration de tout ce qui touchait aux questions qui n’étaient pas de la compétence de l’Assemblée législative : affaires indigènes, assentiment aux ordonnances, pouvoirs réservés de l’Administrateur et toutes autres questions sur lesquelles ce dernier sollicitait son avis.

23. Le Comité, constatant que le Conseil consultatif a été supprimé en 1950, note qu’il n’existe plus, depuis cette époque, aucun conseil ou organe consultatif chargé de donner des avis à l’Administrateur au sujet des questions indiquées ci-dessus.

Fonction publique

24. Le Comité constate que le personnel des différents services de l’Administration, enseignement, santé publique et affaires indigènes par exemple, se compose surtout de fonctionnaires européens appartenant aux cadres de l’Union et que les non-Européens n’y occupent que des postes subalternes. Le Comité constate, en outre, que les employés de l’Administration du Sud-Ouest Africain ne font pas tous partie des cadres permanents des fonctionnaires publics : les instituteurs, notamment, en sont expressément exclus. Le Comité note que l’effectif du personnel de l’administration s’élevait en 1945-1946 à 1.026 dont 249 non-Européens, et, en 1952-1953, à 2.138 dont 975 non-Européens parmi lesquels 349 maîtres autochtones et de couleur. Enfin, le Comité constate que les non-Européens employés comme instituteurs ou gardiens de prisons perçoivent un traitement inférieur à celui des Européens chargés des mêmes fonctions.

D. — Législation

25. Le pouvoir de législation sur le Territoire est exercé dans l’Union Sud-Africaine par le Parlement de l’Union et par le Gouverneur général et, dans le Territoire du Sud-Ouest Africain, par l’Administrateur et par l’Assemblée législative.

26. Sauf en ce qui concerne les questions financières, pour lesquelles il a autorisé l’Assemblée législative à légiférer (voir par. 41), le Gouvernement de l’Union se réserve les pleins pouvoirs que lui confère l’article 2 du Mandat pour légiférer pour le Territoire considéré comme partie intégrante de l’Union.

⁵ Voir A/AC.73/L.3, question No 7, par. 10 à 32.

27. Le Parlement de l'Union légifère pour toutes les questions concernant le Territoire, sauf pour la plupart des questions financières. Les lois promulguées par le Gouverneur général, l'Administrateur et l'Assemblée législative ne doivent pas être en contradiction ou incompatibles avec une loi du Parlement applicable au Territoire.

28. Le Comité note, toutefois, que dans la pratique, le Parlement de l'Union ne légifère que pour les secteurs de l'administration du Territoire qui ont été fusionnés avec les services de l'Union.

29. Le Comité constate qu'en vertu du *South West Africa Affairs Amendment Act* de 1949, le Sud-Ouest Africain est représenté depuis 1951 à l'Assemblée de l'Union par six ressortissants de l'Union d'origine européenne, élus en 1950 et réélus en 1953 par les électeurs européens du Sud-Ouest Africain; il est représenté au Sénat de l'Union par quatre ressortissants de l'Union d'origine européenne dont deux sont élus au cours d'une réunion commune des six représentants à l'Assemblée de l'Union et des membres de l'Assemblée législative et deux nommés par le Gouverneur général, l'un d'entre eux étant choisi "essentiellement en raison de... la connaissance approfondie qu'il possède des besoins et des désirs raisonnables des races de couleur du Territoire".

30. Le Comité tout en réservant son opinion sur l'aspect strictement juridique de la question, estime que le système de représentation du Territoire du Sud-Ouest Africain au Parlement de l'Union par des ressortissants de l'Union d'origine européenne est de nature, s'il est maintenu, à nuire au développement du Territoire en tant qu'entité politique distincte.

Le Gouverneur général et l'Administrateur

31. Le Gouverneur général et l'Administrateur peuvent légiférer pour le Territoire dans les limites indiquées ci-après.

32. Le Gouverneur général peut légiférer en toute matière pour la partie orientale de la région de Caprivi-Zipfel; pour le reste du Territoire, il ne peut légiférer que dans les matières pour lesquelles l'Assemblée législative ne peut édicter des ordonnances (voir par. 34).

33. L'Administrateur peut légiférer pour les questions qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée législative; dans la pratique, il n'use de ses pouvoirs que pour les questions pour lesquelles ne légifèrent ni le Parlement de l'Union ni le Gouverneur général. L'Assemblée législative a également autorisé l'Administrateur à légiférer pour les questions qui sont de sa compétence, lorsqu'il considère qu'il y a urgence.

L'Assemblée législative

34. L'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain peut légiférer pour le Territoire dans des matières diverses, notamment en matière financière. D'une façon générale, elle ne peut pas légiférer sur les questions suivantes: affaires indigènes; aviation civile; chemins de fer et ports; fonction publique; constitution; compétence et procédure des tribunaux; postes, télégraphes et téléphones; organisation militaire et forces de police; mouvements et opérations d'unités appartenant aux forces armées de l'Union; immigration; douanes et régie; monnaie et banques. Toutefois, elle peut légiférer

sur ces questions et l'a fait en plusieurs circonstances⁶, sous réserve d'une autorisation expresse et préalable du Gouverneur général. Le Comité note que le *South West Africa Affairs Amendment Act* de 1949 a accru les pouvoirs de l'Assemblée législative qui peut maintenant édicter des lois sur les mines et les substances minérales, l'enseignement, la Banque foncière et agricole et les terres domaniales.

35. Le Comité note que l'Assemblée législative est composée de dix-huit membres, tous ressortissants de l'Union, d'origine européenne et tous élus par les ressortissants de l'Union résidant dans le Territoire. Aucun indigène ne peut siéger à l'Assemblée législative ni prendre part à l'élection de ses membres.

E. — Fusion administrative avec l'Union

36. Le Comité constate que le Gouvernement de l'Union exerce un contrôle administratif et législatif sur les questions suivantes pour lesquelles il y a eu fusion avec l'Union: douanes et régie; chemins de fer et ports; police; défense; fonction publique; affaires extérieures; transports aériens. Le Comité constate, en outre, que les services d'immigration ont été fusionnés au cours de la période considérée et que la fusion pourra s'étendre aux affaires indigènes, aux affaires financières et aux questions intéressant les mines et les substances minérales.

Immigration

37. Le Comité note qu'en 1953, les questions d'immigration, qui jusque-là relevaient de l'Administrateur, tant du point de vue administratif que du point de vue législatif, ont été ajoutées à la liste de celles pour lesquelles les services du Territoire ont été fusionnés avec ceux de l'Union.

Affaires indigènes

38. Le Comité a appris également qu'un projet de loi visant à transférer au Ministre des affaires indigènes de l'Union, à partir du 1er avril 1955, l'administration des affaires indigènes jusqu'ici confiée à l'Administrateur du Sud-Ouest Africain, a été soumis à l'Assemblée de l'Union. Le Comité regrette de n'avoir aucun renseignement sur l'accueil réservé à ce projet par la population autochtone du Sud-Ouest Africain, mais il constate que le 18 mars 1954, l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain a rejeté, par 10 voix contre 2, une motion par laquelle "l'Assemblée regrette que le Gouvernement de l'Union se propose de prendre l'initiative d'un projet de loi visant à transférer au Ministre des affaires indigènes l'administration des affaires indigènes du Sud-Ouest Africain, qui relève actuellement du Premier Ministre et prie le Gouvernement de l'Union de renoncer à ce projet de loi".

39. Des renseignements de source non officielle⁷ donnent au Comité l'impression qu'une fraction importante de la population européenne du Territoire est préoccupée, pour diverses raisons, par le prochain transfert au Gouvernement de l'Union de l'administration des affaires indigènes.

40. A ce sujet, le Comité voudrait faire observer que si l'article 2 du Mandat donne au Gouvernement de l'Union le droit d'administrer le Sud-Ouest Africain

⁶ Voir A/AC.73/L.3, question 2, par. 15 à 18.

⁷ Sur les quatre journaux du Sud-Ouest Africain, trois (*The Windhoek Advertiser*, *Allgemeine Zeitung* et *Die Suidwes-Afrikaner*, ce dernier publié en afrikaans) se sont prononcés contre le transfert des affaires indigènes au Gouvernement de l'Union.

“comme partie intégrante” de l’Union et s’il stipule que l’Union “est autorisée à appliquer aux régions soumises au Mandat la législation de l’Union de l’Afrique du Sud”, il impose également à l’Union l’obligation “d’accroître par tous les moyens en son pouvoir le bien-être matériel et moral, ainsi que le progrès social des habitants du Territoire”. En conséquence, tout en notant que le Gouvernement de l’Union Sud-Africaine invoque les pouvoirs qui lui sont reconnus par l’article 2 du Mandat pour fusionner l’administration des affaires indigènes du Sud-Ouest Africain avec l’administration de l’Union Sud-Africaine, le Comité fait observer que toute mesure d’ordre administratif ou législatif que pourrait prendre l’administration unifiée ne pourrait s’appliquer au Sud-Ouest Africain que dans la mesure où elle ne serait pas incompatible avec la lettre et l’esprit du Mandat, notamment avec l’Article 22 du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel “le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation”.

Questions financières

41. En ce qui concerne la fusion éventuelle de l’administration des questions financières, le Comité note qu’une certaine autonomie financière a été accordée au Sud-Ouest Africain⁸ et qu’une clause à cet effet a été introduite en 1949 dans le *South West Africa Constitution Act* de 1925, à la suite d’un accord entre le Premier Ministre de l’Union et les deux partis politiques du Sud-Ouest Africain. Le Comité constate qu’aux termes de cette clause, l’Union ne peut imposer d’autres droits que ceux que prévoient les lois sur les douanes et les impôts indirects et que, malgré les pouvoirs réservés de l’Union, cette clause ne peut être ni modifiée ni abrogée sans l’assentiment de l’Assemblée législative du Sud-Ouest Africain.

42. Le Comité note, toutefois, qu’en vertu de l’interprétation que le conseiller juridique de l’Union a donnée de cette clause, et que le Premier Ministre a portée à la connaissance du Parlement en 1949, l’Union conserverait le droit de mettre fin aux pouvoirs accordés au Sud-Ouest Africain en matière financière, en dépit du texte de la loi.

43. Le Comité note qu’en 1949, l’Assemblée législative du Sud-Ouest Africain a adopté une motion dans laquelle elle se réjouissait du *South West Africa Affairs Amendment Act* de 1949 qui constituait “une nouvelle étape importante dans la voie du développement constitutionnel du Territoire” et exprimait l’espoir que l’association plus étroite établie par la loi entre le Sud-Ouest Africain et l’Union Sud-Africaine conduirait en définitive “à la suppression du Mandat” et à “la reconnaissance du Sud-Ouest Africain comme partie intégrante d’une Afrique du Sud plus grande”. Le Comité regrette cependant que, bien que la loi dispose que l’Assemblée législative conserve le contrôle des finances du Territoire, le Gouvernement de l’Union ait cru devoir nommer une commission d’enquête, ce qui permet de douter de la réalité de ce contrôle.

44. Des renseignements de source non officielle⁹ donnent à penser au Comité que certains éléments de la population européenne du Sud-Ouest Africain ont exprimé récemment la crainte que le Gouvernement de l’Union envisage la fusion des finances du Sud-Ouest

Africain avec celles de l’Union et il fait observer que toute nouvelle fusion que le Gouvernement de l’Union pourrait envisager ne saurait être considérée comme étant dans l’intérêt du Territoire si elle nuisait en quoi que ce fût au développement économique du Territoire.

Mines et substances minérales

45. En ce qui concerne les pouvoirs de légiférer pour les questions intéressant les mines et les substances minérales, le Comité note que, bien que ces pouvoirs aient été transférés en 1949 à l’Assemblée législative, le Premier Ministre a indiqué, à l’époque, qu’ils pourraient être retirés si les intérêts de l’Union l’exigeaient.

F. — Districts administratifs

46. Le Comité note que le Territoire est divisé en deux parties par la zone de police, dont le tracé a été établi par l’ancienne administration allemande, et qui constitue la circonscription relevant de la police.

47. Les Européens du Territoire ne peuvent s’installer que dans la zone de police. Une partie de la population autochtone réside également dans cette zone, dans des réserves qui lui sont exclusivement affectées, dans des régions rurales en dehors des réserves et dans des agglomérations urbaines. Sur les dix-neuf districts administratifs qui constituent le Territoire (à l’exclusion de la partie orientale de la région de Caprivi-Zipfel), dix-sept se trouvent en totalité ou en partie à l’intérieur de la zone de police et sont administrés par des administrateurs de district. Sauf dans le district de Windhoek et dans les agglomérations urbaines administrées par des conseils municipaux ou des conseils de village où les autochtones ne sont pas représentés, les administrateurs s’occupent des affaires indigènes dans leurs districts respectifs. D’autres fonctionnaires européens administrent les affaires indigènes dans les réserves, les quartiers habités par les autochtones dans les agglomérations urbaines et les centres miniers des districts, ainsi que dans le district de Windhoek.

48. La plus grande partie de la population autochtone réside dans la partie du Territoire située en dehors de la zone de police. Des réserves affectées exclusivement aux autochtones y ont également été constituées, mais de toutes façons, les Européens ne peuvent pas s’y établir. Des administrateurs des affaires indigènes d’origine européenne administrent les deux districts administratifs intégralement situés en dehors de la zone de police — Kaokoveld et Ovamboland — ainsi que le territoire indigène de l’Okavango et les parties occidentale et orientale de la région de Caprivi-Zipfel. Le régime administratif de ces régions est un régime d’autorité indirecte.

G. — Administration des affaires indigènes

49. Le Comité note que dans le passé les affaires indigènes ne relevaient ni de l’Assemblée législative ni du Comité exécutif mais de l’Administrateur, assisté du Commissaire principal aux affaires indigènes¹⁰, qui est également le Secrétaire de l’Administration du Sud-Ouest Africain, ainsi que des fonctionnaires du Service des affaires indigènes.

50. Le Comité constate que depuis la suppression du Conseil consultatif en 1950 (voir plus haut, par. 22

⁸ Voir A/AC.73/L.3, question 2, par. 20 à 41.

⁹ Le *Windhoek Advertiser* et l’*Allgemeine Zeitung*, deux des quatre journaux du Territoire, sont opposés à ce que le contrôle des finances du Territoire soit exercé par l’Union.

¹⁰ Le Commissaire principal aux affaires indigènes est un fonctionnaire d’origine européenne relevant de l’administration et qui est le plus haut fonctionnaire du Service des affaires indigènes.

et 23), l'Administrateur ne dispose plus, pour les affaires indigènes, des avis d'un organe consultatif et, en particulier, ne bénéficie plus de l'expérience dont jouissait le membre de l'ancien Conseil consultatif qui était appelé à ces fonctions "en raison de la connaissance approfondie qu'il possédait des besoins et désirs raisonnables des races non européennes du Territoire". Il est vrai que le Premier Ministre de l'Union Sud-Africaine a donné au Parlement l'assurance que le Commissaire principal aux affaires indigènes assisterait avec voix consultative aux réunions du Comité exécutif chaque fois que les intérêts de la population non européenne seraient en jeu, mais le Sénat de l'Union a rejeté un amendement au *South West Africa Affairs Amendment Act* de 1949, qui tendait à le préciser dans une disposition de la Constitution du Territoire. Etant donné que le Comité exécutif n'assiste l'Administrateur que lorsqu'il s'agit de questions pour lesquelles l'Assemblée est compétente pour légiférer et que les "affaires indigènes ou toutes questions intéressant particulièrement les indigènes, y compris la taxation des personnes, des terres, des habitations ou des gains des indigènes" ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée, le Comité se demande si les "besoins et désirs raisonnables" de la population non européenne sont aussi bien défendus qu'avant la suppression du Conseil consultatif, si tant est qu'ils le soient.

51. Au sujet de l'administration des affaires indigènes, le Comité fait observer qu'un projet de loi, déposé devant le Parlement de l'Union, vise à transférer l'administration des affaires indigènes au Ministère des affaires indigènes de l'Union (voir par. 38 à 40).

Création de réserves indigènes

52. En ce qui concerne l'administration locale des affaires indigènes, le Comité constate, d'une part, que la zone de police partage le Territoire en deux parties distinctes et, d'autre part, que l'Administrateur a créé, à l'intérieur comme à l'extérieur de la zone de police, des réserves que les autochtones peuvent utiliser ou habiter et qui ne peuvent être aliénées sans le consentement du Parlement de l'Union. Le Comité a appris également qu'au cours de la période considérée la superficie de ces réserves a été considérablement étendue et que de nouvelles réserves ont été créées.

53. Au sujet de la création de réserves indigènes, le Comité constate que le Gouvernement de l'Union poursuit systématiquement sa politique visant à "trier" les différentes tribus et sous-tribus et à cantonner les autochtones dans les réserves, en tenant compte cependant des vœux de ceux qui préféreraient continuer à vivre dans des fermes privées ou demeurer dans les agglomérations urbaines. Le Comité fait cependant observer que diverses tribus vivent dans une même réserve et que certaines autres sont réparties en plusieurs réserves; cela ne semble guère de nature à contribuer à l'unité ou à la cohésion des tribus.

Administration des affaires indigènes dans la zone de police

54. Le Comité croit comprendre qu'à l'intérieur de la zone de police les autochtones, ou bien vivent dans des réserves ou dans des agglomérations urbaines¹¹ ou bien sont ouvriers agricoles, mineurs ou cheminots ou affectés à l'entretien des routes¹². Pour ce qui est des réserves, le Comité constate que, dans chacune d'elles,

le surveillant européen, qui est en même temps chargé des services sociaux, est assisté dans l'exercice de ses fonctions administratives et de surveillance par des notables autochtones nommés par l'Administration et reçoit des suggestions du Conseil indigène de la réserve; ce conseil se compose des notables de la réserve et d'un certain nombre de membres européens nommés par l'Administrateur sur présentation du corps électoral, c'est-à-dire que les candidats sont élus par tous les autochtones mâles et adultes de la réserve.

55. Suivant les renseignements dont le Conseil dispose, les autochtones qui résident dans les agglomérations urbaines doivent, à moins de bénéficier d'une exemption spéciale, habiter dans des quartiers ou des villages indigènes ou dans des "foyers" indigènes¹³. Il note qu'il existe dans chaque quartier ou village indigène un conseil consultatif indigène, composé d'un président, qui peut être d'origine européenne, et d'au moins trois membres élus ou nommés; ce conseil donne des avis aux autorités municipales sur toutes les questions intéressant les habitants du quartier indigène.

56. Le Comité fait observer que c'est uniquement aux degrés inférieurs de l'administration des affaires indigènes, c'est-à-dire à l'échelon des conseils de réserve, de quartier et de village que les autochtones élisent les mandataires chargés de défendre leurs intérêts. Ces conseils peuvent certes contribuer à l'évolution politique de la population non européenne en lui permettant de participer à la gestion de ses propres affaires, mais le Comité estime que l'on pourrait accélérer cette évolution en élargissant les attributions de ces organes et en ne les réduisant pas à un rôle seulement consultatif.

Conseils de tribu

57. Le Comité sait qu'il existe des dispositions légales prévoyant la création de conseils de tribu chargés de donner des avis sur la gestion des caisses de crédit¹⁴ ou sur toute autre question intéressant les affaires de la tribu¹⁵ ou les affaires indigènes en général. Le Comité constate cependant qu'à la date du 21 avril 1954, l'Administrateur n'avait encore imposé aucune taxe destinée à alimenter ces caisses dont dépend la création des conseils de tribu. Il semble donc qu'aucun conseil de ce genre n'ait été créé. Le Comité estime encourageante cette disposition qui permettra aux autochtones d'exprimer un avis sur la gestion de leurs propres affaires mais doit faire observer que les conseils envisagés ne compteront pas de membres élus et n'auront que des fonctions consultatives.

Administration des affaires indigènes à l'extérieur de la zone de police

58. Le Comité constate qu'en dehors de la zone de police les autochtones sont soumis à un régime d'autorité indirecte. Dans certaines régions, l'autorité est exercée par des conseils de notables ou par des chefs que des conseils de notables assistent de leurs conseils. Le rôle des fonctionnaires aux affaires indigènes¹⁶ est de "guider les dirigeants en n'intervenant que s'ils en sont priés et s'ils ont la conviction qu'une injustice a été commise".

59. Le Comité fait observer que les autochtones qui vivent à l'extérieur de la zone de police dirigent encore en général leurs affaires suivant leurs coutumes tradi-

¹¹ Voir par. 103 et 104.

¹² Voir par. 102 et par. 112 à 137.

¹³ Voir par. 103 et 104.

¹⁴ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, question 44, par. 107 à 110.

¹⁵ Voir par. 101.

¹⁶ Fonctionnaires d'origine européenne.

tionnelles et que les fonctionnaires qui sont chargés de surveiller l'administration de cette région, à savoir trois commissaires aux affaires indigènes et un fonctionnaire chargé des affaires indigènes, ne sont pas assez nombreux pour encourager l'apparition des institutions de gouvernement modernes et démocratiques qui seules peuvent préparer les populations "aux conditions particulièrement difficiles du monde moderne".

60. Le Comité fait observer en outre que les populations non européennes du Territoire non seulement n'ont pas de représentation directe à l'Assemblée législative et au Comité exécutif, mais n'y sont même pas indirectement représentées. Le Comité estime que si l'on fait une comparaison avec l'évolution politique de nombreux autres territoires d'Afrique, l'administration de la Puissance mandataire qui dure depuis plus de trente ans n'a guère contribué à l'évolution politique de la population non européenne.

H. — Organisation judiciaire

61. Le Comité constate que l'organisation judiciaire du Territoire comprend, à l'échelon supérieur, la Haute Cour du Sud-Ouest Africain et deux *circuit courts*, et à l'échelon inférieur, les *magistrates' courts*, les *periodical courts*, les tribunaux des *special justices of the peace* et les tribunaux des commissaires aux affaires indigènes¹⁷.

62. Le Comité note également que, depuis le 17 octobre 1951, les tribunaux de la partie orientale de la région de Caprivi-Zipfel ne font plus partie de l'organisation judiciaire du Sud-Ouest Africain, mais relèvent de la Chambre provinciale du Transvaal de la Cour suprême de l'Afrique du Sud¹⁸.

63. Pour ce qui est de la composition des tribunaux du Territoire, le Comité constate que, sauf disposition contraire de la loi, un fonctionnaire de l'ordre judiciaire nommé par l'Administrateur constitue le tribunal, mais que, pour juger les affaires pénales, les tribunaux des degrés supérieurs comprennent un juge de la Haute Cour et deux autres membres au moins.

64. Au sujet de la compétence des tribunaux, le Comité constate que dans leur ressort les tribunaux supérieurs exercent la même compétence que celle que les juges de la Chambre provinciale du Cap de la Cour suprême de l'Afrique du Sud exercent dans la province du Cap de Bonne-Espérance. Les tribunaux inférieurs n'ont qu'une compétence limitée; un appel de leurs décisions peut être porté devant la Haute Cour et, lorsqu'ils prononcent une condamnation à une peine d'emprisonnement de plus de trois mois, à une amende de plus de 25 livres ou à la peine du fouet (sauf s'il s'agit d'un mineur), leurs jugements sont automatiquement portés devant la Haute Cour ou un de ses membres. Les appels des décisions des tribunaux des *special justices of the peace* sont portés devant la *magistrate court* du district.

65. Pour ce qui est du pouvoir des fonctionnaires des affaires indigènes de juger les ouvriers autochtones occupés dans les mines ou les travaux publics, voir plus bas, au paragraphe 113.

66. Le Comité constate enfin que les appels des décisions des tribunaux des instances supérieures du Territoire sont portés devant la Division des appels de la Cour suprême de l'Afrique du Sud.

¹⁷ Des précisions sur la juridiction de ces différents tribunaux sont données dans le document A/AC.73/L.3, questions 29, 30 et 33, par. 1 à 57.

¹⁸ Voir par. 19.

Tribunaux tribaux

67. Le Comité constate qu'à l'extérieur de la zone de police, dans les régions indigènes de l'Ovamboland, dans le territoire indigène de l'Okavango et dans le Kaokoveld, tous les litiges civils et toutes les affaires pénales (sauf s'il s'agit de trahison, de meurtre et de viol) sont jugés par les chefs autochtones, les tribunaux de notables et les conseils des chefs de tribus, suivant la loi et la coutume de la tribu. Le tribunal des commissaires aux affaires indigènes est seul compétent pour connaître des affaires de trahison, de meurtre et de viol. Le Comité fait néanmoins observer qu'à l'intérieur de la zone de police l'organisation judiciaire ne comprend pas de tribunaux composés exclusivement d'autochtones.

Droit tribal

68. Le Comité constate que dans tous les procès entre autochtones qui mettent en jeu des questions touchant aux coutumes indigènes, les tribunaux des commissaires aux affaires indigènes ont toute latitude pour statuer selon le droit coutumier indigène à condition qu'il ne soit pas contraire à l'ordre public ou au droit naturel.

Participation indigène

69. Le Comité fait observer que, si l'on fait exception des tribunaux de tribu qui fonctionnent en dehors de la zone de police, la grande majorité des juges appartiennent aux cadres de l'administration où les autochtones ne peuvent occuper que des emplois subalternes. Le Comité se voit donc obligé de conclure, jusqu'à preuve du contraire, que, comme pour les autres branches de l'administration, les autochtones ne participent guère au pouvoir judiciaire dans la zone de police.

70. Le Comité constate cependant que les tribunaux des Commissaires aux affaires indigènes peuvent faire appel au concours d'assesseurs autochtones qui les assistent à titre consultatif; il note également que lorsqu'il s'agit d'un appel contre un jugement d'un tribunal des commissaires aux affaires indigènes, rendu en matière civile, le président de la Haute Cour a la faculté de faire appel au concours de deux assesseurs au maximum, qu'il choisit en raison de leur compétence en matière de coutume indigène.

Châtiments corporels

71. Le Comité note que les tribunaux supérieurs, les *magistrates' courts* et les *periodical courts* peuvent prononcer la peine du fouet (quinze coups au maximum) contre les délinquants du sexe masculin; s'il s'agit d'un adulte, délinquant primaire, les tribunaux inférieurs ne peuvent cependant prononcer la peine du fouet que pour certains crimes: homicide volontaire, vol qualifié, voies de fait, attentat à la pudeur, par exemple. Les tribunaux des *special justices of the peace* ne peuvent prononcer la peine du fouet que contre les garçons âgés de moins de 16 ans et le maximum est de huit coups. Les femmes ne peuvent être condamnées à la peine du fouet¹⁹. Il convient de remarquer que la peine du fouet peut être infligée aux délinquants de toutes les races et pas seulement aux autochtones. Le Comité est formellement opposé aux châtiments corporels; à son avis, il est urgent que la législation du Territoire n'autorise plus ce châtiment.

Résidence forcée et déportation

72. Le Comité constate que les tribunaux ne peuvent

¹⁹ Voir A/AC.73/L.3, question 34, par. 1 à 14.

ordonner la déportation et qu'une résidence forcée n'est assignée à un individu à titre de peine que dans deux hypothèses : lorsqu'il est condamné à la détention dans une colonie agricole ou un établissement pénitentiaire ou lorsqu'une résidence forcée lui est imposée comme condition de sa libération conditionnelle ou du bénéfice du sursis. A cet égard, voir plus loin les paragraphes 101 à 103.

Prisons

73. Le Comité note que l'organisation pénitentiaire du Territoire n'est pas suffisamment développée pour que l'on puisse éviter d'envoyer dans des régions éloignées les condamnés à des peines de prison. D'autre part, une loi de 1951 autorise le transfert des détenus adultes dans des établissements situés en Union Sud-Africaine.

I. — Police

74. Le Comité constate que la police du Sud-Ouest Africain relève directement des services de police de l'Union Sud-Africaine et que le Territoire verse chaque année à ce titre une somme de 114.000 livres sterling à l'Union Sud-Africaine. C'est cependant le Territoire qui doit assurer le logement de la police. Sur un effectif total de 460, on comptait, en 1952, 204 policiers non européens. Deux d'entre eux avaient le grade de brigadier-chef.

J. — Défense du Territoire

75. Le Comité ne disposant pas de renseignements sur la défense du Sud-Ouest Africain, il rappelle le texte de l'article 4 du Mandat pour le Sud-Ouest Africain :

"L'instruction militaire des indigènes sera interdite, sauf pour assurer la police locale et la défense locale du Territoire. En outre, aucune base militaire ou navale ne sera établie dans le Territoire, ni aucune fortification."

III. — SITUATION ÉCONOMIQUE

A. — Finances publiques

76. Le Comité constate que le budget du Territoire, dans lequel sont inscrites non seulement les dépenses courantes mais aussi les dépenses de capital, a presque triplé entre les années 1946-1947 et 1952-1953 (en 1946-1947, les recettes totales s'élevaient à 2.876.801 livres et les dépenses totales à 2.838.598 livres; en 1952-1953, elles atteignaient respectivement 8.902.920 et 7.891.548 livres); le financement des dépenses publiques a été entièrement assuré, pendant cette période, par les recettes locales, sans que la Puissance mandataire ait accordé ni subventions, ni avances de trésorerie. Les principales ressources budgétaires sont les droits de douane et les impôts, directs et indirects, notamment l'impôt sur le revenu des Européens et les taxes sur les diamants. Le principal élément de dépenses est représenté par des virements effectués à divers fonds²⁰, dont les plus importants sont le Fonds des routes et le Fonds de développement et de réserve du Territoire, destiné principalement à la mise en œuvre de programmes d'expansion. Le Comité constate, en outre, que la dette du Territoire envers l'Union, qui s'élevait au 31 mars 1947 à 2.647.919 livres, a été partiellement amortie pendant la période considérée, et n'était plus, au 31 mars

1953, que de 2.158.592 livres. En outre, un montant de 900.550 livres, dû à l'Union au titre d'intérêts sur prêts, échus entre le 1er avril 1937 et le 31 mars 1945, a été inscrit dans un compte d'attente ne portant pas intérêt, en attendant que soient réglées les relations financières entre l'Union et le Territoire.

77. La documentation et les renseignements dont dispose le Comité ne lui ont pas permis de déterminer quelle part des dépenses est consacrée au progrès social et économique de la population autochtone.

B. — Impôts directs

78. Le Comité constate qu'en plus de l'impôt de capitation (d'un montant annuel fixe)²¹ les autochtones doivent payer les impôts suivants : une taxe sur les chiens, due par tout propriétaire d'un chien, une taxe sur les véhicules, à laquelle est assujéti tout propriétaire d'un véhicule, et enfin des taxes sur le bétail, auxquelles est assujéti tout propriétaire de bêtes. Ces divers impôts frappent le propriétaire lui-même et sont recouvrés soit annuellement (taxe sur les chiens, taxe sur les véhicules), soit mensuellement (taxe sur le bétail); en cas de non-paiement, le débiteur n'est pas astreint à une prestation de travail. Le Comité constate que les principaux impôts auxquels sont assujétis les non-autochtones sont les suivants : un impôt sur le revenu, qui comprend un impôt normal et une surtaxe lorsque le revenu dépasse un certain chiffre; une taxe sur le chiffre d'affaires pour les transactions sur les diamants; un impôt personnel, d'un montant fixe, qui est en fonction du montant du revenu et de la situation de famille du contribuable; un impôt foncier, qui frappe aussi bien la propriété urbaine que la propriété rurale, mais à des taux différents; divers droits de licence ou de brevet; un droit de mutation sur les cessions de biens immobiliers; des droits de succession d'un taux progressif allant de 1 pour 100 à 15 pour 100; enfin une taxe sur les spectacles.

C. — Impôts indirects

79. Le Comité note qu'à l'heure actuelle des droits d'exportation frappent les produits suivants : diamants, fourrures de caracul, sphyrène fraîche et cabillaud; depuis 1950, la sphyrène (*sphyroena barracuda*), l'huile de baleine et les conserves de langouste ne sont assujéties à aucun droit d'exportation. Le Comité constate, en outre, que 335 articles répartis entre quatorze catégories sont frappés d'un droit d'importation; le tarif applicable prévoit, pour chaque article, un taux minimum, un taux intermédiaire et un taux maximum²². Outre ces taxes, des impôts indirects sont perçus sur les articles suivants : acides acétique et pyroligneux et essences de vinaigre, bière, allumettes, carburant, cartes à jouer, bandages pneumatiques, spiritueux, tabac, levure et vin. Un impôt sur le chiffre d'affaires est également prélevé pour les cigarettes et le tabac à cigarettes, ainsi que pour les boissons alcooliques. A ce propos, le Comité constate que, tandis que les droits à l'importation et les impôts indirects sont fixés par l'Union et sont identiques à ceux qui sont en vigueur dans l'Union, les droits à l'exportation et les impôts sur le chiffre d'affaires dus dans le Sud-Ouest Africain ont été, d'une manière générale, établis par décision de l'Administrateur ou de l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain.

²⁰ Pour plus de détails, voir document A/AC.73/L.3, question 14, par. 3, tableaux 3 et 4.

²¹ Voir par. 94.

²² Voir A/AC.73/L.3, question 24, par. 1 à 5.

D. — *Egalité économique pour les Membres de la Société des Nations*

80. Le Comité constate que le Mandat sur le Sud-Ouest Africain est un Mandat de la catégorie C ; il s'y inscrit que le principe de l'égalité de traitement, sur le plan économique, de tous les Membres de la Société des Nations, n'est pas énoncé dans l'Accord qui régit le Mandat. Le Comité constate, en particulier, que le tarif douanier du Territoire prévoit des taux préférentiels et que les pays énumérés ci-après bénéficient à divers égards d'un traitement particulier : Union Sud-Africaine, Territoires relevant de la Haute-Commission (Soudan, Bassoutoland et Protectorat du Betchouanaland), Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Éire, Canada, Nouvelle-Zélande et tous les pays signataires d'un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée.

E. — *Union douanière*

81. Le Comité constate qu'il a été formé une union douanière entre le Sud-Ouest Africain, l'Union Sud-Africaine et les Territoires relevant de la Haute-Commission (Bassoutoland, Soudan et Protectorat du Betchouanaland) et que des accords douaniers spéciaux ont été conclus avec la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. Le Comité constate, en outre, que la totalité des recettes qui proviennent des droits de douanes et des contributions indirectes est versée à la Trésorerie centrale de l'Union qui vire annuellement à la Trésorerie du Sud-Ouest Africain une somme équivalant approximativement à la part du Territoire dans les recettes communes provenant des droits de douanes et des contributions indirectes. Le Comité constate, enfin, que les tarifs douaniers et la législation des impôts indirects sont les mêmes dans l'Union et dans le Sud-Ouest Africain.

F. — *Commerce extérieur*

82. Le Comité constate que, durant la période considérée, la balance commerciale du Territoire a été favorable et que ses transactions lui permettront de se procurer des dollars en quantité suffisante. La structure du commerce extérieur est celle de tous les pays sous-développés qui sont en voie de développement, c'est-à-dire que les importations consistent essentiellement en produits finis et les exportations en produits primaires. Les principales sources de revenu sont les diamants, le minerai de plomb et les fourrures de caracul, tandis que les principaux chefs de dépenses sont les textiles et les produits métallurgiques, notamment l'équipement mécanique et les véhicules. Le Comité constate, en outre, que les échanges se font avec un petit nombre de pays ; plus de 90 pour 100 des exportations du Territoire se font à destination de quatre pays, à savoir le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Union Sud-Africaine et la Belgique — un pays seulement, l'Union Sud-Africaine, a fourni à lui seul, au cours des dernières années, plus de 60 pour 100 des importations du Territoire. À ce propos, le Comité constate que, bien que le Territoire exporte vers l'Union la quasi-totalité de ses produits agricoles, le solde des échanges commerciaux entre l'Union et le Territoire est largement déficitaire pour ce dernier, les importations dépassant de plus de 50 pour 100 les exportations. De plus, le Comité note que toutes les restrictions aux échanges et aux paiements auxquelles l'Union a dû assujettir son économie pendant la période d'après-guerre pour surmonter les difficultés de sa balance des

paiements sont intégralement appliquées au Territoire bien qu'il n'ait connu lui-même aucune difficulté en matière d'échanges et de paiements. En particulier, les importations du Territoire payables en dollars ont été réglementées, depuis 1950, non en fonction de la capacité du Territoire à se procurer des dollars, mais surtout en fonction de la capacité de l'Union à le faire ; comme ladite capacité était, à l'époque, fort réduite, il en est résulté un ralentissement dans le rythme du développement économique du Territoire sous mandat.

G. — *Régime foncier*

83. Le Comité constate que le domaine du Territoire du Sud-Ouest Africain, que l'on appelle terres du Gouvernement ou de la Couronne, est formé en majeure partie de terres non aliénées qui appartenaient à l'État allemand. Ces terres peuvent être cédées à bail aux fins de colonisation, et le locataire jouit d'une option qui lui permet d'acheter la terre à l'expiration d'un délai de cinq ans. Quoique la loi n'exclue pas les autochtones du bénéfice de baux de ce genre, aucun bail ne leur a été accordé jusqu'à présent. Les terres peuvent, dans certains cas, être expropriées pour cause d'utilité publique, mais le propriétaire doit être indemnisé. Les terres sont immatriculées par l'inscription au registre des transcriptions, nécessaire pour qu'une mutation soit valable. Les non-autochtones, en principe, ne sont pas autorisés à acquérir des droits fonciers à l'intérieur des réserves indigènes, mais les autochtones peuvent acheter des terres hors des réserves et les occuper, à condition qu'il ne s'agisse pas de terres situées dans des villes ou dans des agglomérations rurales où des restrictions spéciales ont été imposées aux autochtones. Dans les réserves, les terres demeurent la propriété de l'Administration, et nul ne peut en devenir propriétaire, qu'il soit autochtone ou Européen, sauf toutefois dans la communauté de Rehoboth où un régime de propriété individuelle a été institué. Sur les terres qu'ils cultivent, les autochtones n'ont aucun droit d'usufruit permanent ; les droits de pacage et les droits sur les eaux sont la propriété commune de la collectivité. Pour ce qui est de la répartition des terres, on constate, en comparant les chiffres de 1950 à ceux de 1946, que la superficie totale des terres détenues par des non-Européens est passée de 15.202.324 hectares à 21.825.997 hectares, et que les propriétés agricoles des Européens, qui s'étendaient sur 31.961.091 hectares, couvrent à présent 34.403.902 hectares. Le Comité prend note que la "zone de police", la seule dans laquelle puissent s'établir les Européens, a été étendue en 1947, en 1950 et en 1953, et que les colons européens peuvent désormais s'installer dans des districts considérés auparavant comme régions indigènes ou réservées à l'extension de la colonisation indigène. Le Comité est préoccupé par ces empiètements croissants sur les terres cultivables, en quantité limitée, qui pourraient permettre de satisfaire les besoins futurs de la population autochtone.

84. Le Comité, conscient de ne pas disposer de tous les éléments d'information souhaitables en ce qui concerne la propriété foncière et le régime agraire, a décidé de procéder dans le courant de l'année prochaine à un examen plus approfondi de ces questions.

H. — *Mines*

85. Le Comité prend note de l'expansion rapide et considérable qu'a prise, pendant la période considérée, l'industrie minière du Territoire qui dispose de ressources riches, variées et importantes ; les industries extractives sont devenues l'élément essentiel de l'écono-

mie du Territoire. Pour les années 1946 à 1952, et pour les neuf premiers mois de 1953, les chiffres de vente des matières minérales (exportations et ventes locales) ont été les suivants: 1.635.521 livres, 2.226.595 livres, 5.139.816 livres, 7.094.025 livres, 10.449.390 livres, 16.470.210 livres, 23.251.634 livres et 16.371.852 livres. Les principaux minéraux extraits à l'heure actuelle sont les diamants, le plomb, le manganèse, le tungstène, le vanadium et le zinc; de nombreux autres minéraux sont extraits en quantités moindres. Pour les principaux minéraux, les quantités extraites pendant les neuf premiers mois de 1953 représentent les valeurs suivantes: diamants, 10.239.376 livres; plomb, 4.850.109 livres; manganèse, 419.074 livres; tungstène, 110.022 livres; zinc, 422.715 livres. En dehors des exploitants individuels, on ne compte pas moins de vingt-trois entreprises minières dans le Territoire, dont trois sont particulièrement importantes; elles sont toutes contrôlées par des capitalistes étrangers au Territoire. La Consolidated Diamond Mines of South West Africa, Limited, est la principale société d'exploitation de gisements diamantifères. Les principaux producteurs de minéraux de base sont la South West Africa Company, Limited, et la Tsumeb Corporation, Limited.

I. — Situation matérielle des autochtones

Situation des autochtones dans l'économie du Territoire

86. Le Comité constate que le niveau économique de la population autochtone du Territoire est extrêmement bas²³. A ce sujet, le Comité note que, d'après la déclaration du Gouvernement de l'Union, les réserves situées dans la zone de police forment dans une large mesure des entités économiques, même lorsqu'elles ne produisent pas de biens pouvant être vendus et qu'un ou plusieurs membres d'une famille doivent chercher un emploi à l'extérieur, afin de se procurer les sommes nécessaires au paiement des taxes de pacage. Le Comité note également que, d'après la déclaration du Commissaire principal aux affaires indigènes, le revenu des autochtones qui vivent dans les réserves n'est pas assez élevé pour être imposable, même si l'on y ajoute les salaires de ceux qui travaillent à l'extérieur. Le Comité note d'autre part que, d'après la déclaration du Commissaire principal aux affaires indigènes, les autochtones des régions rurales ou urbaines ne peuvent être imposés, parce qu'ils doivent consacrer la plus grande partie de leurs salaires aux dépenses de première nécessité.

87. En ce qui concerne les autochtones qui vivent à l'extérieur de la zone de police, le Comité a appris que leur vie économique se déroulait autrefois pour une large part en circuit fermé, mais que l'embauchage des autochtones du Nord dans les mines et dans les exploitations agricoles modifie progressivement cet état de choses. Il note que, dans le Kaokoveld et dans le Zessfontein, les règlements introduits pour éviter la propagation de la fièvre aphteuse ont mis fin aux échanges, réduits mais réguliers, que ces régions entretenaient autrefois avec l'extérieur.

Bétail

88. Le Comité prend note du contrôle que l'Administration exerce sur le bétail des réserves, notamment de la limitation du nombre de têtes de bétail que les habitants de la plupart des réserves indigènes peuvent pacager²⁴. Tout en reconnaissant que des limitations de cette nature protègent dans une certaine mesure les autoch-

tones qui vivent dans des réserves, le Comité estime que si les autochtones disposaient de terres plus étendues et mieux irriguées, ils auraient moins besoin de protection et jouiraient de facilités plus grandes pour élever leur niveau de vie.

89. Le Comité prend note des mesures qui ont été prises dans les zones indigènes pour sélectionner le bétail; il espère que l'Administration donnera plus d'ampleur à son programme de sélection et s'efforcera de s'assurer le concours actif de la population autochtone. Le Comité est préoccupé par l'épidémie de fièvre aphteuse qui s'est déclarée dans le nord du Territoire. Il n'ignore pas que la pose de clôtures et le maintien de cordons policiers le long de la frontière entraînent des dépenses élevées; il exprime cependant l'espoir que l'Administration ne se contentera pas des mesures qu'elle a prises pour éviter la propagation de l'épidémie et prendra d'autres mesures appropriées pour la combattre dans les zones indigènes.

90. Le Comité constate que l'Administration encourage l'organisation de systèmes de vente des produits laitiers et du bétail entre les autochtones et estime que ces projets sont de la plus haute importance si l'on veut élever le niveau de vie de la population autochtone²⁵.

Agriculture

91. Le Comité reconnaît que le Territoire n'offre que des perspectives limitées au développement de l'agriculture et que, de ce fait, on ne saurait donner beaucoup d'ampleur à des mesures destinées à améliorer et à développer l'agriculture indigène. Il estime cependant qu'il est indispensable d'en prendre pour assurer à la population autochtone une alimentation suffisante et il espère que l'Administration fera à ce sujet tout ce qui est en son pouvoir. Le Comité a appris qu'à la suite d'une étude d'un expert agricole et pour se conformer à sa recommandation, quatre fonctionnaires des services agricoles ont été nommés qui s'occuperont exclusivement des régions habitées par les autochtones.

Approvisionnement en eau

92. Le Comité note avec satisfaction que l'Administration s'occupe de construire des barrages et de creuser des trous de sonde. Etant donné que ces travaux ont une importance capitale pour le bien-être de la population autochtone et que, d'après la déclaration de la Long-Term Agricultural Policy Commission (1948), plusieurs réserves ou sections de réserves ont atteint, voire dépassé, la production maximum que permet l'approvisionnement actuel en eau de certains secteurs éloignés, le Comité exprime l'espoir que l'Administration redoublera d'efforts pour assurer aux régions habitées par les autochtones un approvisionnement en eau suffisant.

Caisses de crédit indigènes et autres comptes spéciaux indigènes

93. Le Comité note l'existence de caisses de crédit indigènes²⁶ créées au profit des autochtones qui vivent dans les réserves de la zone de police et dans le Kaokoveld, l'Ovamboland, le territoire indigène d'Okavango et le Caprivi-Zipfel, ainsi que l'existence de comptes spéciaux indigènes dans les zones urbaines²⁷. Le Comité note également qu'au cours des dernières années, les recettes et les dépenses des caisses de crédit indigènes ont augmenté de façon générale. Il note que les fonds

²³ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, question 44, par. 37.

²⁶ Voir également le paragraphe 57 pour les caisses de crédit des tribus.

²⁷ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, question 44, par. 83 à 139.

²⁴ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, question 44, par. 71 à 81.

²⁵ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, question 44, par. 3 à 17.

dont disposent ces caisses peuvent être consacrés à des projets qui sont, à son avis, particulièrement avantageux pour les autochtones : approvisionnement en eau, sélection du bétail, etc. Le Comité croit savoir cependant que les fonds de ces caisses peuvent également servir à couvrir la moitié des frais qu'occasionne la pose des clôtures qui séparent les réserves indigènes des territoires adjacents et à payer la réparation ou la reconstruction des magasins de vente des régions habitées par des autochtones et dont la gestion est en général confiée à des Européens. Le Comité note également que les dépenses afférentes à la surveillance, et à l'administration des autochtones paraissent imputables aux caisses de crédit indigènes de la réserve intéressée ; il se demande si ces imputations sont justifiées.

94. Le Comité note que tous les autochtones adultes du sexe masculin du Kaokoveld, de l'Ovamboland, du territoire indigène d'Okavango et du Caprivi-Zipfel doivent payer une taxe annuelle de 5 shillings aux caisses de crédit indigènes. Le Comité croit savoir que la taxe imposée dans le Kaokoveld, à partir du 1er janvier 1954, est le premier impôt que les autochtones domiciliés dans cette zone aient à payer et est perçue en vertu d'une proclamation stipulant que le paiement d'une taxe annuelle peut être imposée aux indigènes adultes du sexe masculin d'une réserve si la majorité des intéressés se prononce en faveur de cette imposition. Les renseignements dont dispose le Comité ne lui permettent pas de savoir si des taxes annuelles sont imposées dans d'autres réserves en vertu de cette proclamation. Le Comité a appris également qu'une autre taxe annuelle, pour laquelle l'assentiment de la majorité des autochtones intéressés n'est pas nécessaire, peut être perçue dans les réserves indigènes afin de couvrir les frais qu'entraîne la clôture de ces réserves, au cas où les ressources de la caisse de crédit indigène seraient insuffisantes. Le Comité note que, aux termes de proclamations concernant l'Ovamboland et le Caprivi-Zipfel, l'assentiment de la majorité des autochtones intéressés n'est pas nécessaire pour percevoir des taxes annuelles dans cette région. Le Comité note également que le défaut de paiement de la taxe annuelle, dans l'Ovamboland et le territoire indigène d'Okavango, constitue, aux termes de la proclamation de l'Administrateur, une violation de la loi tribale.

95. Le Comité note avec satisfaction qu'une caisse pour les régions habitées par les autochtones a été créée en 1947 dans le cadre de la caisse de réserve et de développement du Territoire et que cette nouvelle caisse est alimentée par la Trésorerie du Territoire. Le Comité est également heureux que des sommes prélevées sur les avoirs de cette caisse soient affectées à l'amélioration de l'approvisionnement en eau des régions habitées par les autochtones.

IV. — SITUATION SOCIALE

A. — Logement des autochtones

96. Le Comité prend note des programmes que l'Administration du Sud-Ouest Africain a élaborés en 1948 afin d'améliorer le logement des populations non européennes. Le Comité a appris cependant qu'aucune dépense n'a été effectuée par prélèvement sur le compte "Logement" de la Caisse de réserve et de développement du Territoire, qui avait été créée en 1948 et que le solde de ce compte a été viré en totalité, en 1952, au compte "Prêts aux autorités locales" et pourra être ainsi utilisé pour le financement des projets de construction

de logements. Le Comité regrette que l'on n'ait pas accordé plus d'importance à un projet qui a tant d'intérêt pour la population non européenne du Territoire et il espère qu'à l'avenir des efforts plus grands seront consacrés à l'amélioration des logements de la population non européenne.

B. — Alimentation des autochtones

97. En ce qui concerne l'alimentation, le Comité note que, d'après la déclaration que le Gouvernement de l'Union a faite en 1946, beaucoup d'enfants et de vieillards, notamment dans les districts méridionaux du Territoire, étaient sous-alimentés du fait de la gravité de la sécheresse. Le Comité sait que pendant les années considérées, le gouvernement a consacré des sommes importantes aux services du ravitaillement et de distribution de vivres et il espère que ces mesures ont permis d'améliorer le sort de la population autochtone dans les régions atteintes par la sécheresse.

C. — Ordonnance de 1953 sur les mariages mixtes

98. Le Comité note que la proclamation de 1934 sur l'immoralité, sous sa forme modifiée, interdit "les relations sexuelles illicites" entre Européens et non-Européens et que l'ordonnance de 1953 portant interdiction des mariages mixtes interdit les mariages entre Européens et non-Européens. Le Comité regrette cette législation raciale discriminatoire.

D. — Esclavage

99. Le Comité regrette de ne pas disposer de renseignements sur les problèmes des castes et de l'esclavage. Il croit pourtant savoir qu'il n'existe pas d'esclavage dans le Territoire.

E. — Condition de la femme autochtone

100. Le Comité note que les autochtones qui vivent en dehors de la zone de police sont polygames. Il croit savoir que la plupart des tribus autochtones qui vivent dans la zone de police pratiquent également la polygamie, sauf dans les régions où l'influence du christianisme a été forte. Le Comité note également que la loi reconnaît la polygamie puisqu'elle protège les droits de propriété que la coutume indigène confère à la femme et aux enfants nés d'une union coutumière lorsque l'homme épouse une seconde femme. Toutefois, le Comité n'a pas été en mesure, en l'absence de certains renseignements, de déterminer si ces dispositions étaient effectivement appliquées dans le Territoire. Il note, d'autre part, que la Convention internationale du travail No 45 interdit d'employer des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories.

F. — Liberté de déplacement et vagabondage

101. Le Comité constate que d'importantes restrictions sont apportées à la liberté de déplacement de la population autochtone et non européenne du Territoire. Il note en particulier que l'Administration peut "fixer les limites des terres occupées par une tribu ou d'un quartier indigène et, le cas échéant, modifier lesdites limites et peut également diviser les tribus en deux fractions ou davantage ou fusionner des tribus ou fractions de tribus en une seule tribu ou encore créer une nouvelle tribu si, à son avis, une telle mesure est nécessaire ou dans l'intérêt de la bonne administration des populations autochtones ; il peut encore, "quand il le juge bon dans l'intérêt général, ordonner le transfert d'une tribu ou partie de tribu ou de tout autochtone d'un lieu dans un autre, à l'intérieur du Territoire sous

mandat, dans les conditions et selon les modalités qu'il lui appartient de fixer".

102. Le Comité note que, à de rares exceptions près :

a) Aucun autochtone ne peut sortir de la zone de police²⁸ ou pénétrer dans une réserve de chasse²⁸ et aucun non-Européen ne peut pénétrer dans la zone de police sans permis ;

b) En dehors de la zone de police, aucun autochtone, à l'exception de ceux qui résident dans ce district, ne peut pénétrer dans l'Ovamboland sans permis²⁸ ;

c) Aucune femme autochtone qui réside dans l'Ovamboland ou le territoire indigène d'Okavango ne peut quitter la région sans permis ;

d) Tout autochtone adulte du sexe masculin qui réside dans l'Ovamboland ou le territoire indigène d'Okavango, le Caprivi-Zipfel ou le Kaokoveld doit être porteur d'un certificat attestant qu'il a payé la taxe annuelle ou qu'il en a été exonéré ;

e) Tout autochtone qui réside en dehors de la zone de police doit, pendant la durée de son séjour dans la zone de police, être porteur d'un laissez-passer ; une loi prescrit la tenue d'un registre où sont immatriculés tous les autochtones qui séjournent temporairement dans la zone de police. Les autochtones qui résident pendant plus de dix années dans la zone de police et qui ont été exemptés de l'immatriculation reçoivent des certificats d'exemption et sont considérés comme autochtones de la zone de police. Les autres autochtones ne peuvent résider dans la zone de police que s'ils sont en possession d'un contrat de travail dont la durée ne peut excéder dix-huit mois et qui peut être prolongé pour six mois au maximum à condition qu'il n'y ait pas changement d'employeur ; après ce délai, les autochtones sont tenus de retourner à leur domicile d'origine, à moins que l'Administrateur, d'accord avec les autorités tribales compétentes, ne les autorise à travailler pendant une période plus longue, dont il fixe la durée ;

f) Aucun non-Européen qui réside dans la zone de police ne peut acheter un billet de chemin de fer, voyager à l'intérieur de la zone ou en sortir sans un laissez-passer délivré à cet effet par son employeur européen ou par un des fonctionnaires énumérés par la loi ; il ne peut pas non plus, sans un laissez-passer, sortir des limites du quartier, de la réserve, de la ferme ou du lieu où il réside ou travaille ;

g) Aucune personne qui ne réside pas dans un quartier indigène, dans une réserve ou dans une autre zone réservée aux autochtones, ne peut y pénétrer, y résider ou y voyager sans être en possession d'un permis.

103. En ce qui concerne les autochtones des agglomérations urbaines, le Comité note que :

a) L'Administrateur peut déclarer que, dans les agglomérations urbaines, les autochtones doivent résider dans des quartiers indigènes, des villages indigènes ou des foyers indigènes ; en outre, les autochtones peuvent, depuis 1951, être tenus d'y transférer leur résidence dans un délai de trois jours, alors que ce délai était d'un mois avant 1951. Le Comité a noté également que, avant 1951, tout autochtone auquel son employeur fournissait un logement en dehors du quartier ou du foyer indigène n'était pas assujéti à ces dispositions, mais que, depuis 1951, seules les catégories suivantes sont exonérées de leur application :

i) Les autochtones occupés à des travaux domestiques et à qui leurs employeurs fournissent un logement que les autorités locales considèrent comme satisfaisant ; ces autochtones doivent être en possession d'un certificat de leur employeur attestant qu'ils sont à son service,

ii) Les autochtones qui résident dans des zones délimitées ou approuvées par l'Administrateur avec l'assentiment des autorités urbaines locales,

iii) Les autochtones exemptés par l'autorité locale ; cette exemption peut, depuis 1951, être annulée par l'Administrateur ;

b) Depuis 1951, nul ne peut, en dehors d'un quartier indigène, d'un village indigène ou d'un foyer indigène, diriger une école, une institution ou un lieu de divertissement destiné aux autochtones qui n'existait pas déjà à cette époque ; l'Administrateur peut obliger toute personne à fermer ces établissements s'ils sont situés à l'extérieur d'un quartier indigène, d'un village indigène ou d'un foyer indigène ;

c) L'Administrateur peut déclarer qu'aucun autochtone, s'il n'est en possession d'un permis spécial, ne devra se trouver, pendant certaines heures déterminées de la nuit, dans un lieu public situé à l'intérieur d'une zone administrée par des autorités urbaines locales ;

d) Depuis 1951, l'Administrateur peut, par avis publié dans la Gazette officielle, déclarer qu'aucun autochtone ne peut pénétrer dans une agglomération urbaine pour y travailler ou y résider que s'il remplit les conditions prescrites par l'Administrateur ; tout autochtone entré illégalement dans une agglomération urbaine peut être refoulé sur son domicile ou sur le lieu de sa dernière résidence ;

e) Aucune femme autochtone ne peut pénétrer dans une agglomération urbaine que si elle prouve qu'elle y dispose d'un logement et que son mari ou, si elle n'est pas mariée, son père réside et travaille sans interruption dans cette agglomération depuis au moins deux ans ;

f) L'Administrateur peut exiger que tout autochtone qui est légalement entré dans une zone déclarée agglomération urbaine quitte cette zone s'il n'a pu trouver un emploi dans un délai de quatorze jours, à moins qu'il ne soit muni d'un certificat d'immatriculation l'autorisant à séjourner pendant plus longtemps et qu'il n'ait payé les droits d'immatriculation prescrits ;

g) Depuis 1951, les Européens qui possèdent ou occupent des terres situées à 5 milles en deçà de la limite d'une agglomération urbaine ne peuvent autoriser des autochtones à résider ou à se réunir sur leurs terres.

104. Le Comité note, en particulier, que l'Administrateur, s'il considère que le nombre des autochtones qui résident dans une agglomération urbaine dépasse "les besoins normaux de main-d'œuvre" de cette agglomération, peut fixer le nombre de ceux qui devront la quitter, qu'ils y résident légalement ou illégalement. Tout autochtone qui possède une terre dans l'agglomération urbaine en question peut être refoulé et sa terre est, sur sa demande, achetée par l'autorité locale urbaine.

105. Le Comité note également que le vagabondage (est réputé vagabond tout individu qui erre sans moyens de subsistance licites apparents et dont les moyens de subsistance licites apparents sont insuffisants) est un délit puni d'un emprisonnement de douze mois au maximum, auquel peuvent s'ajouter les travaux forcés, un régime alimentaire réduit et l'emprisonnement cellulaire ou l'une quelconque de ces peines seulement, pendant une partie de ce temps. Le Comité note également

²⁸ Cette restriction s'applique aux personnes de toutes les races.

qu'errer dans une exploitation agricole ou rôder près d'un bâtiment ou d'un lieu clôturé d'une exploitation agricole ou y pénétrer est un délit puni d'une forte amende, pouvant atteindre 100 livres. La loi dispose également que tout individu reconnu coupable pour la première fois de l'un ou l'autre des délits mentionnés ci-dessus peut, au lieu d'être condamné à l'une des peines indiquées ci-dessus, être contraint de travailler dans une entreprise de travaux publics ou dans une entreprise privée déterminée, pendant une certaine période, moyennant le salaire que le tribunal estime équitable et raisonnable.

106. Le Comité croit comprendre qu'aux termes de la proclamation relative au vagabondage, un individu peut être arrêté, avec ou sans mandat, par le juge de paix, la police, le propriétaire ou l'occupant de la propriété sur laquelle le délinquant est trouvé, ou par une personne quelconque agissant sur leurs ordres. Le propriétaire d'une exploitation agricole peut perquisitionner sans mandat dans les bâtiments situés sur son exploitation.

107. Le Comité note que les occupants sans titre qui se trouvent sur des terres de la Couronne, en friche, sur des terres occupées par des établissements missionnaires ou dans un quartier indigène peuvent recevoir l'ordre d'évacuer ces lieux sans délai, s'ils ne peuvent prouver que l'on ne peut les astreindre à quitter lesdits lieux. S'ils n'exécutent pas l'ordre qui leur est donné, ils s'exposent aux peines qui sanctionnent le vagabondage.

108. Le Comité estime que les mesures énumérées plus haut se passent de commentaires. Il constate qu'elles sont, de toute évidence, incompatibles avec les principes et les buts du régime des mandats et il estime ne pas avoir à s'y attarder.

G. — Travail

Conventions internationales du travail

109. Le Comité note qu'au cours de la période considérée, le Gouvernement de l'Union a accepté et appliqué au Territoire du Sud-Ouest Africain deux conventions de l'Organisation internationale du Travail, à savoir :

1) la Convention No 19 concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, adoptée en 1925 par la Conférence internationale du Travail et acceptée par l'Union Sud-Africaine en 1949 ;

2) la Convention No 45 concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, adoptée par la Conférence internationale du travail en 1935 et acceptée par l'Union Sud-Africaine en 1949.

110. A ce sujet, le Comité note également que le Ministère du travail de l'Union Sud-Africaine a indiqué quelles sont les lois appliquées et les coutumes observées dans le Sud-Ouest Africain pour les questions faisant l'objet des conventions de l'OIT que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'a pas ratifiées.

Disponibilités en main-d'œuvre

111. Le Comité note que, dans son rapport, la Commission de la main-d'œuvre indigène du Sud-Ouest Africain (1945-1948), en analysant le problème des disponibilités en main-d'œuvre locale, a déclaré qu'il y avait pénurie de main-d'œuvre dans le Territoire et que ce dernier devrait recruter à l'extérieur 10.000 à 15.000

travailleurs autochtones pour faire face à ses besoins annuels en main-d'œuvre.

Lois et règlements relatifs au travail

112. Le Comité a étudié les principaux textes qui régissent le travail dans le Territoire et il note qu'ils peuvent être groupés en cinq catégories, à savoir : la proclamation régissant les rapports du maître et du serviteur ; la proclamation relative à la surveillance et au traitement des autochtones dans les mines et la proclamation sur la main-d'œuvre indigène ; la proclamation relative aux travailleurs étrangers au Territoire et aux travailleurs originaires du nord du Territoire ; la proclamation relative aux travailleurs autochtones des agglomérations urbaines ; enfin, les autres règlements relatifs au travail.

113. Le Comité attire l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions de l'article 3 de la proclamation No 3 de 1917, modifiée, aux termes desquelles un fonctionnaire des affaires indigènes chargé de la surveillance des autochtones employés dans les mines ou les travaux publics peut juger un travailleur autochtone qui n'exécute pas le travail qu'il est tenu d'accomplir ou se rend inapte au travail en s'enivrant pendant les heures de travail ou refuse d'obéir aux ordres de son employeur ou enfreint un règlement établi par son employeur. Le Comité note également que la proclamation No 34 de 1920 régissant les rapports du maître et du serviteur, modifiée — l'une des principales lois régissant l'emploi de la main-d'œuvre dans le Territoire du Sud-Ouest Africain — contient notamment dans sa cinquième partie intitulée "Compétence des juges et délits", des dispositions qui sont défavorables pour le "serviteur" et le placent dans une situation d'inégalité devant les juges. Le Comité note enfin que ni les termes mêmes ni l'esprit de la proclamation ne sont conformes aux législations du travail modernes.

Conditions de travail

114. Le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène du Sud-Ouest Africain instituée par décret No 216 du 18 août 1945 a étudié dans son rapport les problèmes de l'alimentation, du logement, des salaires et de l'hygiène des travailleurs des mines, des villes et de l'agriculture ainsi que les clauses de leurs contrats de travail ; la Commission a fait, à ce sujet, diverses suggestions et recommandations. Le Comité note également que l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain a examiné, le 17 juin 1949, le rapport de sa Commission spéciale chargée d'étudier le rapport que la Commission avait rédigé à la suite de l'enquête à laquelle elle avait procédé de 1945 à 1948.

115. En ce qui concerne l'alimentation, le Comité note l'opinion émise par la Commission de la main-d'œuvre indigène selon laquelle :

a) La solution du problème de l'alimentation des travailleurs autochtones étrangers au Territoire et du nord du Territoire consiste à faire en sorte que 5 pour 100 ou, au maximum, 10 pour 100 de la main-d'œuvre employée bénéficient de la part des employeurs du traitement dont bénéficient déjà les autres 90 ou 95 pour 100 ; en d'autres termes, il s'agit de faire en sorte que 5 à 10 pour 100 des employeurs assurent à leurs employés le même traitement que celui qu'accordent déjà 90 à 95 pour 100 des employeurs aux travailleurs autochtones étrangers au Territoire ou du nord du Territoire.

b) Le contrat de louage de services devrait définir d'une façon plus précise ce que l'on entend par une "nourriture saine" et devrait également préciser l'importance des rations auxquelles le travailleur a droit.

c) La loi devrait prescrire une ration de base pour tous les travailleurs autochtones étrangers au Territoire ou du nord du Territoire.

d) Les rations minimums prévues pour les travailleurs autochtones étrangers au Territoire et du nord du Territoire devraient être également imposées pour les travailleurs autochtones locaux. Une loi devrait stipuler que toutes les fois qu'un contrat de travail précise que l'employeur doit fournir la nourriture du travailleur, il s'agit d'une nourriture d'une qualité et d'une quantité correspondant à celle que prescrit comme essentielle le contrat de louage de services pour les travailleurs étrangers au Territoire ou du nord du Territoire.

116. En ce qui concerne le logement et les conditions d'hygiène, le Comité note que les travailleurs autochtones étrangers au Territoire et du nord du Territoire ont déclaré à la Commission de la main-d'œuvre indigène qu'ils étaient, d'une façon générale, satisfaits des conditions de logement assurées aux travailleurs des mines. Le Comité note que la Commission a émis l'opinion qu'il appartient aux autorités locales et non pas aux employeurs d'assurer aux travailleurs autochtones des agglomérations urbaines des logements satisfaisants.

117. Le Comité constate également que la plupart des plaintes relatives aux mauvaises conditions de logement concernaient le logement — ou plutôt l'absence de logement — dans les exploitations agricoles. A ce sujet, le Comité note avec satisfaction que la Commission de la main-d'œuvre indigène a déclaré dans son rapport que de telles conditions ne sauraient être tolérées plus longtemps et il exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Union obligera les exploitants agricoles à assurer aux travailleurs autochtones un logement qui réponde à des normes minimums.

118. Le Comité note également que selon la Commission de la main-d'œuvre indigène, il faudrait envisager des sanctions contre les entrepreneurs agricoles qui ne fournissent pas aux travailleurs des logements satisfaisants; il note aussi que la Commission a recommandé que la Banque foncière soit autorisée à consentir aux agriculteurs des prêts pour la construction de logements destinés aux autochtones, à concurrence du coût des matériaux de construction utilisés.

119. Le Comité constate que la Commission de la main-d'œuvre indigène a estimé que lorsqu'un inspecteur de la main-d'œuvre indigène avait la preuve qu'un employeur persistait à ne pas assurer aux travailleurs autochtones étrangers au Territoire ou du nord du Territoire une nourriture suffisante ou ne leur avait pas fourni, dans les délais prescrits, un logement satisfaisant, il devrait être habilité à faire figurer le nom dudit employeur sur une "liste noire". Dans ce cas, l'employeur serait déchu du droit d'employer des autochtones étrangers au Territoire ou du nord du Territoire pendant une période déterminée ou jusqu'au moment où il serait en mesure de fournir des logements satisfaisants.

120. En ce qui concerne le barème des salaires, le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a fait observer que les salaires payés par les agriculteurs étaient insuffisants, que les salaires des travailleurs urbains ne leur permettaient pas de vivre et

d'entretenir les personnes à leur charge et enfin que les salaires payés dans les mines du Territoire ne donnaient pas lieu à des plaintes sérieuses. Le Comité note avec inquiétude que le coût de la vie a augmenté considérablement depuis le début de la deuxième guerre mondiale et que l'on en a tenu compte pour les travailleurs européens, mais non pour les travailleurs autochtones.

121. Le Comité note que la proclamation No 1 de 1944 sur le salaire minimum des autochtones, qui fixe des salaires très bas pour les travailleurs autochtones, n'a pas été mise en vigueur.

122. Le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a recommandé qu'à l'avenir les frais de transport en autobus des travailleurs autochtones et étrangers au Territoire et du nord du Territoire recrutés par la SWANLA²⁰ soient payés par l'employeur et ne soient plus retenus sur le salaire du travailleur.

123. Le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a proposé un nouveau barème des salaires pour les travailleurs autochtones. Il exprime l'espoir que l'Administration du Sud-Ouest Africain, non seulement étudiera de très près la possibilité d'appliquer ce nouveau barème, mais encore tiendra compte dans son étude de la récente augmentation du coût de la vie dans le Territoire.

124. Le Comité constate que la Commission de la main-d'œuvre indigène n'a formulé aucune recommandation au sujet d'un nouveau barème de salaires pour les femmes autochtones employées à temps partiel à des travaux domestiques ou autres et qu'aucun salaire minimum n'a été fixé pour les femmes autochtones employées à plein temps dans les usines. Il considère qu'il y a là une omission regrettable et espère que cette question sera examinée sans délai.

125. Pour ce qui est des modalités de paiement des salaires, le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a recommandé que la moitié du salaire dû aux travailleurs étrangers au Territoire ou du nord du Territoire leur soit versée à la fin de chaque mois, l'autre moitié étant retenue par l'employeur pour être versée à l'intéressé en un montant global qui lui serait remis au moment de son retour au centre de recrutement, c'est-à-dire à Ondangua ou à Runtu.

126. En ce qui concerne l'inspection de la main-d'œuvre indigène, le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a exprimé l'avis que l'Administration devrait, à l'avenir, surveiller de près les divers aspects de la question de la main-d'œuvre indigène et a recommandé d'adopter, à cette fin, diverses méthodes. Le Comité espère que l'Administration accordera à ces recommandations toute l'attention voulue.

127. Le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a constaté que les travailleurs autochtones étrangers au Territoire et du nord du Territoire n'ont pas, d'une façon générale, confiance dans la police pour rendre la justice dans leurs différends avec leurs employeurs, mais que, par contre, ils ont confiance dans les fonctionnaires des affaires indigènes. Le Comité note que la Commission a recommandé qu'un fonctionnaire des affaires indigènes soit nommé dans chaque district et que tous les différends entre maîtres et serviteurs soient tranchés par lui. Le Comité note égale-

²⁰ Association de la main-d'œuvre indigène du Sud-Ouest Africain. Voir par. 130 à 134.

ment que la Commission de la main-d'œuvre indigène a déclaré que l'Administration avait pour principe de veiller à ce qu'aucun travailleur étranger au Territoire ou du nord du Territoire ne reste éloigné plus de deux ans des régions situées en dehors de la zone de police. La Commission de la main-d'œuvre indigène ayant estimé que cette disposition était essentielle au maintien de l'autorité tribale et au fonctionnement du système d'administration indirecte des territoires indigènes, le Comité prend note de la recommandation de la Commission selon laquelle il importe qu'un contrôle approprié soit exercé sur tous les travailleurs autochtones étrangers au Territoire ou du nord du Territoire qui quittent leur foyer pour travailler soit dans le Territoire, soit dans l'Union Sud-Africaine, soit en Rhodésie.

128. Pour ce qui est de l'inspection médicale, le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène indique dans son rapport qu'avant de se rendre au centre de répartition de Grootfontein, les travailleurs autochtones recrutés sont soigneusement examinés à Ondangua par le médecin du district d'Ovamboland ou, à Runtu, par le médecin de district du territoire d'Okavango; il note également que la Commission a estimé que l'examen médical subi par les travailleurs était sérieux et répondait à son objet essentiel. Le Comité constate toutefois que la Commission a exprimé le regret que le classement des travailleurs étrangers au Territoire et du nord du Territoire n'ait pas toujours été fait en fonction uniquement des facteurs d'ordre médical et que l'on ait fait parfois intervenir d'autres facteurs, tels que la situation du marché de la main-d'œuvre, l'expérience des travailleurs, leur compétence professionnelle et leurs qualités d'intelligence. Le Comité exprime l'espoir que l'Administration étudiera avec toute l'attention voulue les propositions détaillées de la Commission au sujet du classement médical des travailleurs.

129. En ce qui concerne la santé des travailleurs étrangers au Territoire et du Nord du Territoire employés dans la zone de police, le Comité regrette que la Commission de la main-d'œuvre indigène n'ait pas été en mesure de faire des recommandations précises au sujet de la création d'une caisse d'assurance-maladie à laquelle tous les employeurs de travailleurs étrangers au Territoire ou du nord du Territoire verseraient des cotisations qui seraient fonction du nombre de travailleurs employés et qui rembourserait aux travailleurs tous les frais médicaux ou chirurgicaux qu'ils auraient à faire pendant la période de leur emploi. Le Comité note que, selon la Commission, les services médicaux et les services d'hygiène dont bénéficient actuellement, dans la zone de police, tant les travailleurs autochtones étrangers au Territoire ou du nord du Territoire que les travailleurs autochtones locaux, laissent beaucoup à désirer et il exprime l'espoir que l'Administration accordera toute l'attention voulue aux recommandations de la Commission sanitaire relatives au développement des services médicaux et des services d'hygiène pour les autochtones et à la construction d'hôpitaux et de dispensaires dans les villes les plus importantes et dans les réserves.

Organisations chargées du recrutement des travailleurs

130. Le Comité note que la South West Africa Native Labourers Association (Proprietary), Limited, a été créée en 1943 pour remplacer les deux organisations qui existaient à cette époque et, après avoir étudié le fonctionnement et le but de cette association, constate

que la SWANLA a réussi à faire adopter certaines améliorations au profit des travailleurs recrutés.

131. Le Comité note qu'au sujet du système de recrutement de la SWANLA, la Commission de la main-d'œuvre indigène a présenté, entre autres, les observations suivantes :

a) Il apparaît souhaitable que le Commissaire aux affaires indigènes puisse exercer sur le recrutement effectué dans sa région un contrôle plus étroit que celui qu'il exerce actuellement. Le meilleur moyen d'y parvenir serait de confier à un fonctionnaire de la main-d'œuvre indigène placé sous les ordres du Commissaire aux affaires indigènes le soin de surveiller, dans chaque centre de recrutement, la sélection des travailleurs recrutés, l'examen médical qu'ils subissent, la délivrance de l'attestation qui leur est remise, la nourriture qui leur est donnée, enfin, leur envoi à Grootfontein. Ce fonctionnaire devrait signaler au Commissaire aux affaires indigènes toute irrégularité et toute dérogation aux règles fixées par l'Administration en matière de recrutement.

b) Le système actuel de sélection des travailleurs devrait être abandonné et remplacé par un système plus scientifique, qui tiendrait dûment compte de l'ordre dans lequel les autochtones se présentent aux centres de recrutement pour y demander un emploi.

c) Afin de dissiper les soupçons actuellement assez répandus sur les activités financières de la SWANLA, et aussi le sentiment qu'il s'agit d'une organisation qui est contrôlée en fait par deux représentants d'importantes entreprises minières, il conviendrait de modifier les statuts de la SWANLA afin de porter de deux à trois le nombre des membres du Conseil de direction; le troisième membre de ce conseil devrait être un agriculteur authentique, choisi si possible sur une liste présentée par les syndicats agricoles du Territoire.

132. Le Comité note également qu'en 1949 l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain a recommandé la nomination d'un troisième membre au Conseil de direction de la SWANLA et qu'une Commission a été instituée en 1951 pour procéder à une enquête sur la question de la représentation d'autres organisations au Conseil d'administration de la SWANLA et sur les modifications qu'il conviendrait, à cet effet, d'apporter aux statuts de l'association. Le Comité regrette de relever dans la réponse qu'a faite l'Administrateur du Sud-Ouest Africain à l'Assemblée législative en 1952 que l'Administration n'a pas encore été en mesure de soumettre à l'Assemblée un projet de loi parce que les consultations avec le Conseil de la SWANLA n'étaient pas encore terminées.

133. Le Comité estime que les organisations chargées du recrutement des travailleurs ne devraient pas être seulement composées des représentants des employeurs et que, non seulement l'Administration en tant que défenseur des intérêts des autochtones, mais la population autochtone elle-même, devraient être elles aussi également représentées dans ces organisations par des autochtones qualifiés.

134. Le Comité note que la Commission de la main-d'œuvre indigène a déclaré également que la pénurie de travailleurs étrangers au territoire et du nord du Territoire qu'ont connue les employeurs, et plus particulièrement les agriculteurs du Territoire au cours des récentes années, est due, de l'avis général, à la nature du contrat qui lie la SWANLA et la Witwatersrand Native Labour Association (WNLA), et aux termes

duquel la SWANLA s'est engagée à recruter un minimum de 3.000 travailleurs par an pour les mines du Rand, dans l'Union Sud-Africaine. Le Comité note également que la Commission spéciale de l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain chargée d'étudier le rapport de la Commission de la main-d'œuvre indigène a recommandé, dans son rapport, que l'Administration engage avec la SWANLA et la WNLA des négociations auxquelles participeraient toutes les parties intéressées en vue de modifier les termes du contrat actuel, de façon à assurer, si possible, au Territoire du Sud-Ouest Africain un plus grand nombre de travailleurs agricoles. La Commission d'enquête a indiqué toutefois que les modifications ou les amendements apportés au contrat ne pourraient être obligatoires avant d'avoir été approuvés par l'Assemblée législative. Le Comité regrette de ne pas disposer de renseignements sur la suite donnée à cette recommandation.

Travail obligatoire

135. Le Comité constate qu'il ne semble pas y avoir de loi exigeant des prestations de travail pour les travaux publics ou dans les services publics essentiels. Il y a lieu de mentionner à cet égard l'article 27 *bis* du règlement relatif aux réserves autochtones, aux termes duquel un surveillant peut obliger un indigène d'une réserve qui n'a pas de moyens d'existence ou qui mène une vie oisive à travailler à des travaux publics essentiels, ainsi que la proclamation de 1920 relative au vagabondage, et selon laquelle une personne condamnée pour la première fois pour un délit puni par ladite proclamation peut, au lieu d'être condamnée à la peine prescrite, être obligée de travailler à des travaux publics ou chez un particulier déterminé³⁰. Le Comité constate également qu'aux termes de la proclamation régissant les rapports du maître et du serviteur, un serviteur doit reprendre ses services chez son maître après sa libération de prison, à moins que son contrat ne soit résilié, et un serviteur qui s'abstient ou refuse de commencer le service précisé par un contrat, ou abandonne son service, se rend coupable d'un délit.

Organisations syndicales

136. Le Comité note que l'ordonnance No 35 de 1952 (*Wage and Industrial Conciliation Ordinance, 1952*) exige l'immatriculation des syndicats ouvriers et patronaux et contiennent notamment des dispositions qui régissent le fonctionnement des syndicats ainsi que le règlement des différends entre employeurs et employés. Le Comité note également qu'en réponse à une question posée à l'Assemblée législative le 12 mars 1953 au sujet du nombre de syndicats ouvriers dans le Sud-Ouest Africain et du nombre de leurs adhérents, l'Administration a répondu qu'officiellement, il n'existait aucune organisation syndicale ouvrière dans le Sud-Ouest Africain.

137. Le Comité note que, selon une information publiée dans le *Cape Times* du Cap le 20 juin 1953, le Syndicat des ouvriers de l'alimentation et de l'industrie des conserves et le Syndicat africain des ouvriers de l'alimentation et de l'industrie des conserves de l'Union Sud-Africaine ont protesté auprès de l'Administration du Sud-Ouest Africain contre le fait que la police avait ouvert le feu sur des ouvriers ovambos d'une conserverie de Lüderitz qui avaient arrêté le travail. Le Comité note également que les deux syndicats en question ont déclaré

que cette grève, comme celle qui avait éclaté dans une conserverie de poissons de Walvis-Bay en août 1953, était due "aux mauvaises conditions de travail faites aux ouvriers ovambos et aux autres ouvriers dans le Sud-Ouest Africain".

H. — Santé publique

138. Le Comité constate avec satisfaction que les services médicaux ont été récemment beaucoup développés dans le Territoire, que les dépenses totales que le gouvernement a consacrées à la santé publique ont plus que doublé entre l'exercice 1946-1947 et l'exercice 1951-1952, et qu'au cours de cette période le gouvernement a entrepris l'exécution d'un vaste programme de construction d'hôpitaux prévoyant notamment la construction de trois nouveaux hôpitaux autochtones à Grootfontein, Walvis-Bay et Otjiwarongo, de trois hôpitaux d'Etat européens à Windhoek, Keetmanshoop et Grootfontein et la réorganisation de l'hôpital autochtone de Windhoek.

139. Le Comité note également que les renseignements dont il a eu connaissance semblent indiquer que la zone de police est desservie par neuf hôpitaux pour Européens subventionnés par l'Etat (dont l'un dispose de salles pour les autochtones), six hôpitaux publics pour autochtones, trois hôpitaux de mission pour Européens et quatre hôpitaux de mission qui accueillent tant les Européens que les autochtones. En outre, il existe un certain nombre de dispensaires et d'établissements moins importants, notamment des hôpitaux créés par des entreprises commerciales à l'intention de leurs employés autochtones. Le Comité a également appris que le gouvernement se propose de faire construire trois nouveaux hôpitaux pour autochtones.

140. En dehors de la zone de police, il n'y a pas d'hôpitaux d'Etat et les seuls hôpitaux que l'on y trouve sont des hôpitaux de mission qui complètent les services médicaux fournis par les chirurgiens de district. Le Comité se voit dans l'obligation de constater que dans cette région qui comprend l'Ovamboland, le Kaokoveld et le Caprivi-Zipfel occidental et où le taux de morbidité semble relativement élevé, les services médicaux sont insuffisants pour répondre aux besoins de la population. Le Comité prend acte du fait qu'en 1946 le gouvernement avait fait part de son intention de créer un hôpital pour autochtones à Runtu. Constatant qu'en sept ans ce projet n'a pas été réalisé et que la construction d'un hôpital pour autochtones à Runtu figure toujours au programme de constructions de l'Administration, le Comité pense que l'exécution du projet ne devrait pas être différée plus longtemps. Il estime qu'une fois que ce projet sera exécuté, il conviendra de développer encore les services médicaux non seulement dans l'intérêt des autochtones de ces régions, qui est la considération primordiale, mais aussi pour empêcher que les maladies contagieuses ne se répandent dans d'autres régions. A cet égard, le Comité note avec intérêt les conclusions de l'enquête sur le paludisme effectuée en 1950, au sujet du paludisme qui existe à l'état endémique dans l'Okavango et l'Ovamboland; il relève notamment que les travailleurs migrants venus de ces régions pourraient contribuer à l'apparition d'épidémies localisées de paludisme dans les parties méridionales du Territoire. Le Comité estime qu'il appartient au gouvernement de s'efforcer, dans l'intérêt de l'ensemble du Territoire, d'assurer aux autochtones résidant hors de la zone de police des services médicaux au moins équivalents à ceux dont bénéficie la zone de police.

³⁰ Voir par. 105.

141. Le Comité constate qu'entre 1922 et 1939, il y a eu un mouvement migratoire régulier vers le Territoire et en provenance du Territoire; le nombre total des immigrants était de 1.036 en 1922; il a atteint un maximum de 3.588 en 1928. Ce nombre a ensuite diminué et le minimum a été enregistré en 1949, année pendant laquelle six immigrants seulement sont entrés dans le Territoire.

D'après les renseignements les plus récents dont on dispose, 377 personnes ont été admises dans le Territoire en 1950. Les documents officiels indiquent que le nombre des émigrants a été de 1.405 en 1922 et il a atteint un maximum de 2.237 en 1930. A partir de 1940, l'émigration a sensiblement diminué; il n'y a pas eu d'émigrants en 1943. Au cours des dernières années, l'émigration a été faible et il ne semble pas qu'elle ait tendance à augmenter. En 1949, vingt et une personnes au total ont quitté le Territoire et trois d'entre elles ont cessé d'y être domiciliées.

142. Le Comité constate que les chiffres ci-dessus correspondent au nombre de personnes qui sont entrées dans le Territoire ou qui en sont sorties, la plupart par chemin de fer ou par avion et qu'ils comprennent tant les Européens que les non-Européens; toutefois à partir de 1945, on n'a plus rassemblé de renseignements concernant les personnes qui circulent entre l'Union et le Sud-Ouest Africain par voie terrestre ou aérienne. Les chiffres cités comprennent un petit nombre de non-Européens; les maximums ont été de vingt-sept émigrants (en 1933) et de vingt-cinq immigrants (en 1928). De 1945 à 1949, aucun non-Européen n'est entré dans le Territoire et un seul en est sorti.

143. Le Comité constate que les 356 personnes qui sont entrées dans le Territoire par voie maritime en 1950 avec l'intention d'y résider à titre permanent venaient presque toutes de divers pays européens. On ne dispose pas de renseignements pour les années qui ont précédé 1948, ni de renseignements concernant les pays de destination des émigrants pour les années 1922 à 1949. Toutefois, le Comité constate que le Service de l'information de l'Union a déclaré que le chiffre de la population européenne du Territoire était un peu inférieur à 50.000 et qu'il s'agissait surtout d'émigrants venus de l'Union après la première guerre mondiale.

144. Le Comité constate que l'*Union Immigrants Regulation Act* de 1913, sous sa forme modifiée, qui est également en vigueur dans le Territoire, dispose notamment que le service de l'immigration de l'Union réglemente l'entrée des immigrants, que certaines personnes auxquelles l'immigration est interdite ("*prohibited immigrants*") peuvent ne pas être autorisées à pénétrer dans l'Union (y compris le Sud-Ouest Africain) ou même en être expulsées³¹, et qu'après le 10 février 1956 les femmes et les enfants de personnes domiciliées dans l'Union ne pourront plus y être admis sans autorisation du Ministre de l'intérieur. Cette loi est appliquée de telle façon que, d'une manière générale, ce sont les Asiatiques et non les Européens qui se voient interdire l'entrée des Territoires de l'Union et du Sud-Ouest Africain pour des raisons économiques ou autres.

L'Education Proclamation de 1926

145. Le Comité constate qu'aux termes de l'*Education Proclamation* (proclamation relative à l'enseignement) de 1926 et des amendements dont elle a fait l'objet jusqu'en 1952, le contrôle général, la surveillance et la direction de l'enseignement sont confiés à l'Administrateur assisté d'un conseil consultatif de l'enseignement composé de sept personnes dont aucune n'appartient à la collectivité autochtone. Le Département de l'enseignement dont le Directeur est responsable envers l'Administrateur est notamment chargé de créer des écoles, d'assurer leur entretien et de les surveiller d'une manière générale, d'établir des programmes d'enseignement et de veiller à leur application, d'instituer et d'organiser des examens scolaires, enfin d'inspecter les écoles et d'exercer un contrôle sur les maîtres et les élèves. A cet égard, le Comité note en particulier les dispositions suivantes de la proclamation:

1) "L'Administrateur peut, après en avoir dûment informé les intéressés, retirer à une école créée, subventionnée ou agréée en vertu de la présente proclamation, tout ou partie des subventions dont elle bénéficie si, à son avis, ladite école:

"a) N'est pas dirigée de manière satisfaisante et efficace, ou

"b) Ne répond plus aux fins auxquelles elle avait été créée, subventionnée ou agréée, ou

"c) N'est plus nécessaire aux fins de l'instruction publique.

2) "Il ne pourra être créé d'école professionnelle publique que si l'Administrateur juge que les besoins du Territoire en matière d'enseignement justifient cette création et si les locaux dans lesquels on envisage de l'installer conviennent.

"Une école publique pour élèves de couleur ou pour élèves autochtones ne pourra être créée que si le Directeur juge que les besoins d'une localité en matière d'enseignement justifient cette création, si l'école en question peut être fréquentée régulièrement par trente élèves au moins et si les locaux dans lesquels on envisage de l'installer conviennent.

"Une école professionnelle publique ne sera maintenue que si l'Administrateur juge que les besoins du Territoire en matière d'enseignement justifient ce maintien.

"Une école professionnelle publique pour élèves de couleur ou pour élèves autochtones ne sera maintenue que si le Directeur juge que les besoins de la localité en matière d'enseignement justifient ce maintien; elle sera en tout état de cause supprimée si, pendant deux trimestres scolaires, moins de vingt élèves en moyenne l'ont fréquentée régulièrement.

3) "L'Administrateur peut interdire et empêcher la création d'une école pour élèves de couleur ou pour élèves autochtones ou d'une école normale d'instituteurs des écoles pour élèves de couleur ou pour élèves autochtones ou ordonner la fermeture d'une telle école si elle existe déjà, s'il estime que cette mesure est dans l'intérêt bien compris des habitants du Territoire.

4) "Le Directeur peut retirer son agrément à une école de mission ou à une école professionnelle de mission si cette école ne respecte pas une disposition de la présente proclamation ou un règlement ou une ordonnance édictés en vertu de la présente proclamation ou

³¹ Voir A/AC.73/L.3/Add.1, annexe à la question 118, chap. II.

ne se conforme pas à des instructions légitimement données par le Directeur, ou pour toute autre raison qui lui paraît suffisante."

146. Le Comité constate que, dans le Territoire, l'enseignement est donné dans des établissements distincts aux enfants européens, aux enfants de couleur et aux enfants autochtones.

147. Le Comité constate en outre que les écoles pour autochtones qui sont actuellement toutes des écoles primaires sont groupées en trois catégories, à savoir les écoles de mission, les écoles de mission agréées et les écoles publiques; il constate également que dans les deux derniers types d'écoles, l'enseignement est gratuit. A cet égard, il relève les dispositions suivantes dans la proclamation:

1) "... tout enseignement donné dans une école publique pour élèves de couleur, dans une école publique pour élèves autochtones, dans une école de mission agréée ou dans une école professionnelle de mission est gratuit pour toutes les années d'études jusqu'à la sixième inclusivement dans la mesure où il ne s'agit pas d'un enseignement portant sur des matières spéciales ne figurant pas au programme scolaire. Cette gratuité s'étend au matériel et aux fournitures scolaires, à l'exception des livres et des cahiers destinés aux écoliers; toutefois l'Administrateur a la faculté d'autoriser, selon des modalités fixées dans des règlements qu'il édicte, que des sommes soient prélevées sur des crédits ouverts à cet effet pour fournir gratuitement, ou à prix réduit, des livres et des cahiers aux enfants de parents nécessiteux."

2) "Tout enseignement donné dans une école professionnelle publique est gratuit dans la mesure où il ne porte pas sur des matières spéciales ne figurant pas au programme scolaire. Cette gratuité s'étend à l'équipement, au matériel nécessaire, aux jeux et autres activités récréatives, aux fournitures scolaires, aux livres et aux cahiers."

3) "Un élève admis dans une école professionnelle publique peut recevoir une allocation n'excédant pas un shilling par semaine; il peut en outre bénéficier pour lui-même, sa femme et ses enfants vivant avec lui, du logement, de la nourriture et de l'habillement gratuits, recevoir gratuitement les produits pharmaceutiques nécessaires au traitement de maladies sans gravité, bénéficier du remboursement des frais de déplacement. . ."

148. Le Comité constate que le contrôle et l'administration des écoles autochtones sont confiés au Directeur de l'enseignement pour ce qui est des écoles publiques et à l'église ou aux missions pour ce qui est des écoles de mission agréées.

³² Ce chiffre comprend:

1) Une somme d'environ 20.000 livres affectée aux objets suivants: ameublement et équipement des écoles, livres, fournitures et matériel scolaire, transports ferroviaires et camionnage, réduction sur les livres, transport des écoliers, salaires du personnel de nettoyage des écoles et des équipes sanitaires, matériel de nettoyage, cartes murales du Sud-Ouest Africain, menues réparations, améliorations apportées aux terrains scolaires, avis au public, frais d'impression, etc.;

2) Une somme d'environ 258.000 livres dépensée pour les internats, y compris les approvisionnements et services, les traitements, salaires et indemnités, les frais de voyage, le matériel, les transports ferroviaires et le camionnage, les réparations, les subventions aux internats privés, etc.;

3) Une somme d'environ 312.000 livres dépensée au titre des traitements, salaires et indemnités du personnel enseignant (calculée par déduction du montant des traitements, salaires et indemnités du personnel non enseignant du service de l'enseignement de l'Administration, du montant total des dépenses inscrites au poste "traitements, salaires et indemnités").

Rapport de la Commission of Enquiry into certain Educational Matters de 1950

149. Le Comité prend acte du rapport de la Commission of Enquiry into certain Educational Matters (Commission d'enquête sur certaines questions relatives à l'enseignement), de 1950, dans lequel la Commission recommandait notamment de poursuivre la politique consistant à augmenter progressivement le contrôle de l'Etat sur les écoles de mission, sans l'imposer, et d'organiser une surveillance plus efficace et plus régulière sur les écoles autochtones en les soumettant à des inspections et en leur donnant des conseils. A cet égard, le Comité exprime l'espoir que les missions qui ont rendu des services précieux dans le passé continueront à jouer un rôle important en matière d'enseignement; il estime toutefois que l'Administration devrait non seulement exercer une surveillance et un contrôle croissants sur leur activité mais assumer une plus grande part de responsabilité et prendre plus d'initiatives en ce qui concerne l'instruction des autochtones.

Dépenses afférentes à l'enseignement

150. Le Comité constate que les dépenses publiques afférentes à l'enseignement sont passées de 282.419 livres en 1946-1947 à 803.853 livres en 1952-1953. Sur cette dernière somme, environ 590.000 livres ³² ont été dépensées au titre de l'instruction des Européens et des internats pour Européens et environ 140.000 livres ³³ au titre de l'instruction des enfants de couleur ou autochtones. Le Comité est très préoccupé de constater qu'il existe un écart entre les dépenses consacrées à l'instruction des enfants européens et celles consacrées à l'instruction des enfants autochtones ou de couleur. Les chiffres officiels les plus récents montrent que, pour l'exercice 1948-1949, la dépense moyenne par élève a été de: 28 livres 3 pence dans les écoles publiques pour Européens (non compris les internats), 13 livres 1 penny dans les écoles pour élèves de couleur de la zone de police, 17 livres 19 shillings 1 penny dans les écoles pour élèves autochtones de la zone de police et 13 shillings 8 pence dans les écoles pour élèves autochtones en dehors de la zone de police.

Etablissements d'enseignement et nombre d'élèves

151. Le Comité constate qu'en 1950, dans la zone de police, 9.161 enfants non européens étaient inscrits dans 106 écoles. (Le chiffre total de la population non européenne dans la zone de police était en 1951 d'environ 153.600. En comptant que 20 pour 100 des habitants sont d'âge scolaire, il y avait en 1951 environ 30.700 enfants non européens d'âge scolaire dans la zone de police.) Le Comité constate en outre que dans les régions de l'Ovamboland et de l'Okavango situées à l'extérieur de la zone de police il y avait, en 1948, 15.948 enfants non européens inscrits dans 153 écoles et, en

³³ Ce chiffre comprend une somme d'environ 54.000 livres affectée à l'instruction des élèves de couleur et une somme d'environ 86.000 livres affectée à l'instruction des élèves autochtones, y compris les traitements des instituteurs, les indemnités et frais de voyage, l'ameublement et l'équipement, les livres, les fournitures et le matériel scolaire, l'équipement et le matériel destinés à l'enseignement des métiers manuels, les transports ferroviaires et le camionnage, les services sanitaires, les bourses d'entretien, les bourses d'études, les réductions sur le prix des livres, les contributions aux fonds scolaires, l'agrandissement des établissements d'enseignement, l'entretien des écoles de formation professionnelle, les indemnités de voyage, les subventions pour l'acquisition de matériaux et la construction d'écoles, les améliorations apportées aux terrains scolaires, les cours pour adultes autochtones, les subventions aux écoles de formation professionnelle des missions, les prêts aux écoles des missions, les avis au public, les frais d'impression, etc.

1950, 16.106 élèves (y compris 485 enfants de couleur) étaient inscrits dans 162 écoles. (Le chiffre total de la population non européenne dans ces deux régions était estimé en 1951 à environ 218.300. En comptant que 20 pour 100 des habitants sont d'âge scolaire, il y avait en 1951 environ 43.700 enfants non européens d'âge scolaire dans l'Ovamboland et l'Okavango.) Toutefois, le Comité constate que la plupart des écoles autochtones du Territoire sont des écoles primaires de mission où la durée de l'enseignement ne dépasse pas trois ans. Le Comité estime que trois années d'enseignement ne suffisent pas pour bien apprendre à lire et à écrire; il constate donc qu'une fraction importante de la population autochtone continue à être analphabète. Il estime qu'il est urgent que l'Administration prenne toutes les mesures possibles pour porter à six ans la durée de l'enseignement dans les écoles primaires pour autochtones et prenne des dispositions pour les enfants africains d'âge scolaire de tout le Territoire disposent d'écoles primaires en nombre suffisant; il convient qu'elle s'attache tout particulièrement à éliminer l'analphabétisme.

152. Le Comité constate qu'en 1950, il n'y avait pas d'écoles dans le Kaokoveld proprement dit parce que les habitants ne voulaient pas d'écoles de mission et pense qu'il est du devoir de l'Administration de prendre toutes les mesures nécessaires pour satisfaire les besoins de cette région en matière d'enseignement.

153. Le Comité constate que l'Assemblée législative du Territoire a adopté en 1949 une motion dans laquelle elle demandait à l'Administrateur de nommer une commission chargée de mener une enquête et de faire rapport, notamment sur les mesures à prendre pour faciliter la formation professionnelle d'artisans et d'ouvriers. Aucun des renseignements dont dispose le Comité n'indique que cette commission ait été constituée.

154. Constatant que le Territoire a grand besoin de techniciens et qu'un petit nombre seulement d'élèves autochtones a pu poursuivre des études au-delà du cycle primaire, le Comité suggère à l'Administration d'examiner la possibilité d'accorder des bourses d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel et de prendre des dispositions pour permettre à des jeunes gens de poursuivre leurs études à l'étranger. A cet égard, le Comité est très préoccupé de constater qu'en 1953, le Gouvernement de l'Union a rejeté sans raison précise la demande de passeport du directeur d'une école autochtone désireux de se rendre à l'étranger pour y poursuivre des études, l'empêchant ainsi d'accepter deux bourses d'études, l'une à Oxford et l'autre dans une université des Etats-Unis³⁴.

Personnel enseignant

155. Le Comité constate que, d'après les renseignements les plus récents, il n'y a que deux écoles normales pour autochtones dans le Territoire. Dans la zone de police, le nombre total des instituteurs des écoles autochtones est passé de 225 (dont 170 instituteurs

autochtones) en 1946 à 239 (dont 195 instituteurs autochtones) en 1948. En dehors de la zone de police, il y avait, en 1950, 491 instituteurs au total, dont la grande majorité étaient autochtones. Etant donné que le nombre insuffisant d'instituteurs autochtones constitue un grave obstacle au progrès de l'instruction des autochtones, le Comité fait observer que le moyen le plus efficace de remédier à la pénurie actuelle est d'augmenter rapidement le nombre des écoles normales.

156. Le Comité constate que les traitements des instituteurs ont été récemment augmentés mais que les barèmes actuels continuent à fixer des traitements différents pour les instituteurs qui font un même travail, selon qu'ils sont autochtones ou européens. Le Comité note également que le traitement des instituteurs diffère de celui des institutrices et que les instituteurs autochtones ne bénéficient pas du même régime que les instituteurs européens en ce qui concerne les autres prestations auxquelles ils ont droit (remboursement des frais de voyage, par exemple).

Situation générale de l'enseignement

157. Le Comité est d'avis que l'instruction des autochtones doit être le fondement de tout progrès dans le Territoire et il estime urgent que l'Administration attache plus d'importance à l'instruction des autochtones sous tous ses aspects, et notamment qu'elle organise un enseignement secondaire, technique et supérieur.

158. Tenant compte de la situation actuelle de l'enseignement et de l'œuvre accomplie par l'Administration, le Comité s'inquiète vivement de l'inégalité des sommes dépensées au titre de l'instruction des élèves européens, des élèves de couleur et des élèves autochtones, de la discrimination dont sont victimes les instituteurs autochtones en ce qui concerne leurs traitements et les autres prestations et de la ségrégation des enfants européens, de couleur et autochtones dans des écoles différentes.

159. Constatant qu'à l'heure actuelle les écoles destinées aux autochtones sont encore en nombre insuffisant, le Comité estime urgent que l'Administration augmente encore les sommes consacrées à l'instruction des autochtones.

VI. — CONCLUSION

160. Pour conclure, le Comité tient à faire observer qu'après trente-cinq ans d'administration sous le régime des mandats, les autochtones ne participent pas encore au progrès politique du Territoire, qu'ils ne participent à son progrès économique qu'en qualité de manœuvres, et que les services sociaux et les moyens d'instruction organisés à leur intention sont loin d'être satisfaisants.

161. Le Comité regrette que le Gouvernement de l'Union n'ait pas recommencé à présenter des rapports sur l'administration du Territoire du Sud-Ouest Africain et n'ait pas désigné un représentant dûment autorisé pour participer à ses travaux et examiner avec lui les renseignements et la documentation dont il disposait, en vue d'établir le présent rapport.

³⁴ Voir plus loin annexe VI et par. 41 à 50 du rapport du Comité à l'Assemblée générale.

Annexe VI

Pétition émanant de Mlle Margery F. Perham

a) *Lettre adressée au Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain, au mois de novembre 1953, par Mlle Margery F. Perham (chargée de cours au Nuffield College), The Africa Protectorates Trust*

Je me permets d'attirer l'attention de votre Comité sur une affaire qui intéresse un jeune Herero du Sud-Ouest Africain. Comme vous le savez, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine s'est engagé, en vertu du

Mandat qui lui a été confié, à administrer le pays de façon à favoriser le progrès social des habitants; or, l'affaire en question semble indiquer qu'il y a eu violation de cet engagement.

1. Au début de l'année 1953, l'Africa Protectorate Trust a fait savoir au jeune homme en question, Berthold Himumuine, qu'une bourse lui était offerte pour lui permettre de faire des études au Royaume-Uni. Peu après, le 23 janvier 1953, le Dr Jacks, Directeur du Département de l'éducation de l'Université d'Oxford, a écrit à Berthold Himumuine qu'on lui avait réservé une place et que l'on disposait des fonds nécessaires. Il a insisté pour que M. Himumuine arrive à Oxford à la fin du mois d'avril.

2. M. Himumuine a alors demandé un passeport; en dépit des tentatives répétées qu'il a faites pour obtenir une réponse ferme, c'est seulement le 4 mai qu'on l'a avisé que le passeport lui était refusé. Aucun motif n'était donné pour justifier ce refus. D'après une lettre écrite ultérieurement par M. Himumuine, la presse locale a cité une déclaration du Secrétaire pour le Sud-Ouest Africain, précisant que le soin de délivrer les passeports incombe au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, et les journaux ont publié que le Ministre de l'intérieur avait affirmé qu'il n'aurait jamais eu connaissance de la demande présentée par M. Himumuine.

3. En juillet, l'Université d'Oxford a fait de nouvelles démarches auprès du Haut-Commissaire en Union Sud-Africaine; ce n'est que le 12 novembre qu'elle a reçu une réponse ferme, dans laquelle le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine se bornait à confirmer son refus de délivrer un passeport à Berthold Himumuine. Les motifs de ce refus n'étaient pas indiqués.

4. Il n'existe pas d'établissement d'enseignement supérieur dans le Sud-Ouest Africain. En réponse à une demande de renseignements relative au nombre d'autochtones du Sud-Ouest Africain qui ont obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires, le Département de l'éducation de l'Union Sud-Africaine a déclaré qu'il lui était difficile de donner ces précisions; en fait, à mon avis, trois ou quatre Africains seulement ont passé cet examen. L'un d'entre eux était Berthold Himumuine, qui avait suivi un cours par correspondance. Par la suite, il est devenu maître à l'école Saint-Barnabé, à Windhoek Location, et, en 1951, on l'a nommé directeur de l'école. Le matin, il enseignait aux enfants, et, le soir, il faisait un cours à l'intention des adultes; en outre, il préparait son diplôme de *Bachelor of Arts*, en suivant des cours par correspondance, lorsqu'on lui a attribué une bourse. Les membres du Trust ont estimé qu'il méritait amplement qu'on l'aide à poursuivre ses études, et je sais que son chef, Hosea Kutako, a fait des recommandations dans ce sens.

5. Vous trouverez ci-joint la copie d'une attestation concernant M. Himumuine. D'après ce document, M. Himumuine a une conduite irréprochable et il se trouve qu'il s'intéresse à l'enseignement et non à la politique, considération que je ne saurais d'ailleurs considérer comme déterminante. A Oxford, il semble à bon nombre d'entre nous que l'on porte gravement atteinte à la liberté humaine et aux droits des habitants d'un territoire sous mandat lorsque l'on refuse de donner à ce jeune homme la possibilité de mettre à profit l'excellente occasion qui lui est offerte de poursuivre ses études, alors que ses compatriotes ont tant besoin de compter parmi eux des dirigeants spécialisés dans l'enseignement et des personnes qui ont pris contact avec le monde extérieur. J'espère fermement que l'Organisation des

Nations Unies examinera cette affaire lorsque la question du Sud-Ouest Africain viendra en discussion.

(Signé) Margery PERHAM

P.-S. Le cas échéant, veuillez avoir l'obligeance de communiquer cette pétition au Comité qui pourrait être créé à la suite des débats qui ont eu lieu récemment sur le Sud-Ouest Africain.

Pièce jointe à la lettre ci-dessus:

A qui de droit

Berthold Samuel Himumuine fait partie de l'école missionnaire de Saint-Barnabé depuis 1936; d'abord élève, il est ensuite devenu maître, puis a été nommé directeur en 1951. Il est titulaire du certificat pédagogique des maîtres autochtones et du diplôme de fin d'études secondaires, et, en 1952, il a rédigé trois thèses en vue d'obtenir son diplôme de *Bachelor of Arts*.

Il a toujours fait preuve de courtoisie et de diligence dans tous ses travaux et il s'est également préoccupé du progrès de ses collègues, en consacrant son temps libre à des cours du soir donnés à leur intention.

Je suis très heureux d'attester ses capacités, et je suis persuadé qu'il consacrera la totalité de son temps et de son énergie à toute tâche qu'il pourra entreprendre.

(Signé) R. W. LEWIS

*Recteur de la cathédrale Saint-Georges
P.O. Box 57 Windhoek,
Sud-Ouest Africain*

Le 13 janvier 1953.

- b) *Lettre, en date du 19 février 1954, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Conformément aux articles IX et X de son règlement provisoire (A/AC.73/L.2), le Comité du Sud-Ouest Africain a examiné, à sa quatorzième séance, tenue le 19 février 1954, une communication émanant de Mlle M. F. Perham, C.B.E., chargée de cours à Nuffield College, datée du mois de novembre 1953, et il a décidé de considérer cette communication comme une pétition.

Le Comité a ensuite décidé, conformément à l'article XII de son règlement provisoire, de communiquer cette pétition au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine en lui demandant de présenter, dans les six mois, toutes les observations utiles.

A ce sujet, le Comité m'a demandé de préciser qu'il vous communique cette pétition conformément au règlement intérieur provisoire, sans préjudice de ma lettre du 11 février 1954, par laquelle j'ai adressé le règlement intérieur provisoire au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour qu'il formule ses observations à son sujet.

(Signé) Thanat KHOMAN

- c) *Projet de résolution relatif à la pétition de Mlle Margery F. Perham*

L'Assemblée générale,

Ayant accepté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la question du Sud-Ouest Africain, et notamment l'opinion suivant laquelle les pétitions relatives à ce territoire doivent être transmises par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine "à l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle est fondée en droit à en connaître",

Ayant autorisé le Comité du Sud-Ouest Africain, par la résolution 749 A (VIII), à examiner les pétitions

en se conformant à la procédure du régime des mandats de la Société des Nations,

Ayant reçu un rapport du Comité du Sud-Ouest Africain relatif à une pétition datée du mois de novembre 1953, émanant de Mlle M. F. Perham,

Constatant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, par une lettre du 25 mars 1954, a fait savoir au Comité qu'il "ne s'est jamais reconnu obligé de... communiquer des pétitions à aucun organe international depuis la liquidation de la Société des Nations",

Constatant que, d'après la pétitionnaire, le directeur d'une école autochtone du Sud-Ouest Africain n'a pu bénéficier d'une bourse qui lui était offerte à l'Université d'Oxford, en raison du refus que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a opposé, sans indiquer de motif, à sa demande de passeport,

Constatant que l'enseignement constitue la base de tout développement dans le Territoire et que les autochtones n'ont pas encore à leur disposition des moyens d'enseignement suffisants,

1. Est d'avis qu'en refusant de délivrer à un étudiant qualifié un passeport pour lui permettre de faire des études à l'étranger, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine non seulement compromet directement l'instruction et l'éducation générale d'un particulier, mais encore entrave le développement de l'enseignement dans le Territoire du Sud-Ouest Africain, qu'il a été chargé d'administrer conformément au Pacte de la Société des Nations;

2. Regrette que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine n'ait pas répondu à l'appel qui lui a été adressé par les représentants d'un établissement d'enseignement aussi remarquable que l'Université d'Oxford;

3. Invite la Présidente de l'Assemblée générale d'user de ses bons offices auprès du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine afin d'aider M. Himumuine à obtenir un passeport et toutes les autres autorisations administratives nécessaires, de façon qu'il puisse bénéficier de la bourse d'études que l'Université d'Oxford lui a accordée.

d) Lettre, en date du 28 juin 1954, adressée au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain

Comme suite à ma lettre du 19 février 1954, par laquelle, conformément à l'article XII du règlement intérieur provisoire du Comité du Sud-Ouest Africain, j'ai transmis au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une communication du mois de novembre 1953, émanant de Mlle M. F. Perham, j'ai l'honneur d'adresser à votre gouvernement, en application de l'article XXVII du règlement intérieur provisoire, un projet de résolution relatif à ladite communication que le Comité du Sud-Ouest Africain a adopté à sa 36ème séance, le 25 juin 1954. Ce projet de résolution figurera dans le rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale.

(Signé) THANAT KHOMAN

Annexe VII

Communications émanant du révérend Michael Scott et de l'évêque de Chichester (Angleterre)

a) Textes de communications en date du 2 décembre 1953 et des 17, 19 et 23 février 1954

i) Lettre adressée le 2 décembre 1953 au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le révérend Michael Scott (Ligue internationale des droits de l'homme):

J'ai fait parvenir au Secrétariat, sous pli séparé, certains documents concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain, afin de renseigner les membres du Comité et les fonctionnaires du Secrétariat qui s'occupent de ce problème.

Je ne doute pas que lorsqu'il prendra des dispositions pour l'examen des rapports et des pétitions concernant le Sud-Ouest Africain en application de la résolution adoptée le 28 novembre 1953 par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 460ème séance plénière, le Comité donnera aux habitants du Territoire la possibilité de se faire entendre directement; le règlement relatif aux pétitions qui était appliqué sous le régime des mandats n'exclut nullement en effet l'adoption d'une procédure de ce genre que lord Lugard avait vivement recommandée. Si votre Comité prend une décision dans ce sens, je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'accorder une audition ou mieux, d'entendre un Herero, qui soit le représentant autorisé du chef Hosea Kutako, s'il est possible de se mettre en rapport avec lui.

J'exprime également l'espoir que les autochtones du Sud-Ouest Africain pourront être consultés au sujet de toutes propositions concernant leur statut futur au cas où celui-ci ferait l'objet de nouveaux pourparlers.

Au sujet du droit de la Commission permanente des mandats à accorder des auditions, je tiens à citer la déclaration faite par lord Lugard, qui était alors sir Frederick Lugard, à la huitième session de l'Assemblée de la Société des Nations:

"... J'ai déclaré... que non seulement je ne voyais aucune objection, en principe, à l'adoption de cette procédure, mais que je trouvais difficile de concilier une attitude de parfaite impartialité avec le refus d'entendre un pétitionnaire, alors que, par contre, on entend le représentant de la Puissance mandataire, à moins qu'il n'existe des raisons spéciales pour ce refus, comme, par exemple, dans le cas de la Syrie, où les allégations avaient déjà été examinées d'une manière approfondie."

A la septième session, lord Lugard a dit, au sujet des pétitions adressées à la Société des Nations:

"Il est entièrement de la compétence de la Commission d'entendre qui elle veut."

De son côté, le marquis Theodoli s'est exprimé en ces termes:

"Dans toute contestation, il devrait être de règle de donner aux deux parties la même faculté de se faire entendre."

(Les passages ci-dessus sont cités dans l'ouvrage de Quincy Wright intitulé *Mandates under the League of Nations*.)

Je désire vivement retourner dans le Sud-Ouest Africain et rendre compte personnellement de ce qui s'est

passé à l'Organisation des Nations Unies au chef Hosea Kutako et aux autres pétitionnaires qui m'ont chargé d'une mission, il y a sept ans, et qui m'ont renouvelé leur confiance d'année en année.

La dernière fois que j'ai demandé l'autorisation de rentrer dans le Sud-Ouest Africain le Secrétaire de la délégation permanente de l'Union Sud-Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies m'a déclaré dans sa réponse, réf: 11/3, en date du 15 janvier 1953:

"Comme suite à votre lettre du 15 décembre 1952, adressée à l'Ambassadeur de l'Union Sud-Africaine, et à ma réponse provisoire du 16 décembre 1952, touchant votre demande d'autorisation d'entrée en Union Sud-Africaine, j'ai reçu pour instruction de vous faire savoir que, dans la situation actuelle, le Gouvernement de l'Union ne peut envisager de rapporter la décision qu'il a prise antérieurement."

J'espère que j'obtiendrai la permission de rentrer dans le Sud-Ouest Africain et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me prêter assistance, conformément à l'article 5 du Mandat, qui garantit expressément aux missionnaires le droit d'entrer dans le Territoire. J'ai été ordonné prêtre de l'Eglise anglicane et je suis membre du clergé du diocèse de Chichester.

Le 14 octobre 1953, le Secrétaire général a reçu du chef Hosea Kutako un télégramme (voir le document A/INF.56/Add.5, du 10 novembre 1953) par lequel celui-ci me donnait pouvoir de continuer à agir au nom de ses administrés. Je tiens, Monsieur le Président, à exprimer par votre intermédiaire à l'Organisation des Nations Unies toute ma reconnaissance pour la fermeté avec laquelle elle a défendu le principe de la responsabilité internationale et affirmé la valeur pratique des consultations avec les habitants. J'exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine acceptera maintenant de reconnaître tant les obligations de l'Organisation des Nations Unies que ses propres obligations à l'égard des habitants du territoire sous mandat, envers qui les pays civilisés ont assumé une mission sacrée.

(Signé) Michael Scott

ii) *Lettre, en date du 17 février 1954, adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le révérend Michael Scott (The Africa Bureau):*

Comme il apparaît que sur un ou deux points ma pétition du 2 décembre 1953 n'était pas suffisamment claire, je tiens à vous donner ci-après certaines explications.

Je voudrais parler en premier lieu de la précédente décision du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine lorsque j'ai demandé l'autorisation de rentrer en Afrique du Sud. Je vous adresse ci-joint une copie de ma lettre et de la réponse reçue du Gouvernement de l'Union.

Les renseignements dont je disposais à ce moment n'étaient pas complets et je ne savais pas que je pouvais en appeler d'une décision de ce genre. Or, d'après le texte du règlement pertinent qui a été communiqué au Comité (document de séance No 17 du 11 février, p. 6, par. 7), je constate que les intéressés ont le droit de faire appel "dans un délai de trois jours". Comme vous le constaterez par la correspondance jointe, la décision de déclarer que ma présence en Union Sud-Africaine était "indésirable" a été prise le 15 novembre 1951, mais c'est le 19 décembre seulement que le Secrétaire à l'intérieur m'a écrit pour me notifier cette décision et sa lettre ne m'est parvenue que dix jours plus tard. Il est donc

évident que je n'avais pas la possibilité de former un recours dans les conditions prévues par le règlement.

Comme vous le constaterez par les documents joints en annexe, cette ordonnance d'interdiction de séjour a été prise en application de la section 4, 1, d, de la loi No 22 de 1913. J'ai été ainsi placé dans la catégorie des "personnes dont le Ministre, sur la foi de renseignements qu'il a reçus d'un gouvernement (britannique ou étranger), par la voie officielle ou diplomatique, considère la présence sur le territoire de l'Union, à titre de résidents ou de visiteurs, comme indésirable".

Les réponses aux questions qui ont été posées à ce sujet au Parlement de l'Union Sud-Africaine ont confirmé qu'il en était bien ainsi.

D'autre part, j'ai demandé l'autorisation de rentrer en Union Sud-Africaine et non dans le Sud-Ouest Africain parce que, comme je l'ai indiqué dans ma lettre, je désirais retourner dans le Sud-Ouest Africain afin de rendre compte de mon mandat au chef qui m'avait chargé de le représenter devant l'Organisation des Nations Unies; or, pour se rendre dans le Sud-Ouest Africain, on doit normalement traverser le territoire de l'Union. De plus, je comptais avoir la possibilité d'être reçu en cours de route par des représentants du Gouvernement de Prétoria. Peut-être est-il possible de se rendre directement dans le Sud-Ouest Africain, si l'on prend un cargo qui fait escale à Walvis-Bay; mais c'est là vraisemblablement la seule façon d'aller dans le Sud-Ouest Africain sans passer par le territoire de l'Union. Il n'existe pas en effet de relations ferroviaires ou aériennes directes avec l'Europe ou avec n'importe quel point du continent africain.

Pour ce qui est de ma qualité de missionnaire, je ne sais pas très bien quelle est la définition de ce terme aux fins de l'article 5 du Mandat, mais je suis un membre du clergé de l'Eglise anglicane qui s'est rendu en Afrique du Sud comme missionnaire. Je ne prétends pas être rattaché actuellement à l'Eglise de la province de l'Afrique du Sud puisque je réside en Angleterre et que je relève de l'autorité de l'évêque de Chichester.

(Signé) Michael Scott

P.-S. Peut-être convient-il de préciser qu'une personne qui fait l'objet d'une interdiction de séjour n'a aucune possibilité d'interjeter appel devant un tribunal (voir le document de séance No 17, p. 7, par. 4, 1).

Je viens de m'entretenir à ce sujet avec l'évêque de Chichester qui est mon supérieur hiérarchique; il déclare qu'il me considère comme un missionnaire relevant de son diocèse.

Pièce jointe A

Lettre, en date du 29 octobre 1951, adressée au Haut-Commissaire de l'Union Sud-Africaine à Londres, par le révérend Michael Scott

Je me permets de solliciter votre assistance dans l'affaire suivante. Je suis détenteur d'un passeport britannique, établi à Londres, après avoir possédé le passeport sud-africain n° 67159, établi à Prétoria. Etant né en Grande-Bretagne, j'avais déjà détenu antérieurement un passeport britannique. Vous serait-il possible de m'indiquer quelle sera ma situation à mon retour en Union Sud-Africaine? Alors que je me trouvais récemment dans le Betchouanaland, un fonctionnaire m'a déclaré que, si je me rendais en Union Sud-Africaine, je risquais d'être considéré comme interdit de séjour ou soumis à des restrictions en vertu de la législation nouvelle en la matière. Afin d'éviter tout malentendu au moment de mon retour, je vous serais donc extrêmement reconnaissant de bien vouloir me donner des indications précises sur ma situation.

(Signé) Michael Scott

Pièce jointe B

Lettre, en date du 19 décembre 1951, adressée au révérend Michael Scott par le Secrétaire à l'intérieur du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à la date du 15 novembre 1951, le Ministre de l'intérieur par intérim a déclaré, en application de la section 4, 1, d, de la loi No 22 de 1913 sous sa forme amendée, que votre présence sur le territoire de l'Union Sud-Africaine, à titre de résident ou de visiteur, était indésirable.

En conséquence, si vous vous présentez à l'un des points d'entrée de l'Union, l'accès du pays vous sera interdit.

Veuillez considérer comme nulle et non avenue la lettre que je vous ai adressée à Paris le 20 de ce mois.

(Signé) J. HURTER

iii) *Télégramme, en date du 19 février 1954, adressé par le révérend Michael Scott au Président du Comité du Sud-Ouest Africain:*

Ma lettre contient renseignements sur interdiction de séjour suivant section 4, 1, d, loi No 22, 1913 (voir document de séance 17), par décision en date du 15 novembre 1951 communiquée 19 décembre 1951. Evêque de Chichester m'autorise à déclarer qu'il me considère comme missionnaire relevant de son diocèse. Michael Scott.

iv) *Télégramme, en date du 23 février 1954, adressé au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par l'évêque de Chichester:*

Je considère Michael Scott comme un prêtre missionnaire, empêché pour l'instant d'exercer son ministère en pays de mission pour des raisons indépendantes de sa volonté. Evêque de Chichester.

b) *Lettre, en date du 25 février 1954, adressée au révérend Michael Scott par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Le Comité du Sud-Ouest Africain a pris note de vos communications en date des 2 décembre 1953 et 17 février 1954 ainsi que de votre télégramme du 17 février 1954 et il me charge de vous exprimer ses remerciements pour les coupures de journaux concernant le Territoire du Sud-Ouest Africain que vous lui avez communiquées. Il étudiera cette documentation avec intérêt.

Le Comité a également pris note de votre proposition tendant à ce qu'il prenne des dispositions pour permettre aux habitants du Sud-Ouest Africain de se faire entendre directement. A cet égard, j'attire votre attention sur la section D du règlement intérieur provisoire adopté par le Comité et reproduit dans le document A/AC.73/L.2.

Le Comité a examiné avec un soin particulier la demande que vous lui avez faite afin qu'il vous aide à retourner dans le Territoire du Sud-Ouest Africain. D'après votre lettre, il apparaît que vous cherchez à retourner dans le Territoire du Sud-Ouest Africain pour rendre compte directement au chef Kutako et aux autres pétitionnaires de ce qui s'est passé à l'Organisation des Nations Unies. Le Comité estime qu'il excéderait les pouvoirs que la résolution 749 A (VIII) que l'Assemblée générale lui a conférés, s'il considérait cette requête comme une pétition recevable aux termes des dispositions de l'article 5 de l'Accord de mandat. Le Comité fera toutefois figurer cette requête, accompagnée de ses

observations, dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale.

(Signé) Thanat KHOMAN

c) *Lettre, en date du 18 juin 1954, adressée au Président du Comité du Sud-Ouest Africain par le révérend Michael Scott (Africa Bureau)*

Au nom de ceux qui m'ont demandé d'être leur porte-parole auprès de l'Organisation des Nations Unies, je me permets de vous demander d'examiner si, du moment que l'Union Sud-Africaine se refuse opiniâtrement à mettre en œuvre les sept résolutions adoptées par l'Assemblée générale ainsi que l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice, il n'y a pas lieu maintenant de soumettre l'affaire à l'arbitrage obligatoire de la Cour internationale.

Malgré la création par l'Organisation des Nations Unies d'un organe de contrôle spécial, l'incorporation du Sud-Ouest Africain au Territoire de l'Union Sud-Africaine a fait de nouveaux progrès au cours de l'année écoulée qui a vu l'adoption de lois transférant l'administration des affaires indigènes du Territoire au Département des affaires indigènes du Gouvernement de l'Union et plaçant les réserves indigènes du Sud-Ouest Africain sous l'autorité du South African Native Lands Trust.

Les extraits ci-joints de la presse du Sud-Ouest Africain vous montreront que pour les Européens du Territoire, le rattachement du Sud-Ouest Africain à l'Union est maintenant un fait acquis. Certains Européens ont tenu d'ailleurs à protester contre ces lois récentes et contre certaines mesures qui, une fois promulguées, enlèveront au Territoire tout contrôle sur ses propres finances.

C'est le représentant des Philippines à la Quatrième Commission qui, au cours des sixième et septième sessions de l'Assemblée générale, a proposé que certains Etats Membres soumettent l'affaire à l'arbitrage obligatoire de la Cour internationale ou que l'Assemblée générale commence par adopter une résolution qui inviterait les anciens Membres de la Société des Nations à agir dans ce sens.

J'exprime donc l'espoir que certains Etats Membres, soit par l'intermédiaire du Comité spécial, soit en saisissant l'Assemblée générale d'un projet de résolution conformément à l'Article 10 de la Charte, proposeront que les anciens Membres de la Société des Nations et les principales Puissances alliées et associées mettent en accusation l'Union Sud-Africaine et lui demandent de verser aux populations du Sud-Ouest Africain une indemnité équitable à titre de compensation pour la perte de leurs droits politiques et la suppression de toute voie de recours à une instance internationale de contrôle ainsi que pour les souffrances qu'elles ont subies en raison de nombreuses mesures discriminatoires sur lesquelles l'Organisation des Nations Unies est exactement renseignée tant par les travaux de sa Commission d'enquête que par les longs débats qu'elle a consacrés à ce problème depuis 1946.

(Signé) Michael SCOTT

Pièce jointe A

La voie est libre: l'Union peut désormais prendre en main la direction des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain
(Windhoek Advertiser, numéro du 19 mars 1954)

"L'Administration du Sud-Ouest Africain a toujours témoigné de beaucoup d'habileté dans la gestion des affaires indi-

gènes", a déclaré, hier après-midi, à l'Assemblée législative, M. M. C. McDonald, membre du parti de l'union, représentant de la circonscription de Swakopmund.

M. McDonald présentait une motion ainsi conçue: "L'Assemblée regrette vivement que le Gouvernement de l'Union ait l'intention de promulguer des lois tendant à transférer la direction des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain du Cabinet du Premier Ministre au Département des affaires indigènes, et elle prie le Gouvernement de l'Union de ne pas donner suite à ce projet."

M. McDonald a fait observer que la question indigène ne se posait absolument pas de la même façon dans le Sud-Ouest Africain et dans l'Union. "Nous ne connaissons ni troubles ni émeutes", a-t-il ajouté. Il a déclaré que la situation ne s'améliorerait nullement sous la gestion directe du Gouvernement de l'Union et qu'il ne voyait aucune raison pour que l'Administration ne continue pas à exercer les fonctions qui lui incombent à l'heure actuelle.

Selon lui, si l'on remettait à l'Union la direction des affaires indigènes, on risquerait de voir éclater ici des troubles analogues à ceux qui se produisent dans l'Union. L'Administration et le Secrétaire d'Etat pour le Sud-Ouest Africain comprennent parfaitement la question indigène telle qu'elle se pose dans le Sud-Ouest Africain et on ne gagnerait rien à confier les responsabilités dans ce domaine à un fonctionnaire de l'Union qui ne serait pas au courant de la situation dans le Sud-Ouest Africain.

A l'issue du débat, la motion a été rejetée.

Pièce jointe B

(Windhoek Advertiser, numéro du 23 mars 1954)

Les milieux politiques de Windhoek se livrent en ce moment à de très nombreuses conjectures. Depuis que l'Assemblée législative du Sud-Ouest Africain a décidé d'aider le Gouvernement de l'Union à prendre en main la direction des affaires indigènes dans le Sud-Ouest, les électeurs ont compris combien M. Japie Basson avait raison: le Sud-Ouest Africain constitue bien la cinquième province de l'Union.

Ceux qui se laissaient encore abuser par le fait que le Sud-Ouest Africain gère ses propres finances n'ont pas manqué d'être douloureusement surpris en apprenant que l'Union avait ressorti de ses tiroirs l'ancien plan selon lequel elle assumerait la gestion des affaires économiques du Sud-Ouest Africain, et que, si l'opinion publique du Territoire n'élevait pas de nouvelles protestations, un projet de loi serait déposé à cet effet vers la fin de la présente session du Parlement de l'Union.

Il y a longtemps que l'Union songe à placer sous sa direction les finances du Sud-Ouest Africain: ce projet a rencontré l'agrément, non seulement du gouvernement national actuel, mais aussi du gouvernement précédent, qui était composé de membres du parti de l'union et présidé par feu le général J. C. Smuts.

A l'heure actuelle, le Sud-Ouest Africain se trouve dans la situation suivante: le Gouvernement de l'Union est sur le point de faire adopter la loi qui lui donnera l'entière direction des affaires indigènes du Territoire. Cela signifie qu'en dépit de toutes les assurances données, l'Union pourra, si elle le désire, recruter de la main-d'œuvre indigène dans les réserves du Sud-Ouest.

Le Gouvernement de l'Union contrôle également l'immigration dans le Territoire et il prend actuellement les dispositions nécessaires pour créer un service qui sera virtuellement indépendant de l'Administration du Sud-Ouest Africain.

LE SECRET EST DÉVOILÉ

Maintenant que l'on a dévoilé le secret qui couvrait la prochaine mesure que le Gouvernement de l'Union compte prendre en vue de mettre la main sur les finances du Sud-Ouest Africain, il est évident que l'Administration du Sud-Ouest Africain ne sera plus qu'une autorité provinciale chargée de s'occuper des routes, des hôpitaux, de l'enseignement ou de sujets analogues.

LES ÉLECTEURS ALLEMANDS

Sur les 15.000 électeurs allemands que compte le Territoire, 5.000 à 6.000 environ sont inscrits sur les listes électorales et ce sont eux qui risquent le plus d'être lésés.

Alors que par le passé c'est eux qui déterminaient l'orientation de la politique suivie dans le Sud-Ouest, ils seront maintenant noyés parmi les 2 millions et demi d'habitants de race blanche que compte l'Union.

Il est indéniable qu'ils sont menacés de perdre leur identité. Les listes électorales du Sud-Ouest Africain comprennent, d'autre part, les noms de 5.000 à 6.000 électeurs de langue afrikaans et de 2.000 à 3.000 électeurs de langue anglaise.

Il est difficile de prévoir d'ores et déjà quelle sera leur réaction lorsqu'ils se rendront compte de la position réelle où se trouve le Territoire.

Ce qui est certain, toutefois, c'est qu'à l'Organisation des Nations Unies on criera à l'agression.

Pièce jointe C

L'Union a pris en main la direction des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain

(Windhoek Advertiser, numéro du 23 avril 1954)

Le Cap

Le texte du *South West Africa Native Affairs Administration Bill*, en vertu duquel la direction des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain est transférée au Département des affaires indigènes de l'Union, a été publié mardi dernier. Cette loi prévoit le transfert au *South African Native Trust* de toutes les terres du Sud-Ouest Africain réservées exclusivement à l'usage des indigènes.

Il sera créé au *Native Trust* une section spéciale qui s'occupera du Sud-Ouest Africain et tiendra une comptabilité séparée pour ce territoire. Tous les fonds mis à la disposition de cette section ne pourront être utilisés qu'aux fins prévues par les dispositions législatives en vertu desquelles l'argent lui sera versé.

VIREMENTS DE FONDS

Il est également prévu de virer tous les ans au Gouvernement de l'Union des crédits, prélevés sur la Caisse de recettes du Sud-Ouest Africain, d'un montant égal à celui que le Territoire consacre habituellement aux affaires indigènes.

Ce montant est calculé d'après un système qui tient compte du fait que les fonds que le Territoire affecte aux affaires indigènes représentent 2,5 pour 100 des dépenses totales qu'il finance au moyen de ses recettes. Le montant ainsi obtenu sera versé à la Caisse de recettes générales de l'Union et servira à couvrir les dépenses afférentes à la gestion des régions du Sud-Ouest Africain qui sont habitées par des indigènes.

DÉVELOPPEMENT

En outre, il est prévu que le Sud-Ouest Africain prélèvera tous les ans une somme de 50.000 livres sur la Caisse pour les régions habitées par des indigènes, qui relève de la Caisse du développement du Territoire.

Cette somme sera versée à la section du Sud-Ouest Africain du *Native Trust* et sera affectée au développement des régions du Sud-Ouest Africain qui sont habitées par des indigènes.

Le montant — fixé pour dix ans — a été établi en fonction des crédits ouverts dans le passé par le Sud-Ouest Africain.

A l'issue de cette période de dix ans, le montant pourra être augmenté ou diminué, aux termes d'un accord qui devra intervenir entre l'Administrateur du Sud-Ouest Africain et le Ministre des affaires indigènes, agissant en consultation avec le Ministre des finances.

La loi entrera en vigueur le 1er avril 1955. — Sapa.

Pièce jointe D

Les électeurs choisiront

(Windhoek Advertiser, numéro du 7 mai 1954 [éditorial])

M. D. F. Malan, Premier Ministre de l'Union Sud-Africaine, a fait une déclaration fort courageuse au sujet de sa propre attitude à l'égard de l'Organisation des Nations Unies et du Sud-Ouest Africain.

Sa déclaration suscitera de nombreux commentaires à l'étranger et elle rencontrera probablement dans une certaine mesure l'appui des habitants du Sud-Ouest Africain, incapables, semble-t-il, de s'exprimer eux-mêmes.

Cependant, dans sa déclaration, M. Malan n'a pas évoqué le fait que l'Union a pris en main la direction des affaires indigènes du Territoire ainsi que la gestion des 150.000 livres y afférents — ni au fait que l'Union contrôle aussi, désormais, le Département de l'immigration.

Le chef du principal parti politique de l'Union croit peut-être que, puisqu'il est assuré en la matière du soutien de tous les partis politiques de l'Union, la question est d'ordre purement interne, et en cela il a peut-être raison.

C'est aux habitants du Sud-Ouest qu'il appartient d'indiquer s'ils voudraient que leur Territoire devienne la cinquième province de l'Union, et ils auront l'occasion de le faire, soit aux prochaines élections partielles de Warmbad, où les chances seront bien réparties, soit aux élections générales qui auront lieu l'année prochaine pour élire les membres de l'Assemblée législative du Sud-Ouest.

Dans tout système de gouvernement démocratique, c'est le peuple qui décide en dernier ressort : si la campagne électorale se fait autour de cette question, le vote sera significatif.

La majorité a toujours raison.

Pièce jointe E

La main-d'œuvre étant rare, les agriculteurs gardent eux-mêmes leurs moutons

(Windhoek Advertiser, numéro du 7 mai 1954)

Un agent électoral a déclaré au *Windhoek Advertiser* qu'au cours d'un récent voyage dans la région des mines du Sud-Ouest Africain, de nombreux agriculteurs lui faisaient savoir qu'ils ne pouvaient assister à ses réunions parce qu'ils étaient obligés de garder leurs moutons. Cela montre bien la gravité de la pénurie de main-d'œuvre qui sévit actuellement dans le Sud-Ouest.

L'Assemblée législative du Sud-Ouest doit se réunir la semaine prochaine; peu après auront lieu les élections partielles de Warmbad en vue de pourvoir le siège devenu vacant à la suite du décès de M. J. D. de Villiers (membre du parti nationaliste) qui avait obtenu aux dernières élections une majorité de trente-six voix.

Il est certain que les affaires indigènes ainsi que le fait que le Sud-Ouest a permis au Gouvernement de l'Union d'assumer l'entière direction de ces affaires susciteront de très longues discussions à la prochaine session de l'Assemblée législative du Sud-Ouest.

Le parti de l'union nationale du Sud-Ouest (United National South West Party), qui est l'adversaire politique du parti nationaliste, soutiendra sans doute que l'Assemblée législative, en autorisant la mainmise complète de l'Union sur les affaires indigènes du Sud-Ouest Africain, a enfreint les dispositions de l'accord intervenu en 1949 entre le Sud-Ouest et l'Union Sud-Africaine.

A l'heure actuelle, la répartition des sièges à l'Assemblée législative est la suivante: le parti nationaliste occupe quinze sièges (dont un est actuellement vacant) et le parti de l'union nationale du Sud-Ouest trois sièges.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Le parti nationaliste a indiqué qu'aux prochaines élections partielles de Warmbad, il prendrait pour thèse principale de sa

campagne électorale la question des relations entre le Sud-Ouest et l'Union Sud-Africaine. De toute évidence, le parti nationaliste voudrait que le Sud-Ouest devienne, dans un avenir aussi rapproché que possible, la cinquième province de l'Union; toutefois, le parti de l'union nationale du Sud-Ouest s'oppose à une telle mesure et est en faveur d'une évolution indépendante qui permettrait au Territoire de décider ultérieurement s'il coopérerait plus étroitement avec l'Union ou avec les deux Rhodésies, ou s'il accéderait à l'indépendance.

Tout récemment, le Gouvernement de l'Union a pris entièrement sous son contrôle la direction du Département de l'immigration du Sud-Ouest Africain, et lorsqu'il fut annoncé que le Comité exécutif de l'Assemblée législative du Sud-Ouest avait accepté de remettre à l'Union le Département des affaires indigènes ainsi que la gestion des fonds dont celui-ci dispose, les membres allemands de la collectivité ont réagi ouvertement car ils s'opposent catégoriquement à ce que le Sud-Ouest devienne la cinquième province de l'Union.

LES CHIFFRES PARLENT

Le Gouvernement de l'Union, qui a assumé la direction des affaires indigènes dans le Sud-Ouest Africain, contrôle désormais 39 pour 100 des terres habitées du Territoire.

Le parti de l'union nationale du Sud-Ouest affirme que cette mesure, prise sans que l'électeur du Sud-Ouest Africain ait été consulté au préalable, est contraire à l'accord intervenu en 1949 entre l'Union Sud-Africaine et le Sud-Ouest Africain. Cet accord visait précisément à empêcher l'Union de s'immiscer dans les affaires financières du Territoire.

CE QU'ON DIT

Le parti de l'union nationale du Sud-Ouest déclare qu'en prenant en main la direction des affaires indigènes du Territoire, l'Union s'est également arrogé le droit de gérer les 150.000 livres affectées à la division des réserves indigènes.

L'Union exerce également son contrôle sur les ressources en main-d'œuvre du Territoire, et le parti de l'union nationale prétend que cette décision a été prise après que M. Oppenheimer a fait savoir au Premier Ministre de l'Union que les mines de l'Union devaient employer 80.000 ouvriers indigènes de plus si elles voulaient accroître leur production.

TROUBLES

Le parti de l'union nationale affirme aussi que l'Union a lamentablement échoué dans la gestion de ses propres affaires indigènes, et que la situation troublée qui existe aujourd'hui dans l'Union s'étendrait inévitablement au Sud-Ouest, où les affaires indigènes ont été gérées jusqu'ici d'une manière exemplaire.

Actuellement, 384.853 indigènes résident dans le Sud-Ouest Africain: ce chiffre comprend les personnes qui vivent en dehors de la zone de police, dont le nombre n'a pu être déterminé qu'approximativement.

Pièce jointe F

La Constitution du Sud-Ouest Africain sera amendée

(Windhoek Advertiser, numéro du 11 mai 1954)

Hier, à la Chambre des représentants, le Premier Ministre, M. D. F. Malan, a annoncé que le gouvernement présenterait prochainement un projet de loi portant amendement de la Constitution du Sud-Ouest Africain de 1925. Il a annoncé également la promulgation prochaine d'une loi portant amendement du *Royal Executive Functions and Seals Act* de 1934. — Sapa.

Pièce jointe G

Courrier des lecteurs du Windhoek Advertiser
(numéro du 15 avril 1954)

LE SUD-OUEST AFRICAÏN D'ABORD

Monsieur le rédacteur en chef,

L'avertissement que vous avez donné dans votre numéro du 9 avril n'était nullement prématuré — peut-être même est-il

venu trop tard. Dans leur ardeur à faire admettre le Sud-Ouest Africain comme cinquième province de l'Union, les représentants du Territoire au Parlement du Cap se livrent à une véritable course, et il y a réellement lieu de craindre que nos intérêts vitaux ne soient sacrifiés.

Quels avantages une telle mesure nous apporterait-elle et pourquoi met-on cette hâte indécente à en faire un fait accompli?

C'est tout juste si M. Japie Basson n'a pas demandé au Gouvernement de l'Union d'annexer le Sud-Ouest à l'Union; et voilà maintenant que M. A. J. van Niekerk prend un soin tout particulier pour déclarer au Parlement que le Sud-Ouest a toujours eu l'intention de faire partie intégrante de l'Union. Nous gardons aussi un souvenir très vif de l'affiche que M. Visser, le représentant de la circonscription de Windhoek au Parlement, avait fait apposer, et qui était ainsi conçue: "*Stem vir Visser en ondersteun Dr. Malan*" (mais il n'était nullement question des intérêts de la population du Sud-Ouest Africain).

UN DÉFI

Je défie l'un quelconque de ces Messieurs de nous dire ce que gagnerait le Sud-Ouest Africain à devenir la cinquième province de l'Union.

Par contre, je peux citer, au hasard, quelques-uns des graves inconvénients qui en résulteraient:

a) Nous serions assujettis à de lourds impôts sur le revenu et à d'autres formes de taxation;

b) Le recrutement des ouvriers pour les mines d'or prendrait une telle ampleur qu'il nous serait extrêmement difficile de nous procurer la main-d'œuvre nécessaire à la bonne marche de nos entreprises agricoles et industrielles;

c) Notre industrie du caracul ne serait plus protégée;

d) Nous serions comme la cinquième roue du carrosse; d'autre part, étant donné les énormes distances qui nous séparent de l'Union, notre isolement ne ferait que croître, nous serions le parent pauvre de l'Union et, très rapidement, nous nous trouverions dans la même situation que le Namaqualand.

Il me serait facile de mentionner bien d'autres inconvénients, mais je ne vois pas un seul avantage que le changement envisagé pourrait nous procurer.

Il nous faut envisager la situation d'un point de vue pratique. Dans bien des domaines, nos intérêts sont opposés à ceux de l'Union. Pour ne prendre qu'un exemple, si nous pouvions importer directement d'Europe les matériaux de construction dont nous avons besoin, nous pourrions réaliser au moins 30 pour 100 d'économie sur l'ensemble des frais. Songez aux sommes que nous aurions pu économiser au cours de ces huit dernières années! La rivalité est constante sur le plan économique et il est naturel que les citoyens de l'Union se préoccupent au premier chef de leurs propres intérêts: ce serait folie que de ne pas le comprendre et de ne pas nous protéger dans toute la mesure où il nous est possible de le faire.

SERVILITÉ

Nous devons cesser de courber l'échine devant ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir dans l'Union. Lorsque M. Malan est venu ici, immédiatement avant les élections, il a accepté solennellement la condition que nous lui avions posée, à savoir que nous conserverions la gestion de nos affaires financières.

POURQUOI?

Pourquoi nos représentants rivalisent-ils ainsi d'ardeur et pourquoi cherchent-ils si obstinément à obtenir du Gouvernement de l'Union qu'il annexe notre Territoire? Vont-ils expliquer leur attitude aux habitants du Sud-Ouest? Il semble bien qu'ils se préoccupent davantage de l'Union que de notre Territoire.

Il est vrai qu'il fut une époque — cela se situe il y a quatorze ans environ — où un groupe de politiciens préconisait la fusion du Sud-Ouest et de l'Union; toutefois, les circonstances ont changé depuis et il ne faut pas oublier que, même alors, bon nombre d'entre nous étions déjà opposés à un tel projet.

Si un référendum avait lieu, on constaterait que la grande majorité des habitants de notre pays souhaitent conserver la plus grande mesure d'autonomie possible.

Le temps fait défaut et tout retard peut être funeste. Si nous ne faisons pas immédiatement savoir à nos représentants au Cap que nous entendons être consultés, la partie sera perdue.

Sincèrement vôtre,

"Le Sud-Ouest Africain d'abord"

* * *

(Extrait d'une lettre parue dans le numéro du 4 mai 1954)

Ne croyez-vous pas que les habitants indigènes de l'Union et de notre Territoire conjuguaient leurs efforts pour lutter contre les blancs, de sorte que nous subirions inévitablement le contrecoup de tous les troubles et de toutes les émeutes qui se produiraient dans l'Union?

LA MAIN-D'ŒUVRE

Quelles seraient les conséquences pour nos ressources en main-d'œuvre au cas où le Gouvernement de l'Union cesserait d'exercer son contrôle sur le recrutement des indigènes du Sud-Ouest Africain appelés à travailler dans les mines et les industries de l'Union? Pour régler leurs difficultés dans ce domaine, nos agriculteurs et nos industriels auront-ils à se rendre à Prétoria, au Cap ou au lieu, quel qu'il soit, où se trouverait le Ministère? Ou n'auraient-ils aucun recours?

On peut se demander si cette décision parfaitement superflue du Gouvernement nationaliste n'aura pas pour effet de donner à nos ennemis l'occasion de porter un coup mortel à notre cause au sein de l'Organisation des Nations Unies. Car ne dira-t-on pas qu'elle compromet la liberté des indigènes et qu'elle a été prise sans que les indigènes, cependant directement intéressés, aient même pu faire entendre leur voix?

EST-CE JUSTE?

Etant donné la situation critique où l'Union se trouve aujourd'hui, de quel droit le gouvernement s'immisce-t-il dans nos affaires et, ce faisant, nous rabaisse-t-il au niveau déplorable où sont tombées les affaires indigènes dans l'Union?

Leurs problèmes et leurs difficultés ne nous concernent pas — rien ne justifie donc les manœuvres qu'ils déploient en vue de nous annexer.

Pièce jointe H

Note sur la juridiction obligatoire conférée à la Cour internationale de Justice à l'égard du Territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain

Parlant de la juridiction obligatoire conférée à la Cour internationale de Justice par l'article 7 du Mandat, sir Arnold McNair, l'un des juges de la Cour internationale, dans une opinion individuelle publiée en même temps que l'avis consultatif de la Cour, a déclaré ce qui suit:

"Bien qu'il n'existe plus de Société des Nations pour surveiller l'exercice du Mandat, ce serait une erreur de croire que le mandataire n'est soumis à aucun contrôle. Tous les Etats qui faisaient partie de la Société des Nations à l'époque de sa dissolution ont encore un intérêt juridique à ce que le Mandat soit exercé comme il convient. Le Mandat prévoit, pour cette surveillance, deux sortes de mécanismes — un mécanisme judiciaire résultant du droit que l'article 7 réserve à tout Membre de la Société des Nations de citer obligatoirement le mandataire devant la Cour permanente, et un mécanisme administratif comprenant des rapports annuels et l'examen de ces derniers par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations.

"La surveillance judiciaire a été conservée expressément, grâce à l'Article 37 du Statut de la Cour internationale de Justice qui a été adopté en 1945:

"Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi à une juridiction que devait instituer la Société des Nations ou à la Cour permanente de Justice interna-

tionale, la Cour internationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut."

"En vertu de cet article, la Cour internationale a hérité de la juridiction obligatoire, conférée à la Cour permanente par l'article 7 du Mandat; on ne saurait douter, en effet, que le Mandat, dans lequel sont incorporées des obligations internationales, appartienne à la catégorie des traités ou des conventions; dans l'arrêt rendu par la Cour permanente en l'affaire des Concessions Mavrommatis en Palestine (compétence), série A, No 2, p. 35, le Mandat pour la Palestine a été qualifié d'"accord international"; et je me suis efforcé de démontrer que l'accord entre le mandataire et les autres Membres de la Société, accord contenu dans le Mandat, est encore "en vigueur". L'expression "Membre de la Société des Nations" est, selon moi, descriptive et non conditionnelle, et ne signifie pas "tant que la Société des Nations existera et qu'elle comptera des Membres". L'intérêt qu'ils ont à ce que les obligations du Mandat soient exécutées ne provient pas pour eux simplement de leur participation à la Société, ainsi que le révèle l'examen du contenu du Mandat. En outre, le Statut de la Cour internationale de Justice confère à celle-ci le pouvoir de demander aux parties de "produire" tout document et de fournir "toutes explications" (Art. 49); et de confier "une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix" (Art. 50). L'Article 94 de la Charte confère au Conseil de sécurité des Nations Unies le pouvoir de "faire des recommandations et décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt" de la Cour si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par celle-ci. En outre, l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité des Nations Unies peuvent demander à la Cour des avis consultatifs sur toute question juridique (Art. 96 de la Charte)."

On peut tirer de l'avis de la Cour sur les questions qui lui ont été soumises cette conclusion que, puisque la Cour estime que l'Organisation des Nations Unies est l'organisme compétent pour exercer les fonctions de la Société des Nations à l'égard du Sud-Ouest Africain, tout différend visé à l'article 7 du Mandat peut être soumis à la Cour internationale par l'une des parties à ce différend, en vertu de la juridiction obligatoire conférée à la Cour. Ou encore, l'Assemblée générale peut recommander que tous les Etats Membres des Nations Unies qui étaient Membres de la Société des Nations à l'époque de sa dissolution, ou certains de ces Etats, soumettent à la Cour internationale de Justice, en vertu de l'article 7 du Mandat, le différend relatif à la pérennité des obligations que l'Union a assumées au regard du Sud-Ouest Africain. Toutefois, l'élaboration d'un nouvel instrument semblable à celui qu'a proposé l'Union Sud-Africaine exclurait toute possibilité de recours à la Cour internationale de Justice en vertu du Mandat sur le Territoire du Sud-Ouest Africain.

Etant donné que la contestation touchant le fond de la question a commencé à la première session de l'Assemblée générale et durerait encore à la huitième, et que les négociations entamées n'ont pas abouti, un ou plusieurs des Etats qui étaient Membres de la Société des Nations, par exemple le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, la Syrie, l'Uruguay, le Brésil, la Norvège, la Thaïlande, etc., pourraient, de leur propre chef, soumettre l'affaire à la Cour.

Selon l'Article 53 du Statut de la Cour, si l'Union Sud-Africaine refuse d'accepter la compétence de la Cour en invoquant le fait que le Mandat a pris fin, ou s'abstient de faire valoir ses moyens devant la Cour, la Cour peut rendre un arrêt *ex parte* après s'être assurée qu'elle a compétence aux termes des Articles 36 et 37 et que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

La Charte des Nations Unies prévoit des mesures pour faire exécuter une décision de la Cour dans le cas où un Etat Membre ne s'y conformerait pas, malgré l'engagement qu'il a pris de le faire aux termes du paragraphe 1 de l'Article 94 de la Charte. Le paragraphe 2 de l'Article 94 donne à la partie lésée la possibilité de recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, "s'il le juge nécessaire, peut faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt".

Les opinions diffèrent sur la question de savoir quelles dispositions peut prendre le Conseil de sécurité pour faire exécuter un arrêt de la Cour, mais si le Conseil de sécurité ne prend aucune mesure, les Articles 1, 2, 10 et 14 de la Charte permettent à l'Assemblée générale d'agir au sujet de l'ensemble de la question.

Si l'Union Sud-Africaine persistait à refuser de remplir les obligations juridiques que lui impose le Mandat sur le Sud-Ouest Africain, l'Assemblée générale pourrait être amenée à l'exclure de l'Organisation des Nations Unies, en application de l'Article 6 de la Charte. Mais l'affaire n'en serait pas pour autant réglée car, aux termes du paragraphe 6 de l'Article 2 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies est tenue de faire en sorte que les Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies agissent conformément aux principes de la Charte dans la mesure nécessaire au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Gouvernement de l'Union risque donc, s'il persiste dans son attitude, qu'un ou plusieurs Etats Membres soumettent le différend à la Cour internationale de Justice pour qu'elle statue à son égard. Si l'Union Sud-Africaine brave la Cour internationale, cette situation peut entraîner toute une série de mesures, comprenant notamment la création d'une commission d'enquête chargée d'étudier la discrimination et les lois raciales en Union Sud-Africaine, semblable à l'organe que l'Assemblée générale a institué à sa septième session sur la recommandation de sa Commission politique spéciale, mais dont l'autorité serait renforcée grâce à la juridiction obligatoire. L'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité pourrait également prendre d'autres mesures telles que l'application de sanctions économiques contre l'Union Sud-Africaine et la mise de l'embargo sur ses importations de pétrole et d'autres produits, mesures qui pourraient avoir de graves conséquences politiques pour le gouvernement au pouvoir.

L'idée de la sauvegarde des droits des populations indigènes et de leur protection est beaucoup plus ancienne que l'institution du régime de tutelle des Nations Unies et, sans elle, notre civilisation ne se justifierait guère en Afrique. Cette idée a été conçue et développée au cours du siècle passé de colonialisme et les pays qui se targuent à l'heure actuelle d'être moralement les dirigeants du monde ne peuvent pas se permettre de fermer les yeux sur le manquement à la mission civilisatrice que constituerait l'absorption du Sud-Ouest Africain par le régime tyrannique de discrimination raciale que connaît l'Union Sud-Africaine. La Grande-Bretagne elle-même s'approche rapidement d'un tournant décisif dans l'histoire de ses relations avec l'Afrique et elle doit faire preuve d'initiative, dans un monde de plus en plus déréglé, pour consolider ce qu'elle a acquis en Afrique au cours de plusieurs siècles d'administration. C'est en grande partie à la Grande-Bretagne qu'il incombe maintenant de donner aux Africains confiance dans l'ordre et dans le droit national et international et dans les principes de justice qui en sont la base.

En conséquence, nous suggérons que les Etats qui étaient Membres de la Société des Nations et les principales Puissances alliées et associées soumettent la question du Sud-Ouest Africain à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

d) *Lettre, en date du 28 juin 1954, adressée au révérend Michael Scott par le Président du Comité du Sud-Ouest Africain*

Au nom du Comité du Sud-Ouest Africain, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 18 juin 1954. Le Comité a décidé de joindre votre lettre au rapport qu'il adresse à l'Assemblée générale, les questions qui y sont soulevées n'entrant pas dans le cadre de son mandat.

(Signé) Thanat KHOMAN

Pétition émanant de MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk

- a) *Lettre non datée adressée au Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain par MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk*

Voici en quelques mots l'objet de notre pressant appel :

Le Rehoboth Settlement a été acquis et consolidé grâce au travail et aux sacrifices de notre peuple. Depuis 1868, et surtout depuis 1870-1874, nous possédons le droit de nous administrer nous-mêmes selon nos propres lois et coutumes, en vertu de la Constitution du Rehoboth Settlement.

Nous demandons que les proclamations Nos 28 de 1923, 31 de 1924, 9 de 1928, 29 de 1929, 17 de 1932, 5 de 1935, 20 de 1935, 16 de 1938 et 22 de 1941 soient déclarées nulles et non avenues en ce qui concerne le Settlement.

Nous voulons que l'on nous restitue le droit de nous administrer nous-mêmes conformément à notre constitution patriarcale de 1870-1874. Lorsque nos ancêtres ont pris la suite des anciens Swartbooi, les limites du Settlement ont été établies de façon précise et acceptées comme frontières par les premiers chefs et par le Gouvernement allemand.

Au cours de la guerre de 1914-1918, un conflit a opposé les citoyens de Rehoboth et le Gouvernement allemand, les premiers refusant de prendre les armes contre l'Union Sud-Africaine. Le motif de ce refus était que leurs ancêtres étaient venus de l'Union, et qu'ils estimaient en outre qu'en participant à cette guerre, ils violeraient le traité qu'ils avaient conclu avec le Gouvernement allemand et dans lequel ils s'engageaient à rester neutres en cas de guerre ou de conflit entre Européens. Le Gouvernement allemand les a menacés d'abroger le traité s'ils persistaient dans leur refus; puis il a mis sa menace à exécution.

Lorsque le général Botha s'est rendu à Walvis-Bay, feu le capitaine C. van Wyk et d'autres notables de Rehoboth ont eu dans cette ville des consultations avec le Premier Ministre. Ce dernier a reconnu la Constitution de 1870-1874 ainsi que les frontières du Settlement. Nous désirons ardemment que l'on honore les assurances données aux citoyens de Rehoboth par un homme d'Etat maintenant décédé. Nous demandons que, comme l'avait fait la Société des Nations, les Nations Unies veuillent bien nous reconnaître comme un peuple indépendant, doté du droit de s'administrer lui-même. En tant que peuple, nous nous sommes gouvernés nous-mêmes pendant cinquante-quatre ans. Depuis dix-neuf ans, nous sommes administrés, à titre d'expérience, par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

Nous demandons instamment à l'Organisation des Nations Unies de nous accorder un jour la possibilité de discuter avec elle la situation dans laquelle se trouve actuellement notre Settlement. On prétend que des désordres se seraient produits le 5 avril 1925 dans le Settlement. Il n'y a rien eu de tel. Les seules difficultés qui se soient présentées étaient uniquement d'ordre intérieur et résultaient de différends entre citoyens de Rehoboth. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine est intervenu immédiatement dans nos affaires intérieures en envoyant des avions et des troupes. Des coups de feu ont été tirés par les gens de l'Union. Les citoyens de Rehoboth n'ont pas rendu coup pour coup, car ils ne désiraient pas provoquer des troubles. Plusieurs

d'entre nous ont été arrêtés et ont dû payer des amendes de 20 à 60 livres. Beaucoup d'entre nous ont subi de grosses pertes en bétail.

Par la suite, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine s'est emparé de 33 domaines qui appartenaient au Settlement, pour s'indemniser des dépenses qu'il avait encourues en envoyant les avions et les forces armées qui avaient apporté chez nous la misère et la ruine. Le Comité pourrait, en consultant le volume 8 de 1946 du *Hansard*, constater que les torts étaient du côté de l'Union.

Nous demandons donc que l'on nous rende, à nous leurs propriétaires légitimes, ces 33 domaines qui représentent des centaines de kilomètres carrés et dont nous avons été illégitimement et illégalement dépossédés par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine. Dans un article paru dans un journal local, *Huisgenoot*, du 23 octobre 1950, l'auteur, un Européen, a prétendu que nous n'avions à nous en prendre qu'à nous-mêmes pour la perte de cette terre. Cette assertion est sans fondement.

Du temps de l'Administration allemande, une bande de terre à l'ouest du Settlement actuel nous a également été prise par le gouvernement de l'époque. Nous demandons instamment que cette terre nous soit elle aussi rendue. Vous trouverez ci-après des documents qui vous donneront de plus amples renseignements.

Nous espérons que le Comité de l'Organisation des Nations Unies et les Nations Unies elles-mêmes ne nous laisseront pas, nous, les Hereros, les Namas et les Damaras, dans cette situation pénible. Nous demandons à tous les peuples du monde de nous aider dans la lutte que nous avons entreprise pour assurer notre indépendance et nos droits humains.

L'Organisation des Nations Unies ne pourrait-elle pas envoyer un comité d'enquête pour découvrir la vérité au sujet du Sud-Ouest Africain?

(Signé) A. J. BEUKES
P. DIEGAARD
A. VAN WYK

- b) *Lettre, en date du 1er mars 1954, adressée à M. A. J. Beukes par le Secrétaire du Comité du Sud-Ouest Africain*

Par ma lettre en date du 30 avril 1952, je vous ai, sur les instructions du Comité spécial du Sud-Ouest Africain, accusé réception de votre communication (non datée) qui porte également les signatures de MM. P. Diegaard et A. van Wyk et vous ai fait savoir que le Comité spécial l'examinait.

Cette communication a maintenant été transmise au Comité du Sud-Ouest Africain, créé par la résolution 749 A (VIII) de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 28 novembre 1953. Le 25 février 1954, le Comité du Sud-Ouest Africain a décidé qu'il y avait lieu d'appliquer en l'occurrence l'alinéa b de l'article VIII de son règlement provisoire. Cet article qui fixe une procédure analogue à celle qui était appliquée dans des cas semblables sous l'ancien régime des mandats est ainsi conçu :

"a) Toutes les pétitions émanant de communautés ou d'éléments de la population du Territoire du Sud-

Ouest Africain seront envoyées au Comité ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine; ce dernier joindra à ces pétitions les observations qu'il jugera appropriées.

"b) Toute pétition émanant d'habitants du Territoire du Sud-Ouest Africain qui serait reçue par le Comité ou par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par une voie autre que celle du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sera retournée aux signataires, qui seront invités à la présenter à nouveau en se conformant à la procédure décrite ci-dessus."

Le Comité m'a donc chargé de vous retourner votre pétition, dont une copie est jointe à la présente, et de vous inviter à la présenter à nouveau par l'intermédiaire du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

(Signé) H. A. WIESCHHOFF

- c) *Lettre, en date du 28 juin 1954, adressée par le Secrétaire général à M. A. J. Beukes*

J'ai l'honneur de me référer à la lettre qui vous a été adressée le 1er mars 1954, conformément à l'article VIII du règlement du Comité du Sud-Ouest Africain.

Le Comité ayant, à sa 36ème séance le 25 juin 1954, prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de vous communiquer le texte de l'article XXVI de son règlement provisoire, je vous envoie ce texte ci-inclus.

Pour le Secrétaire général
(Signé) Victor Hoo

- d) *Lettre, en date du 28 juin 1954, adressée par le Secrétaire général au Ministre des affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine*

A sa 36ème séance, le 25 juin 1954, le Comité du Sud-Ouest Africain a prié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de transmettre au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine une copie de la pétition de MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk et de la lettre que le Secrétaire général leur a adressée. J'ai donc l'honneur de vous envoyer ci-joint une copie de la communication, non datée, envoyée au Président du Comité spécial du Sud-Ouest Africain par MM. A. J. Beukes, P. Diegaard et A. van Wyk ainsi qu'une copie de ma lettre du 28 juin 1954 aux pétitionnaires.

Pour le Secrétaire général
(Signé) Victor Hoo